

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'ADMISSION A DOMICILE

ET DES

DROITS QU'ELLE CONFÈRE A L'ÉTRANGER QUI L'OBTIENT

PAR

CHARLES L'EBRALY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 29 janvier 1898 à 10 heures

Président : M. WEISS, professeur

*Suffragants MM. { LAINÉ, professeur
 { PILLET, professeur-agrégé*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1898

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

DE

L'ADMISSION A DOMICILE

ET DES

DROITS QU'ELLE CONFÈRE A L'ÉTRANGER QUI L'OBTIENT

PAR

CHARLES L'EBRALY

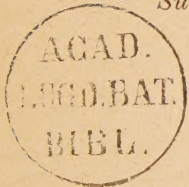
AVOCAT A LA COUR D'APPEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 29 janvier 1898 à 10 heures

Président : M. WEISS, professeur

*Suffragants MM. { LAINÉ, professeur
 { PILLET, professeur-agrégé*



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS
ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE ET FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE DIRECTEUR DE LA LIBRAIRIE

1898



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552027_0061

A LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

DE L'ADMISSION A DOMICILE

ET DES

DROITS QU'ELLE CONFÈRE A L'ÉTRANGER QUI L'OBTIENT

INTRODUCTION

Tandis que les législations antiques traitent avec mépris tous ceux qui ne sont pas citoyens et établissent entre l'indigène et l'étranger une inégalité profonde, les gouvernements modernes au contraire accordent aux membres des nations voisines une large hospitalité et cherchent de plus en plus à leur reconnaître une situation juridique analogue à celle des régnicoles. Le nombre des droits réservés aux seuls nationaux diminue sans cesse chez les peuples civilisés; les mesures vexatoires dirigées autrefois contre l'aubain disparaissent de presque tous les codes, et peu à peu se prépare l'assimilation presque complète de l'étranger et du citoyen. C'est ainsi que déjà plusieurs législations admettent l'étranger à la jouissance de tous les droits privés reconnus aux natio-

naux, sauf de très rares restrictions, sans subordonner même cette jouissance à aucune condition de domicile ou de réciprocité. (Code civ. italien de 1865, art. 3; C. civ. de Roumanie; — C. civ. espagnol de 1889, art. 27; — Législation du Congo Belge, art. 1^{er} du décr. du 20 février 1891). Le principe libéral du Code civil italien, adopté déjà par plusieurs nations, a été voté par l'Institut de droit international dans sa session d'Oxford en 1880 (1), et, en Belgique, la Commission chargée de la rédaction du projet de Code civil propose aussi de le consacrer (2).

Le système de l'égalité du national et de l'étranger, au moins dans le domaine des droits privés, tend donc de plus en plus à prévaloir, et cette tendance se manifeste même dans les législations qui refusent encore d'accorder à l'aubain le même traitement qu'au régnicole. D'abord, dans plusieurs pays, les lois récentes favorisent l'acquisition de la nationalité, et, tandis que les unes simplifient les conditions et la procédure de la naturalisation, (Vénézuëla, Danemark, etc.), d'autres facilitent l'accès du droit de cité aux étrangers qui ac-

(1) *Ann. de l'Inst. de dr. int.*, t. V, p. 41 et s., et p. 56 et s.

(2) *Rev. de dr. int.*, 1886, p. 446. — Chez nous, lors de la discussion de la loi de 1889, un amendement a été proposé d'après lequel on reconnaissait à l'étranger la jouissance de tous les droits civils dont il n'était pas exclu par un texte formel; mais ce projet de réforme de l'art. 41 a été écarté (Sénat, séance du 4 février 1887).

quièrent des biens-fonds sur le territoire de l'Etat (Mexique : loi du 28 mai 1886, art. 1. X ; — Brésil : Constitution de 1890, art. 69), ou organisent, à côté de la naturalisation expresse, une naturalisation tacite résultant de l'exercice de certaines fonctions ecclésiastiques, scolaires ou municipales (Loi allemande de 1870, art. 8 et 9).

C'est la même tendance qui a porté plusieurs législations à organiser, en dehors de la naturalisation, une institution particulière, une sorte de demi-naturalisation, emportant concession partielle des droits de cité (Denization anglaise, autorisation de domicile en Belgique et aux Pays-Bas, etc.) Telle était autrefois chez nous l'institution que nous nous proposons d'étudier. Notre Code civil de 1804 avait donné à l'admission à domicile une existence propre et indépendante ; il en avait fait une mesure bien distincte de la naturalisation, une faveur facilement accessible. Nous verrons que la loi de 1889 sur la naturalisation lui a reconnu un tout autre caractère, en la réduisant au rôle de préliminaire de la naturalisation ; et nous aurons à discuter le système de la loi nouvelle. Contentons-nous pour le moment de dire que la conception primitive était à la fois beaucoup plus logique et beaucoup plus libérale. En étudiant le but et les effets de l'admission à domicile, nous montrerons plus en détail les avantages de la règle ancienne qui, tout en conservant à l'étranger sa patrie

d'origine et en le tenant éloigné de tous les droits qui se rattachent au fonctionnement de l'organisme social, pouvait, suivant la remarque d'un savant auteur (1), donner satisfaction à tous les intérêts, puisqu'elle « permettait à l'étranger d'accomplir librement tous les actes de sa vie juridique, » sans introduire pour cela « dans la patrie française des citoyens douteux ou « félons ».

Après avoir, dans la première partie de notre travail, indiqué les formalités qu'exige l'admission à domicile, ses caractères et sa durée, nous verrons, dans une seconde partie, la situation privilégiée qu'elle confère à l'étranger qui l'obtient.

(1) WEISS, *Tr. théo. et prat. de dr. int. pr.*, t. I, p. 324.

PREMIÈRE PARTIE

Formalités, Caractères et Durée de l'Admission à domicile.

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS ET FORMES

Nous étudierons successivement dans ce chapitre :

1° Les formalités qu'exige l'admission à domicile et les conditions auxquelles elle est subordonnée.

2° La capacité requise pour l'obtenir.

SECTION PREMIÈRE

Formalités.

C'est dans le décret du 13 août 1889, et dans la note publiée au mois d'octobre 1889 par la direction des affaires civiles et du sceau au Ministère de la Justice, que se trouvent indiquées les formalités que doit remplir l'étranger qui sollicite l'admission à domicile.

La demande, rédigée sur papier timbré, est adressée au Ministre de la Justice. Le postulant doit y joindre :

1° Son acte de naissance et celui de son père, ainsi que la traduction de ces deux actes s'ils sont en langue étrangère. Si l'étranger se trouve dans l'impossibilité de se procurer ces actes, ils peuvent être remplacés par un acte de notoriété, délivré par le juge de paix dans la forme prescrite par l'article 71 du Code civil.

2° L'extrait du casier judiciaire français. Cet extrait est demandé au procureur de la République de l'arrondissement d'origine si l'intéressé est né en France, en Corse ou en Algérie, ou bien au Garde des sceaux s'il est né dans les colonies ou à l'étranger.

Le pétitionnaire doit en outre prendre, dans sa demande d'admission à domicile, l'engagement d'acquitter les droits de sceau qui s'élèvent à la somme de 175 fr. 25. Il peut toutefois être exonéré d'une partie ou même de la totalité de ces droits ; mais, comme le remarque la note ministérielle, « l'admission à domicile et la naturalisation étant des mesures prises exclusivement « dans l'intérêt personnel des étrangers qui les obtiennent, la remise partielle des droits ne peut jamais être accordée qu'aux postulants qui ont des « titres à cette faveur et qui justifient de l'impossibilité « d'acquitter les droits entiers ; la remise totale n'est « accordée qu'à titre exceptionnel, en considération « notamment de services publics ou d'actes de courage « et de dévouement, de distinction acquise dans les « arts, les sciences ou les lettres. »

Pendant la discussion de la dernière loi sur la natio-

nalité, le Sénat fut, en février 1887, saisi d'un amendement de MM. Naquet, Isaac et Boulanger, ainsi conçu :

« Les naturalisations, admissions à domicile et ré-
« intégrations dans la qualité de français ont lieu sans
« frais. »

Le gouvernement, par la bouche de M. Sarrien, Garde des sceaux, s'opposa à l'adoption de cet amendement contre lequel il souleva trois objections. Le ministre soutint d'abord (1) que la question de la suppression des droits de sceau était une question d'impôt et que par conséquent l'initiative en était réservée à la Chambre des Députés. Il ajouta que cette suppression lèserait des intérêts privés respectables, puisque sur les 175 francs payés pour chaque naturalisation ou admission à domicile, une somme de 50 francs est attribuée aux Référendaires au sceau et représente les honoraires de ces officiers ministériels légalement constitués. Le Garde des sceaux fit remarquer en terminant que l'amendement qu'il combattait n'avait pas une utilité bien réelle, puisque la Chancellerie avait toujours le droit d'accorder des remises partielles ou même totales des droits et qu'elle usait en fait très largement de ce pouvoir : la gratuité est en effet accordée, non seulement à tous les étrangers indigents, mais encore à tous ceux qui justifient que leur situation ne leur permet pas d'acquitter les droits.

(1) Séance du 4 février 1887 : *J. Off.* du 3 février.

M. Ernest Boulanger répondit successivement à chacune de ces objections (1). Sans nier l'utilité des Référendaires au sceau, et tout en proclamant que pour certaines affaires cette corporation rendait d'incontestables services, il déclara que leur intervention dans la matière de la naturalisation avait peine à se comprendre, puisqu'ils n'étaient mêlés ni à la demande ni à l'instruction et qu'ils se bornaient à recevoir l'argent du pétitionnaire pour le porter au bureau du Trésor. Du reste, ajouta l'honorable sénateur, l'intérêt particulier d'une corporation ne saurait arrêter l'accomplissement d'une réforme d'intérêt général. Quant à la possibilité d'accorder des remises de droits, c'est là, remarqua M. Boulanger, une garantie insuffisante et qui présente d'ailleurs les inconvénients les plus graves, car le droit discrétionnaire reconnu à la Chancellerie d'accorder aux uns la décharge de l'impôt pour la refuser aux autres risque fort d'être la source d'abus regrettables et d'inégalités choquantes.

Enfin, l'objection tirée de la prérogative financière de la Chambre des Députés, plus délicate que les deux premières, n'en fut pas moins victorieusement réfutée. Toute la thèse du gouvernement repose sur les termes de l'article 8 de la loi constitutionnelle du 24 février 1875 :

« Les lois de finances doivent être en premier lieu

(1) Séances des 7 et 8 février 1887 : *J. Off.* du 8 et du 9.

« présentées à la Chambre des Députés et votées par elle. »

Or, dans la terminologie financière, on appelle loi de finances, la loi du budget, celle qui règle les recettes et les dépenses de chaque exercice. Mais on ne saurait soutenir qu'une loi générale sur la naturalisation, sur les chemins ruraux ou sur le crédit agricole, est une loi de finances par cela seul qu'elle renferme quelques dispositions accessoires réduisant un tarif, supprimant ou modifiant un impôt. Si l'interprétation proposée par le Garde des sceaux était admise, si le Sénat devait se dessaisir de toutes les lois qui contiennent la moindre disposition fiscale pour les renvoyer à la Chambre des Députés sous prétexte que ce sont des lois de finances, la Haute Assemblée se trouverait en fait entièrement dépouillée de tout droit d'initiative, et l'on pourrait ajouter à l'art. 8 de la loi constitutionnelle un paragraphe additionnel ainsi conçu : « Toutes les lois sont des lois de finances. »

L'amendement, si vigoureusement défendu par M. Boulanger, fut, malgré l'insistance du ministre, adopté par le Sénat à la séance du 11 février 1887 (1). Le rapporteur de loi à la Chambre des Députés, M. Antonin Dubost, s'associant au nom de la Commission au sentiment qui avait inspiré le Sénat, se prononça lui aussi en faveur de la gratuité de la naturalisation et de l'ad-

(1) *J. Off.* du 12 février 1887, p. 123 et s.

mission à domicile, et déclara qu'il y avait « un véritable intérêt social à rendre dans notre pays la naturalisation plus facile (1). » Il insista sur ce que, malgré la faculté donnée à la Chancellerie d'accorder l'exemption des droits de sceau, beaucoup d'étrangers, très dignes d'être Français et très désireux de le devenir, étaient arrêtés par la crainte d'avoir à payer des sommes importantes, tandis que d'autres, après avoir formé leur demande, renonçaient à la poursuivre parce qu'ils n'obtenaient pas l'exemption des droits.

Pour répondre à ces observations si justes et si pressantes, le Garde des sceaux se borna à insister de nouveau sur le grand nombre de dispenses de droits accordées par la Chancellerie : pour la seule année 1888, sur 10 879 naturalisations, admissions à domicile ou réintégrations, 3 568 seulement ont donné lieu au paiement total ou partiel des droits de sceau, c'est-à-dire que la remise des droits a été accordée aux deux tiers environ des pétitionnaires. La Chambre se laissa convaincre par cette statistique, et, le 16 mars 1889, elle se prononça, par 344 voix contre 175, pour la suppression de l'amendement voté par le Sénat. Celui-ci, pour éviter un conflit et pour ne point retarder la mise en vigueur de la loi sur la nationalité, abandonna sa résolution, de sorte que l'admission à domicile et la naturali-

(1) Chambre des Dép., 16 mars 1889, *J. Off.* du 17 mars.

sation restent l'une et l'autre soumises à la perception de droits de sceau (1).

Introduite dans la forme que nous avons indiquée, la demande d'admission à domicile fait l'objet d'une enquête administrative. Cette enquête, dirigée à Paris par le Préfet de police et en province par le Préfet du département, porte sur la moralité de l'étranger, sa situation de famille, ses ressources et ses moyens d'existence, son attitude politique et sa sympathie pour la France, et, dès que la Chancellerie a recueilli tous les renseignements nécessaires pour pouvoir se prononcer en toute connaissance de cause, elle examine si la demande peut, sans inconvénient, être accueillie.

Le Garde des sceaux propose alors, s'il y a lieu, au Chef de l'Etat de signer le décret d'autorisation. Ce décret, enregistré au Ministère de la Justice, est notifié à l'intéressé par voie administrative et inséré au *Bulletin des Lois*. Nous indiquerons plus loin dans quelle forme l'autorisation de domicile peut ensuite être révoquée (2).

Quant au refus d'autorisation, il est prononcé par

(1) Des droits semblables existent dans la plupart des législations étrangères ; ils sont même dans quelques pays plus élevés que chez nous : le droit est en effet de 200 francs en Italie, de 200 à 250 francs en Russie, de 200 francs en Autriche. Mais, en France, si le droit n'est que de 175 fr. 25, il se trouve porté au double toutes les fois que la naturalisation est précédée de l'admission à domicile.

(2) V. *infra*, p. 40 à 42.

simple mesure administrative, et avis en est immédiatement donné à l'intéressé.

Il va sans dire que le gouvernement a un pouvoir discrétionnaire absolu pour apprécier s'il doit accueillir ou rejeter la demande. Comme en cette matière, les décisions ne sont jamais motivées, il n'a même pas à faire connaître les raisons d'un refus d'autorisation.

L'admission à domicile ne peut résulter que d'un décret du pouvoir exécutif. Elle ne saurait, sous l'empire de la loi du 26 juin 1889, être accordée dans une autre forme. L'ancien article 13 du Code civil se bornait à dire que l'étranger pouvait être admis à la jouissance des droits civils *par autorisation du chef de l'Etat*, et la jurisprudence interprétait ce texte en ce sens que l'autorisation pouvait s'induire de tout acte ne laissant pas de doute sur la volonté du gouvernement. Elle décidait, par exemple, qu'il y avait autorisation tacite dans la nomination d'un étranger comme professeur dans une école royale de musique et de déclamation (C. de Paris, 11 octobre 1827 (1), comme commissaire général dans un pays placé sous la domination de la France (C. de Pau, 9 juin 1857 (2) comme courtier maritime (C. d'Alger, 16 novembre 1874 (3) comme pasteur rétribué par le Trésor (Trib. de Verviers, 13 avril 1875) (4).

(1) DALLOZ, *Rép.*, V^o. *Droit civil*, n^o 386, 1^o.

(2) D. 38-2-137.

(3) *J. d. int. pr.*, 1876, p. 268.

(4) *J. d. int. pr.*, 1876, p. 296.

Les tribunaux ont de même considéré comme implicitement autorisé à fixer son domicile en France et à y jouir des droits civils l'étranger autorisé à servir dans la Légion étrangère (Trib. de la Seine, 27 février 1888 (1)), ou celui qui, ancien fonctionnaire au service de la France, s'est réfugié chez nous et y touche une pension annuelle sur les fonds du Trésor français. (Trib. de Marseille, 26 janvier 1889) (2).

Les arguments invoqués à l'appui de ce système sont résumés dans un jugement du tribunal civil de Bruxelles du 11 juillet 1888 (3) : « Il appert des travaux
« préparatoires que tout ce que le législateur a voulu,
« c'est que le gouvernement pût donner ou refuser son
« agrément pour l'établissement des étrangers en
« France ; il entendait éviter pour les droits civils les
« inconvénients que présentait, au point de vue des
« droits politiques, l'art. 3 de la constitution de l'an VIII
« qui ne soumettait pas l'étranger à l'autorisation du
« gouvernement. Il importe peu que l'autorisation soit
« expresse ou tacite ; il est impossible qu'un acte régulier
« du pouvoir exécutif appelant un étranger à des
« fonctions qui lui donnent un caractère public n'im-
« pliquerait pas l'autorisation prévue par l'art. 13. »

Cette jurisprudence qui, bien que contestable, pouvait être soutenue en présence des termes équivoques

(1) La Loi du 5 mai 1888.

(2) *J. d. int. pr.*, 1889, p. 676.

(3) *Pand. Belges*, 1888, p. 1174.

de l'ancien art. 13, est définitivement condamnée par la loi nouvelle. Le nouveau texte de l'art. 13 n'accorde, en effet, la jouissance des droits civils qu'à l'étranger qui a été *autorisé par décret* à fixer son domicile en France, et la disposition de l'art. 8. 3^o n^o 3 *in fine* prouve aussi d'une manière très certaine que les avantages attachés à l'admission à domicile ne peuvent dans aucun cas résulter de l'exercice de certaines fonctions conférées par le gouvernement français, puisque ce texte ne permet à l'étranger qui a été attaché au service militaire dans les colonies et les protectorats français de solliciter sa naturalisation après un an de séjour que s'il a préalablement obtenu l'admission à domicile (1).

SECTION DEUXIÈME

Capacité requise pour solliciter l'admission à domicile.

Après avoir étudié les formalités qu'exige la demande d'admission à domicile, nous avons à examiner maintenant quelle est la capacité requise pour solliciter cette faveur et notamment à quel âge un étranger peut valablement introduire une demande d'autorisation.

(1) En ce sens : WEISS, *op. cit.*, t. I, p. 349, n. 3. — R. VINCENT, Commentaire de la loi du 26 juin 1889, n^o 69. — DALLOZ, *Suppl. V^o Droit civil*, n^o 223. — GLARD : De l'acquisit. et de la perte de la Nation. franç., p. 186.

Tandis que la loi du 29 juin 1867 sur la naturalisation, dans son article 1^{er}, décidait en termes formels que l'étranger ne pouvait obtenir l'autorisation de fixer son domicile en France qu'à l'âge de vingt-et-un ans accomplis, la loi nouvelle est restée muette sur cette question qui, à raison de ce silence, fait l'objet d'une vive controverse.

D'après un premier système, il faudrait sous l'empire du texte nouveau continuer à appliquer la solution de la loi de 1867, et le silence de la loi de 1889 devrait être interprété dans le sens du maintien de la règle ancienne. Incapable jusqu'à sa majorité de changer de nationalité, le mineur, disent les partisans de ce système, doit être aussi déclaré incapable de solliciter l'admission à domicile dont le but est de préparer ce changement de nationalité. On ajoute que le mineur, ne pouvant avoir d'autre domicile que celui de son représentant légal, il serait contraire à la disposition de l'art. 108 du Code civil de lui permettre par une admission à domicile d'acquérir en France un domicile qui lui serait propre (1).

Nous pensons, au contraire, avec les partisans d'un second système, que du silence de la loi de 1889 on doit induire l'abrogation tacite de la disposition ancienne. Il importe de remarquer, en effet, que, à l'exemple de la loi de 1867, le projet du Conseil d'Etat

(1) L. CAMPISTRON, Commentaire de la loi du 26 juin 1889, n° 63. — R. VINCENT, *op. cit.*, n° 62. — COHENDY : *Le Droit* du 3 novembre 1889.

exigeait que le candidat à l'admission à domicile fût majeur (1) et que ce texte a disparu au cours de la discussion, ce qui semble bien prouver que le législateur nouveau a eu l'intention de répudier la solution adoptée par la législation antérieure. Un passage de M. Balthie, dans son Exposé des motifs, vient d'ailleurs confirmer cette manière de voir et donner au système que nous soutenons un sérieux appui : « Nous modifions « aussi, disait-il, la loi du 29 juin 1867 en ce qui concerne le point de départ du délai de trois ans : notre « proposition n'exige pas, comme la loi de 1867, que « l'autorisation de fixer son domicile en France soit « obtenue après la majorité ; cette autorisation vaudra « quel que soit l'âge auquel elle ait été accordée (2). »

La même affirmation se retrouve dans le Rapport sommaire de M. Mazeau (3).

En présence de cette double déclaration, il est manifeste que le silence du législateur de 1889 équivaut à l'abrogation de la règle ancienne. Sans doute, on décide généralement que seul le majeur peut solliciter la naturalisation ; mais rien n'empêche de donner pour l'admission à domicile une solution différente de celle que l'on admet pour la naturalisation. Celle-ci est, en effet, un acte beaucoup plus grave que l'admission à domicile, puisqu'elle entraîne pour l'étranger un chan-

(1) Art. 7 du Projet du Cons. d'Et.: *Docum. parlem.*, 1884, n° 63.

(2) Session 1882, n° 156, Sénat, annexes, 1882, p. 193.

(3) Session 1882, n° 401. » » » p. 467.

gement de nationalité ; le décret d'autorisation, au contraire, le laisse étranger, et, loin de compromettre ou de diminuer ses droits, il lui en fait acquérir de nouveaux puisqu'il lui confère la jouissance des droits civils. Notre institution ne modifie d'ailleurs nullement l'état de celui qui en obtient le bénéfice, et, sans amener un changement de nationalité, elle a pour but unique de faciliter la naturalisation de l'étranger lorsque celui-ci sera devenu capable de changer de patrie.

Quaat à l'argument que le premier système prétend trouver dans l'art. 108 C. civ., il est facile de répondre qu'il n'aurait de valeur que si la loi de 1889 avait pris le mot domicile dans son acception technique : mais il n'en est rien, et il ressort très clairement de la discussion de cette loi, devant les Chambres, qu'en notre matière le mot domicile est pris dans son sens le plus large, comme synonyme de résidence ou de séjour prolongé (1).

Au surplus, nous devons remarquer que la solution contraire à celle à laquelle nous nous rallions, entraîne une conséquence qui n'est nullement conforme à l'esprit de la loi de 1889. Refuser au mineur étranger le droit de solliciter l'autorisation de domicile, cela revient à retarder le plus souvent jusqu'à la vingt-quatrième année la possibilité pour l'étranger de se faire naturaliser français. Notre système est, au contraire,

(1) O. STEMLER : *Applic. prat. de la loi sur la Nation.*, J. d. int. pr., 1890, p. 393.

beaucoup plus libéral, puisqu'en permettant à l'étranger d'obtenir avant dix-huit ans son admission à domicile, il rend possible sa naturalisation dès sa majorité.

Nous admettrons donc que l'étranger mineur de 21 ans, bien qu'incapable d'être naturalisé, peut être déclaré capable de solliciter son admission à domicile. Ce ne sont pas les règles de la naturalisation qu'il faut appliquer, mais bien celles du domicile, ce qui nous conduit à cette conclusion qu'un mineur étranger pourra valablement former une demande d'admission à domicile, pourvu qu'il soit capable d'acquérir un domicile en France (1).

Mais ici surgit une nouvelle difficulté diversement résolue par les commentateurs. Nous avons décidé qu'un étranger mineur devait être reconnu capable de solliciter l'autorisation de domicile, pourvu qu'il ait la capacité requise pour pouvoir changer de domicile. Il importe de rechercher maintenant par quelle loi sera régie cette capacité ; devra-t-on consulter à cet égard les dispositions de la loi française ou celles de la loi nationale du postulant ? Les principes du droit international privé commandent d'appliquer le statut personnel de l'étranger, puisque ce statut est le seul qui

(1) AUBRY et RAU, 5^e édit., t. I, p. 391, n. 8. — BAUDRY et HOUQUES, t. I, n^o 451. — WEISS, t. I, p. 320. — LE SUEUR et DREYFUS, Com. de la loi de 1889, p. 58 et s. — GLARD, *op. cit.*, p. 183 et s. — EUG. AUDINET, *Rev. crit.*, 1891, p. 51.

régisse son état et sa capacité tant qu'il reste étranger. A cette solution quelques auteurs objectent que la loi de 1867 appliquait dans tous les cas, quelle que fût la législation du pays de l'étranger, la majorité française. Mais nous pouvons répondre que le législateur nouveau a au contraire par son silence marqué son intention de revenir aux vrais principes (1). Nous pourrions en outre invoquer à l'appui de notre solution l'exemple des législations de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Suisse, du Portugal, de la Grèce, du Mexique, etc., qui ne permettent la naturalisation de l'étranger que lorsqu'il est capable d'après la loi de son pays.

Notre conclusion sera donc que, s'il n'est point nécessaire, pour qu'un étranger puisse valablement introduire une demande d'admission à domicile, qu'il soit parvenu à sa majorité, il faut au moins que sa loi nationale lui reconnaisse la capacité de changer de domicile. Le mineur, et surtout le mineur non émancipé, ne pourra le plus souvent agir qu'avec le concours de certaines personnes, et ce sera son statut personnel qu'il faudra consulter pour déterminer les personnes chargées de compléter sa capacité. En vain, objecte-t-on (2) la disposition du nouvel art. 9, 2^e al. du C. Civ., qui pour la naturalisation de faveur accorde au mineur né en France de parents étrangers

(1) BOUDRY et HOUQUES, t. I, n^o 446 et s. - - WEISS, t. I, p. 314 et 321.
— GLARD, p. 184.

(2) LE SUTUR et DREYFUS, *op. cit.*, p. 60.

indique les personnes qui doivent intervenir pour l'habilitier (le père, la mère ou le tuteur autorisé par le conseil de famille, suivant les cas) : cette règle, prétend-on, doit être généralisée. Nous ne croyons pas possible d'étendre à l'admission à domicile la règle donnée par l'article précité pour une naturalisation de faveur, et nous persistons à penser que seule la loi étrangère doit régler la capacité du candidat à l'admission à domicile et indiquer les personnes qui doivent l'assister s'il est encore mineur. Comme le remarque « M. Weiss (1), l'individu, dont l'article 9 règle la condition, a puisé dans sa naissance sur la terre française « un droit éventuel à la qualité de Français *jure soli* ; « aussi a-t-on cru pouvoir le soumettre dès l'instant « même de l'option qu'il formule pour la France aux « prescriptions de la loi française qui va devenir la « sienne. Mais cette dérogation au principe que consacra l'art. 3. 3° du Code civil doit, comme toute dérogation au droit commun, être restreinte aux cas « directement spécifiés par la loi. Il n'est pas permis de « l'étendre par analogie à des situations tout à fait différentes. » Notre opinion est donc bien conforme au texte et à l'esprit de la loi nouvelle, en même temps qu'elle est la seule qui respecte les vrais principes du droit international privé.

A la solution proposée, nous devons toutefois ad-

(1) *Op. cit.*, t. I, p. 312.

mettre une restriction qui s'impose, étant donné le caractère temporaire reconnu par la loi de 1889, à l'admission à domicile : il est évident que le gouvernement français n'accordera le bénéfice de l'art. 13 au mineur étranger que s'il se trouve dans les cinq années précédant sa majorité, car, l'autorisation se périssant au bout de cinq ans, si, à l'expiration de ce délai, l'étranger se trouvait encore mineur et incapable par suite de solliciter la naturalisation, la mesure prise à son profit n'aurait plus aucune utilité, l'admission à domicile n'étant plus maintenant qu'un préliminaire de la naturalisation.

Les mêmes difficultés et les mêmes controverses se présentent pour les incapables autres que le mineur : elles doivent être résolues d'une manière analogue. Nous appliquerions, par exemple, les mêmes principes pour la femme mariée et nous déclarerions en conséquence celle-ci capable de demander l'admission à domicile pourvu qu'elle remplisse les conditions exigées par son statut personnel pour tout changement de domicile. Il en résulte que le plus souvent il lui faudra, pour réclamer le bénéfice de l'art. 13, obtenir l'autorisation de son mari ou au moins celle de la justice ; mais presque toujours la séparation de corps lui rendra à cet égard pleine capacité (1).

(1) WEISS, t. I, p. 321. — GLARD, p. 184. — R. VINCENT, n° 62. — VINCENT et PÉNAUD, *Diction. de dr. int. pr.*, V° *Domicile*, n° 41.

CHAPITRE II

CARACTÈRES DE L'ADMISSION A DOMICILE

On peut, nous semble-t-il, ramener à trois les caractères que présente depuis la loi de 1889 l'admission à domicile :

1° Elle n'est pas rétroactive.

2° Elle est individuelle.

3° Elle est une situation transitoire en vue de la naturalisation.

Nous étudierons successivement dans ce chapitre chacun de ces caractères, et cette étude nous fournira l'occasion de comparer la législation actuelle avec le système organisé par le Code civil et avec celui de la loi de 1867.

§ I. — *L'Admission à Domicile n'est pas rétroactive.*

De même que les effets de la naturalisation ne se produisent qu'à partir de l'insertion au *Bulletin des Lois* du décret octroyant à l'étranger la qualité de Français, de même ceux de l'admission à domicile se restreignent à l'avenir et ce n'est aussi qu'à partir du décret d'autorisation que l'étranger qui a obtenu cette faveur peut se prévaloir des droits qu'elle confère.

Un jugement du tribunal civil de la Seine du

20 juillet 1888 (1) a fait de ce principe une exacte application. Prenant comme point de départ l'idée que nous aurons à discuter plus loin (2) qu'un étranger ne peut remplir en France les fonctions de tuteur, de subrogé-tuteur ou de membre d'un conseil de famille, que s'il a obtenu une autorisation de domicile conformément à l'art. 43 du Code civil, il a jugé que, la décision gouvernementale n'ayant point d'effet rétroactif, l'autorisation serait impuissante à relever l'étranger de son incapacité si elle ne lui avait été accordée que postérieurement à l'ouverture de la tutelle.

§ II. — *L'Admission à Domicile est individuelle.*

Le décret d'autorisation est strictement personnel à celui qui l'obtient et ses effets ne s'étendent ni à la femme ni aux enfants même mineurs de l'impétrant. Ce caractère de l'admission à domicile nous arrêtera plus longtemps que le précédent, car la solution que nous proposons est loin d'être universellement acceptée.

Beaucoup d'auteurs soutiennent que l'autorisation de domicile est collective et profite à la femme et aux enfants mineurs de l'impétrant. A l'appui de ce système, ils invoquent plusieurs arguments. Obligée par

(1) *J. dr. int. pr.*, 1889, p. 478.

(2) *V. infra*, p. 94 à 93.

l'art. 214 Code civil d'habiter avec son mari et de le suivre partout où il lui plaît de résider, la femme ne peut, d'après l'art. 108, avoir d'autre domicile légal que celui de son mari ; il en est de même du mineur qui a toujours son domicile chez son père. Sans doute, ajoute-t-on, la naturalisation est en principe personnelle, mais cela se conçoit fort bien, la naturalisation étant une mesure tout à fait exceptionnelle, tandis que rien n'empêche de reconnaître un caractère différent à l'admission à domicile. Celle-ci doit nécessairement produire des effets collectifs, puisqu'elle n'est en quelque sorte que la consécration d'un fait, la résidence en France, et que ce fait est nécessairement commun au mari et à sa femme ou à ses enfants mineurs.

Cette solution, assurent les partisans de cette première opinion, est la plus conforme à l'esprit général de la loi de 1889 qui ne reconnaît plus à la naturalisation elle-même un caractère strictement personnel, puisque la naturalisation s'étend désormais de plein droit aux enfants mineurs du naturalisé, et que sa femme et ses enfants majeurs peuvent, s'ils le demandent, être compris dans le décret, (art. 12 de la loi du 26 juin 1889). On prétend, d'ailleurs, trouver la consécration formelle de ce système dans la disposition finale du nouvel article 13, qui permet à la femme et aux enfants mineurs de l'étranger admis à domicile et décédé avant d'avoir obtenu la naturalisation de se prévaloir

de l'autorisation accordée au chef de la famille et du temps de stage qui a suivi. Par là, dit-on, le législateur a consacré en termes exprès l'effet collectif de l'admission à domicile (1).

Bien que ce système ait été plusieurs fois sanctionné par la jurisprudence, au moins sous l'empire de l'ancien art. 13 (2), nous croyons l'opinion contraire bien préférable, et nous déciderons que l'admission à domicile obtenue par un chef de famille ne profite qu'à lui et ne confère la jouissance des droits civils ni à sa femme ni à ses enfants mineurs, à moins, bien entendu, qu'elle ne leur soit accordée nommément à tous. Pas plus que la naturalisation dont elle n'est que le préliminaire, elle ne doit s'étendre à d'autres qu'à celui qui l'a demandée, car c'est le propre de toute concession d'être essentiellement personnelle à celui qui l'obtient. Ce qui prouve clairement que tel est bien le caractère reconnu par la loi à l'admission à domicile, c'est que l'enquête administrative qui la précède a un caractère individuel et porte uniquement sur la situation personnelle du postulant.

(1) AUBRY et RAU, t. I, n° 72, n. 11, (5^e édit.). — LE SUEUR et DREYFUS, p. 62. — FÉRAUD-GIRAUD : *J. dr. int. pr.*, 1885, p. 247. — O. STEMMLER, *J. dr. int. pr.*, 1890, p. 394. — SURVILLE et ARTHUYS : *Tr. de dr. int. pr.*, n° 128. — DALLOZ, *V° Dr. civ.* n° 234 et note dans D. 1890-2-161. — Avis de la sect. de législ. du Cons. d'Et. : Rapp. Sée au Sénat, Session 1884, n° 65, p. 206.

(2) C. de Bordeaux, 14 juillet 1845. D. 46 2. 163. — C. de Paris. 13 août 1889. D. 90 2. 161.

Quant aux articles 108 et 214 du Code civil, ces textes sont tout à fait étrangers à la question qui nous occupe, et il importe, ainsi que nous le verrons plus loin (1), de ne pas confondre la question du domicile et celle de la jouissance des droits civils.

C'est à tort aussi que les partisans du premier système invoquent à l'appui de leur opinion la disposition de l'art. 13.3°, car, bien loin de consacrer l'effet collectif de l'autorisation, ce texte prouve au contraire que le législateur de 1889 n'a entendu reconnaître cet effet collectif que dans un seul cas, celui où le chef de famille qui a été admis à domicile décède avant d'avoir sollicité la naturalisation. Alors, par exception, notre article permet à la femme et aux enfants de profiter de l'autorisation accordée au père. Mais, en dehors de cette hypothèse, l'admission est strictement personnelle.

Les explications de M. Antonin Dubost, dans son Rapport du 7 novembre 1887, confirment notre manière de voir. « Il était nécessaire, dit l'honorable député, « d'étendre le bénéfice de l'article 13 dans certains cas « à la famille de celui qui a obtenu l'autorisation d'éta- « blir son domicile en France. Sous le régime actuel, « la naturalisation étant strictement personnelle, il « était naturel que le législateur ait limité les effets de « l'autorisation préalable à la personne même qui

(1) V. *infra*, p. 146 et s.

« l'avait obtenue. Mais, dans notre système, qui donne
« à la femme et aux enfants du naturalisé des droits et
« des facultés qu'ils n'avaient pas, il est logique que,
« dans le cas de décès du mari ou du père, l'autorisa-
« tion qui lui a été précédemment accordée puisse pro-
« fiter à sa femme et à ses enfants : c'est là l'objet du
« troisième paragraphe de notre article 13. » (1)

Il ressort clairement de ce passage du rapport de M. Dubost que l'effet collectif reconnu à l'autorisation dans le cas spécial prévu par l'article 13 n'est qu'une exception, et que, après comme avant la loi de 1889, l'admission à domicile reste essentiellement individuelle. Sans doute, si le chef de famille décède avant la naturalisation, la femme et les enfants mineurs pourront profiter du temps de stage qu'il a accompli ; mais, tant que le père vivra, ils seront dans la situation d'étrangers ordinaires, c'est-à-dire qu'ils ne pourront réclamer l'exercice des droits civils réservés aux Français et aux étrangers admis à domicile. Ils auront toujours, il est vrai, la faculté de se prévaloir de la disposition de l'article 12, 2^e et 3^e al. (2).

L'article 13, 3^e n'a donc point pour but de consacrer le système d'après lequel l'autorisation obtenue par le

(1) Chambre, Session 1887, n^o 2083, p. 41.

(2) DEMOLOMEE, t. I, n^o 269. — LAURENT, *Dr. civ.*, t. I, n^o 457. — BAUDRY et HOUQUES, t. I, n^o 453. — HUC, t. I, n^o 269. — WEISS, t. I, p. 322. — BEUDANT, *L'ét. et la capac. des personnes*, t. I, p. 462. — GLARD, p. 188. — R. VINCENT, n^o 72. — CHAUSSE : *Rev. crit.*, 1890, p. 91. — Note dans *J. dr. int. pr.*, 1892, p. 901.

père produirait ses effets à l'égard de tous les membres de la famille. Il signifie tout simplement que, lorsque le mari admis à domicile meurt avant d'avoir formé sa demande de naturalisation, mais avant l'expiration du délai de cinq ans auquel sont restreints les effets de l'autorisation, le temps de stage qu'il a accompli profite à la veuve et aux enfants mineurs. En d'autres termes, ceux-ci pourront, sans avoir à réclamer eux-mêmes une autorisation spéciale, achever le stage commencé par le père ou former de suite une demande de naturalisation si lors du décès du mari son stage était déjà terminé.

La femme ne peut invoquer le bénéfice de cette disposition qu'en cas de décès du mari : elle ne pourrait donc s'en prévaloir ni en cas de divorce, ni en cas de séparation de corps. De même, cette faveur ne s'applique pas à tous les enfants de l'étranger admis à domicile : elle profite seulement, dit notre texte, à ceux qui « étaient mineurs au moment du décret d'autorisation. »

§ III. — *L'Admission à Domicile n'est qu'une situation transitoire en vue de la naturalisation.*

Préliminaire de la naturalisation, l'admission à domicile est aujourd'hui toujours temporaire. C'est là une innovation de la loi de 1889 qui, supprimant l'admission à domicile comme institution indépendante, la

rattache étroitement à la naturalisation. Ces deux institutions étaient auparavant tout à fait distinctes l'une de l'autre, et un étranger pouvait être admis à la jouissance des droits civils sans avoir nullement l'intention de briguer plus tard la qualité de Français. L'autorisation de domicile était alors une sorte de demi-naturalisation permettant aux étrangers de venir s'établir en France et, sans perdre leur nationalité d'origine, d'y échapper aux incapacités qui frappent les étrangers ordinaires.

D'après l'article 3 de la Constitution du 22 frimaire an VIII, l'étranger qui voulait acquérir la qualité de citoyen français était soumis à un stage de dix ans, pendant lequel aucun droit particulier ne lui était concédé en France, de telle sorte que, si la législation de son pays le déclarait déchu des droits de cité par le seul fait du transport de son domicile sur le sol français, il se trouvait perdre chez lui tous les droits civils, sans en acquérir aucun chez nous, tant qu'il ne pouvait pas solliciter la naturalisation.

A ce système, qui devait nécessairement détourner de la France un grand nombre d'étrangers, le législateur de 1804 en substitua un autre beaucoup plus libéral. Le conseil d'Etat, adoptant une rédaction qui faisait de l'autorisation gouvernementale une mesure préparatoire à la naturalisation, avait d'abord voté une disposition ainsi conçue : « L'étranger qui aura été ad-
« mis à faire en France la déclaration de vouloir devenir

« citoyen et qui y aura résidé un an, depuis cette déclaration, y jouira de tous les droits civils tant qu'il continuera d'y résider. » Mais ce système fut repoussé, et les discours du conseiller d'Etat Treilhard et du tribun Gary établissent surabondamment que les rédacteurs du Code civil, en s'arrêtant au texte de l'ancien art. 13, eurent pour but de permettre à tous les étrangers que retiennent chez nous des intérêts quelconques, industriels, agricoles, commerciaux ou autres, d'obtenir sur notre territoire l'exercice des droits civils réservés aux seuls Français, même lorsqu'ils n'avaient nullement l'intention de changer un jour de patrie. Cette solution, tout à fait satisfaisante au point de vue rationnel, était en outre très libérale, et l'on ne peut s'empêcher de reconnaître avec le tribun Gary que « plus on pénètre la disposition de l'art. 13, plus on la trouve hospitalière, généreuse, conforme enfin à l'intérêt national (1). »

Cependant, quelques mois après la promulgation du Code civil (2), un avis célèbre du Conseil d'Etat du 20 prairial, an XI, détourna l'admission à domicile de son but primitif pour lui donner le caractère d'acte préliminaire de la naturalisation. Mais ce texte, non inséré au *Bulletin des Lois*, fut en général considéré

(1) Disc. au Corps législ. 17 ventôse an XI; LOCRÉ, t. II, p. 344.

(2) L'art. 13 a été promulgué avec le titre 1^{er} du Code civil le 27 ventôse an XI (18 mars 1803); l'avis du Cons. d'Et. est du 20 prairial an XI (9 juin. 1803).

comme n'étant pas légalement obligatoire, et l'on admit en pratique (1) que le stage exigé pour la naturalisation ne courrait pas seulement du décret d'autorisation, mais aussi de la simple déclaration de volonté prévue par la Constitution de l'an VIII. Ce ne fut que la loi du 3 décembre 1849 qui fixa définitivement au jour de l'admission à domicile le point de départ du stage, et la même règle fut reproduite par la loi du 29 juin 1867.

Ainsi, depuis la loi de 1849, l'autorisation de domicile est indispensable pour arriver à la naturalisation. Toutefois, l'utilité primitive de l'institution subsiste, et, à côté des étrangers qui sollicitent un décret d'admission en vue d'une naturalisation éventuelle, beaucoup continuent à la demander sans avoir l'intention de devenir français et dans le seul but de participer à certains privilèges refusés aux étrangers ordinaires. Pour cette dernière catégorie d'étrangers, l'admission à domicile constitue une naturalisation d'ordre inférieur qui leur procure une situation intermédiaire entre celle des étrangers non autorisés et celle des Français.

Notre institution fut ainsi maintenue jusqu'à la loi de 1889 tout à fait indépendante de la naturalisation. La proposition de M. Batbie qui est devenu la loi du 26 juin 1889, lui conservait ce caractère. Ce fut le con-

(1) Déc. min. justice du 16 février 1825 et du 14 août 1830.

seil d'Etat qui fit admettre une conception différente : désormais, le but unique de l'admission à domicile sera de préparer la naturalisation, mais elle n'en sera plus le préliminaire indispensable puisque dans certains cas la simple résidence permettra de solliciter la nationalité française.

Nous ne saurions approuver le système nouveau, et nous ne pouvons nous empêcher de regretter la suppression de la situation intermédiaire qu'avait établie le Code civil. Cette demi-naturalisation présentait en effet de sérieux avantages : « Grâce à elle, un étranger
« actif et laborieux, mais très attaché à son pays d'ori-
« gine, pouvait en France se livrer librement à des
« opérations civiles et commerciales, tout en restant
« exclu de la vie politique. Or, cela avait pour les
« intérêts français plus d'avantages que d'inconvé-
« nients (1). »

Quels sont donc les motifs qui ont porté le législateur de 1889 à réserver le bénéfice de l'art. 13 aux étrangers désireux de se faire naturaliser français ? Si les rédacteurs du texte nouveau ont décidé de n'accorder à l'avenir la jouissance des droits civils qu'en vue d'une naturalisation éventuelle, c'est dans le but de contraindre ceux qui recherchent notre nationalité à en accepter les charges en même temps que les avantages. Sous l'empire des lois antérieures, l'étranger auquel

(1) ROUARD de CARD, *la Nation. franç.*, p. 99.

l'autorisation concédait l'exercice de presque tous les droits réservés aux nationaux avait intérêt à ne pas demander ensuite la naturalisation qui, ajoutant peu d'avantages à ceux que conférait l'admission à domicile, aurait pour lui le grave inconvénient de le soumettre aux obligations imposées aux Français.

Il est incontestable que le système antérieur à la loi de 1889 devait avoir souvent pour résultat de détourner quelques étrangers de la naturalisation. Nous persistons néanmoins à trouver fâcheuse l'innovation réalisée par le législateur nouveau, car l'admission à domicile, telle qu'existait autrefois à côté de la naturalisation, rendait en somme d'incontestables services. Tout en la refusant à ceux que l'intérêt seul empêche de se faire naturaliser, on aurait pu la réserver d'abord aux étrangers dont le dévouement à la France est encore trop peu sûr pour qu'il soit sage de leur accorder immédiatement notre nationalité, et d'autre part à ceux qui, retenus chez nous par des motifs respectables d'intérêts ou d'affections, ont néanmoins le louable désir de conserver leur patrie d'origine. Ces deux classes d'étrangers méritaient, nous semble-t-il, d'être favorisées par le législateur et d'obtenir chez nous une situation privilégiée. Ajoutons que le maintien du système ancien n'aurait présenté aucun inconvénient très sérieux, puisque d'une part le gouvernement était toujours libre « de repousser le vice et d'accueillir exclu-
« sivement les hommes vertueux et utiles, ceux qui

« offraient des garanties à leur famille adoptive (1), » et que de plus, même après avoir concédé cette faveur, il pouvait toujours la retirer à ceux qui s'en montraient indignes.

Certes, nous le reconnaissons, il importe de faciliter et de favoriser la naturalisation. Mais, même à ce point de vue, la conception nouvelle peut prêter à la critique. Et, en effet, si l'on n'accorde la jouissance des droits civils qu'aux étrangers qui se proposent d'acquérir la qualité de Français, n'est-il pas à craindre que beaucoup ne briguent cette faveur dans l'unique but de s'assurer les avantages qui y sont attachés ? Notre nationalité ne risquera-t-elle pas alors d'être concédée à des individus peu dignes d'entrer dans la famille française et dont le dévouement à notre pays sera insuffisamment éprouvé ? L'ancienne admission à domicile avait, au contraire, l'avantage, tout en laissant à l'étranger sa patrie, de lui permettre d'accomplir chez nous tous les actes de sa vie juridique, sans lui rendre accessibles les emplois publics.

Au surplus, du moment où le législateur de 1889 croyait utile de supprimer l'admission à domicile comme institution indépendante, on peut se demander s'il n'eût pas mieux fait de la faire disparaître tout à fait. C'est en ce sens qu'était conçu le projet déposé à la Chambre des Députés par M. Escanyé, le 20 février 1877 (2). La

(1) GARY, Rapp. au C. législ., 17 vent. an XI.

(2) *J. Off.* du 27 février 1877, ann. n° 773.

nécessité de l'autorisation préalable imposée à l'étranger qui se propose d'obtenir la naturalisation n'est pas en effet sans offrir de sérieux inconvénients. Tout d'abord, le décret d'autorisation ne s'obtient point gratuitement : il donne lieu, avons-nous dit (1), au paiement de droits de sceau, et ces droits assez élevés sont de nouveau réclamés lors de l'instance en naturalisation, ce qui augmente inutilement les frais.

En second lieu, l'enquête qui précède l'admission à domicile est superflue, puisqu'une nouvelle enquête doit être faite au moment où, le temps de stage écoulé, l'étranger introduira sa demande de naturalisation. Il est manifeste qu'une seule enquête suffirait pour édifier le gouvernement sur les sentiments de l'étranger qui se présente. Lorsqu'il fit de l'octroi de l'autorisation le point de départ du stage, le législateur de 1849 crut cependant entourer la naturalisation d'une garantie sérieuse : il estima que le gouvernement serait, par la demande d'admission à domicile, mis à même de surveiller de plus près la conduite du candidat à la naturalisation. Or, cet avantage est à peu près illusoire, car, ainsi que le remarquait M. Escanyé, dans son Exposé des motifs, « la naturalisation n'étant pas un droit « mais une faveur, il serait toujours permis au gouver- « nement de n'accorder la naturalisation qu'après avoir « obtenu tous les renseignements précis et complets de

(1) V. *supra*, p. 6 et s.

« nature à le rassurer sur les intentions de l'étranger et
« à l'édifier sur sa moralité. Ainsi, les garanties peu-
« vent être les mêmes que la formalité de l'autorisation
« existe ou n'existe pas. La vérité est que, l'enquête
« une fois faite sur la demande d'autorisation, l'admi-
« nistration perd complètement de vue l'étranger : cette
« première enquête ne la dispense pas d'en faire une
« seconde quand elle est saisie plus tard de la demande
« en naturalisation ».

En somme, le système de l'autorisation préalable occasionne des frais inutiles, exige des formalités qui n'apportent aucune garantie nouvelle et aboutit trop souvent à détourner les étrangers de la naturalisation.

Notre conclusion sera donc que, telle qu'elle est réglementée par la loi actuelle, l'admission à domicile peut être sérieusement critiquée. Elle ne conserve qu'un champ d'application des plus restreints puisqu'elle n'est ouverte qu'à l'étranger candidat à la naturalisation, et elle est, tout compte fait, peu avantageuse pour celui qui l'obtient, car, si elle lui assure pendant la durée du stage des droits souvent appréciables, elle n'est jamais pour lui qu'une situation provisoire et temporaire (1).

Quelques auteurs (2) pour justifier l'innovation de la loi de 1889, soutiennent que ce qui permet de l'approu-

(1) Parmi les auteurs qui condamnent la conception nouvelle, nous citerons WEISS, t. I, p. 323 à 327. — GLARD, p. 188. — BICKART : De la Naturalisation (thèse), p. 47 et 66.

(2) LE SUEUR et DREYFUS, p. 56.

ver sans réserve c'est l'inutilité de l'admission à domicile envisagée comme institution distincte. Cette mesure, disent-ils, n'a plus de raison d'être dans la législation actuelle, qui, ayant abrogé la plupart des mesures d'exception autrefois établies contre les étrangers, leur fait en France une situation à peu près égale à celle des Français eux-mêmes. Sans entrer ici dans des détails que nous réservons pour la deuxième partie de ce travail, nous nous bornerons à dire que l'infériorité de l'étranger ordinaire éclate encore sous plusieurs rapports dans notre droit actuel, et que, bien que la plupart des incapacités qui pesaient sur lui naguère aient disparu, la loi française réserve encore à l'admission à domicile des avantages qui pour certains étrangers au moins peuvent être d'une grande utilité.

Du caractère de formalité préalable à la naturalisation assigné par la loi de 1889 à l'admission à domicile, il résulte qu'elle est devenue essentiellement provisoire et temporaire, au lieu d'être perpétuelle comme elle l'était sous l'empire de la législation antérieure. Nous aurons à revenir, dans le chapitre suivant (1), sur les conséquences de ce système dont nous montrerons les inconvénients.

Une autre conséquence de la conception nouvelle, c'est que, désormais, l'admission à domicile ne pouvant être réclamée qu'en vue d'une naturalisation ultérieure,

(1) V. *infra*, p. 50 à 56.

le bénéfice de l'art. 13 sera en principe refusé à tout étranger qui remplirait déjà les conditions requises pour la naturalisation ou à celui qui par une simple déclaration pourrait réclamer la qualité de Français. Cette faveur ne saurait notamment être accordée à l'étranger pouvant justifier d'une résidence non interrompue de dix ans en France : cet étranger ne l'obtiendrait que dans des cas tout à fait exceptionnels, si par exemple le gouvernement jugeait utile de lui imposer un nouveau temps d'épreuve avant de l'admettre définitivement à la nationalité française. De même, le gouvernement rejeterait certainement une demande d'autorisation formée soit par un étranger descendant de familles proscrites lors de la révocation de l'Edit de Nantes, soit par l'enfant majeur d'un étranger naturalisé. En effet, puisque la loi du 26 juin 1889 (art. 4 et 12-2°) permet à ces individus de devenir immédiatement Français sans aucune condition de stage, il serait manifestement contraire à l'esprit de la loi de les autoriser à acquérir par l'admission à domicile la jouissance des droits civils et de se soustraire ainsi aux obligations qu'impose la nationalité française (1).

Pour résumer en quelques mots le système consacré par la loi de 1889, nous rappellerons que, tandis que sous l'empire des lois de 1849 et de 1867 l'admission à domicile était un préliminaire indispensable de la na-

(1) BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 452. — O. STEMLER, — *loco cit.*, p. 393. CAMPISTRON, n° 62. — LE SUEUR et DREYFUS, p. 57.

turalisation, elle peut être aujourd'hui suppléée par une résidence de dix années, et que d'autre part, alors qu'autrefois elle constituait une faveur indépendante de la naturalisation, son but unique est maintenant d'abrèger la durée du stage, de sorte qu'elle n'offre jamais à ceux qui l'obtiennent une situation définitive. Cette transformation a beaucoup restreint l'utilité de notre institution, et il est facile de comprendre pourquoi le nombre des demandes d'admissions à domicile va chaque année diminuant. C'est ainsi qu'il n'y a eu du 26 juin 1889 au 31 décembre 1896 que 5 253 admissions à domicile contre 36 438 naturalisations, tandis que de 1867 à 1889, le nombre des admissions à domicile s'était élevé à 29 679, celui des naturalisations n'étant que de 40 423.

Voici du reste, année par année, le chiffre exact de naturalisations et des admissions à domicile accordées depuis la mise en vigueur de la loi nouvelle (1).

Années.	Admiss. à Domicile	Naturalisations
1889 (du 26 juin au 31 déc.	471	2233
1890	763	3984
1891	634	5371
1892	714	4537
1893	729	4212
1894	833	5759
1895	587	4468
1896	525	3582

(1) Ces chiffres sont empruntés aux Rapp. adressés chaque année au Garde des sceaux : V. le dernier *J. Off.* du 4 juin 1897.

CHAPITRE III

DURÉE DE L'ADMISSION A DOMICILE

Avant la loi de 1889, outre l'obtention de la naturalisation, deux causes seulement mettaient fin à l'autorisation de domicile, savoir :

1^o La révocation de l'autorisation.

2^o L'établissement de l'étranger hors de France.

La loi nouvelle en a ajouté un troisième, en limitant à cinq ans la durée des effets de l'admission à domicile.

Nous allons étudier successivement chacune de ces causes.

—

SECTION PREMIÈRE

Retrait de l'autorisation.

Jusqu'en 1849, la question de savoir si le gouvernement pouvait retirer à l'étranger admis à domicile l'autorisation qu'il lui avait accordée, a fait l'objet d'une vive controverse.

L'avis du Conseil d'Etat du 20 prairial an XI s'était prononcé pour l'affirmative, et avait déclaré que « les ad-

« missions pouvaient être suivant les circonstances sujettes à des modifications, à des restrictions et même à des révocations ». Cette solution était assurément très logique et il semble difficile de refuser à l'autorité administrative chargée de la police et de la sûreté de l'Etat le droit de retirer, dès qu'elle le juge nécessaire, une concession qui n'est elle-même qu'une mesure administrative. Néanmoins, l'avis du Conseil d'Etat n'ayant point été inséré au *Bulletin des Lois*, beaucoup d'auteurs regardèrent ce texte comme n'ayant aucune valeur légale et continuèrent à soutenir que l'autorisation une fois concédée ne pouvait plus être révoquée.

La loi du 3 décembre 1849 est venue mettre fin à la controverse : l'article 3 de cette loi consacre expressément le droit reconnu au gouvernement par l'avis de prairial. Toutefois, comme l'autorisation peut servir de base à la création d'intérêts importants, on a pensé que la révocation devait être entourée de sérieuses garanties et c'est pour cela que l'on a imposé au gouvernement l'obligation de ne prendre une décision aussi grave qu'après avoir consulté le Conseil d'Etat. Voici d'ailleurs le texte même de la loi de 1849 (art. 3) :

« Tant que la naturalisation n'aura pas été prononcée, l'autorisation accordée à l'étranger d'établir son domicile en France pourra toujours être révoquée ou modifiée par décision du gouvernement qui devra prendre l'avis du Conseil d'Etat ».

Ce texte ne se trouvant pas compris parmi ceux qu'a

abrogés la loi du 26 juin 1889, sa disposition est toujours en vigueur. Il s'ensuit que le retrait de l'autorisation ne peut, comme par le passé, être prononcé que par décret rendu après avis du Conseil d'Etat.

A la séance du 30 novembre 1849, M. Wolowski présenta, sur l'art. 3 de la loi en discussion, un amendement tendant à ce que le gouvernement ne pût révoquer l'autorisation de domicile accordée à un étranger que *sur un avis conforme* du Conseil d'Etat. M. de Montigny, rapporteur de la loi, s'opposa en ces termes à l'adoption de cet amendement : « Le droit de révoquer
« l'autorisation appartient essentiellement au pouvoir
« exécutif ; il tient à la haute police de l'Etat, et, à
« l'égard de cette nature de droit, il est contraire à tous
« les principes de vouloir subordonner l'action du pou-
« voir exécutif à la volonté du Conseil d'Etat ; qu'on
« l'oblige à consulter le Conseil d'Etat, à prendre son
« avis, rien de plus naturel. Mais il faut laisser son ac-
« tion libre, sans cela il ne serait pas à même de pour-
« voir à la sûreté de l'Etat (1) ».

A la suite de ces observations, l'amendement de M. Wolowski fut repoussé et de ce rejet il résulte que si, avant de retirer l'autorisation, le gouvernement est tenu de consulter le Conseil d'Etat, il n'est pas obligé de se conformer à son avis.

(1) Ass. Nation. législative, séance du 30 novembre 1849 : Moniteur du 1^{er} décembre.

SECTION DEUXIÈME

Etablissement de l'étranger hors de France.

A l'exemple des lettres de naturalité de notre ancien droit, qui n'étaient accordées que sous la condition implicite de demeurer dans le royaume (1), l'article 13 du Code civil subordonnait en termes formels l'acquisition des avantages de l'admission à domicile au fait de la résidence de l'étranger sur le territoire français. Ce texte portait en effet : « L'étranger qui aura été admis
« par l'autorisation du roi à établir son domicile en
« France y jouira de tous les droits civils *tant qu'il*
« *continuera d'y résider.* »

Le texte nouveau (rédaction de 1889) ne reproduisant pas ces derniers mots, on peut se demander si le maintien de l'admission à domicile reste comme par le passé subordonné à une résidence effective et continue en France. Le séjour en France étant une condition inhérente à la nature même de cette institution, et d'autre part rien dans les travaux préparatoires n'indi-

(1) Ordonnance de Louis XII de 1498 et Lettres du 13 juin 1499 (Isambert, t. XI, p. 401). — Déclaration de Louis XV du 27 février 1720 (Isambert, t. XXI, p. 177). — Notons cependant que, dans certains cas exceptionnels, des lettres de naturalité furent accordées à des personnes qui ne songeaient pas à quitter leur patrie d'origine pour venir se fixer en France : V. *Pand. Franc.*, V^o Aubaine, n^o 62.

quant les motifs du changement de rédaction, il est permis de penser que la seule raison de la disparition des mots *tant qu'il continuera d'y résider* est qu'ils ont été jugés inutiles. Peut-être aussi les a-t-on supprimés pour laisser aux tribunaux une plus grande latitude pour apprécier en fait le caractère d'une absence momentanée de l'étranger admis à domicile. Cette solution s'impose d'autant plus que l'enquête administrative qui doit précéder le décret d'autorisation serait impossible ou illusoire si elle portait sur un étranger résidant hors de France.

Aussi les auteurs les plus récents (1) se prononcent-ils en faveur de notre opinion qui vient d'être consacrée par un arrêt de la Cour de Cassation du 10 mars 1897 (2). Cet arrêt décide que l'autorisation de domicile ne suffit pas pour permettre à un étranger de jouir des droits civils et qu'elle ne peut produire aucun effet juridique si l'étranger n'a pas résidé en France. Nous ne pouvons qu'approuver cette solution qui nous paraît très juridique, car, comme le dit un éminent jurisconsulte, (3) « le domicile n'est pas une « abstraction juridique : il implique la résidence, si « bien que l'article 102 définit le domicile, le lieu du

(1) AUBRY et RAU, (5^e édit.). t. I, p. 324. — BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 613. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 130. — DESPAGNET : *Dr. int. privé*, n° 58. — LE SUEUR et DREYFUS, p. 68. — O. STEMLER, p. 393. — CONTRA : R. VINCENT, n° 65.

(2) D. 1897-1-146. *Arrêt de la Cour de Cassation du 10 mars 1897.*

(3) M. SARRUT : Noté sous l'arrêt précité, D. 1897-1-144, note 2.

« principal établissement. Autoriser un étranger à éta-
« blir son domicile en France, c'est l'autoriser à s'y
« fixer d'une façon permanente. N'est-ce pas précisé-
« ment pour attirer les étrangers sur le sol français
« que l'autorisation à domicile les assimile aux natio-
« naux au point de vue de la jouissance des droits
« civils? D'ailleurs, d'après le nouvel article 13, l'auto-
« risation à domicile est un moyen d'acquérir la natu-
« ralisation et elle devient caduque de plein droit à
« défaut de naturalisation dans un court délai. Or, il
« suffit de se reporter au texte de l'article 8 pour re-
« connaître que la résidence en France est presque
« toujours sous-entendue comme condition de la natu-
« ralisation. »

Il est donc manifeste que, aujourd'hui comme sous l'empire de l'ancien article 13 du Code civil, le bénéfice de l'admission à domicile est subordonné à une résidence effective sur notre territoire et qu'il ne saurait survivre à une absence prolongée ou au retour définitif de l'étranger dans sa patrie. Par conséquent, les effets de l'autorisation qui cessent dès que l'étranger ne réside plus en France, ne devront pas non plus continuer (sauf dans l'hypothèse prévue par l'article 13, 3^e) après la mort de l'étranger admis à domicile. Aussi ne saurions-nous accepter la solution donnée par un arrêt de la Cour de Paris du 17 juillet 1890 (1) qui décide

(1) *J. dr. int. pr.*, 1892, p. 902 et s.

qu'au cas de décès de l'étranger les avantages résultant pour lui du décret d'autorisation et notamment le droit de se prévaloir de l'article 14 du Code civil peuvent être revendiqués dans l'intérêt de la collectivité morale qui représente la personne du *de cuius*. Nous avons déjà montré que l'esprit de la loi nouvelle, aussi bien que le texte de l'ancien article 13, exige que les effets de l'admission ne subsistent que tant que l'étranger reste en France. A cet argument, nous pouvons ajouter que, le seul but de l'autorisation étant aujourd'hui de préparer et de faciliter la naturalisation, il ne serait pas logique de laisser continuer les effets de l'admission après la mort de celui qui l'a obtenue, puisque cette mesure n'a plus de cause dès que l'intéressé se trouve dans l'impossibilité de demander la naturalisation. La solution consacrée par la Cour de Paris ne serait même point exacte dans l'hypothèse où le défunt laisserait pour héritiers sa femme et des enfants mineurs : Nous avons, en effet, admis que, même sous l'empire de la loi nouvelle, les effets du décret d'autorisation ne s'étendent pas de plein droit à la femme et aux enfants mineurs de l'impétrant et que ceux-ci peuvent seulement profiter du stage accompli par le père.

SECTION TROISIÈME

Expiration du délai de cinq ans.

Avant la loi de 1889, l'autorisation de domicile était, en principe perpétuelle : elle ne cessait que lorsqu'un décret du gouvernement en prononçait la révocation. Le législateur nouveau a, nous l'avons vu, complètement transformé cette institution : réduite désormais au rôle d'acte préliminaire de la naturalisation, ses effets ne sont plus que temporaires, ils cessent de plein droit à l'expiration d'un délai de cinq ans si l'étranger laisse passer ce temps sans avoir formé sa demande de naturalisation ou sans avoir pu la faire agréer.

Cette règle ne s'applique pas seulement aux admissions à domicile accordées sous l'empire de la loi nouvelle ; elle frappe dans une certaine mesure les autorisations antérieures. Les dispositions transitoires annexées à la loi de 1889 soumettent en effet à la péremption quinquennale toute autorisation concédée antérieurement à la promulgation du texte nouveau « si dans un délai de cinq ans à compter de la promul-
« gation elle n'a pas été suivie d'une demande en na-
« turalisation ou si la demande en naturalisation a été
« rejetée ».

Il résulte en même temps du texte et de l'esprit de la loi que l'autorisation une fois périmée n'est pas, en

règle générale, susceptible d'être renouvelée. Il est à croire néanmoins que le gouvernement saisi d'une demande de renouvellement de l'autorisation n'hésiterait pas à l'accueillir favorablement si des circonstances exceptionnelles pouvaient soit expliquer le retard que met l'étranger à poursuivre la naturalisation soit justifier son désir de conserver sa nationalité d'origine. Si, par exemple l'étranger admis à domicile apporte un précieux concours à notre commerce ou à notre industrie, si en s'associant à des œuvres utiles il rend autour de lui des services importants, il est fort probable que le gouvernement ne refusera pas de lui concéder une nouvelle autorisation à l'expiration de la première (1).

Il importe de remarquer d'ailleurs que la seule conséquence résultant de l'expiration du délai de cinq ans consiste dans la cessation des effets de l'admission à domicile, dans la perte du bénéfice de l'art. 13 du C. civil. Il s'ensuit que l'étranger, bien que [déchu de la situation privilégiée que lui assurait le décret d'autorisation, pourra en continuant de résider en France se prévaloir après dix ans de séjour de la disposition de l'art. 8.3^e al., 2^o pour demander sa naturalisation. Les termes de l'art. 13 qui n'attachent qu'une seule déchéance au fait d'être resté cinq ans sans obtenir la naturalisation imposent cette solution qui est aussi

(1) En ce sens : DEMANTE et COLMET DE SANTERRE, t. I, n^o 44 bis A. — LE SUEUR et DREYFUS, p. 37 et 38. — O. STEMLER, p. 395.

commandée par le texte même de l'art. 8 : cet article, sans faire aucune distinction, accorde en effet le droit de réclamer la naturalisation à tout étranger qui peut justifier d'une résidence non interrompue pendant dix années. Ajoutons que cette manière de voir n'offre pas le moindre inconvénient, puisque le gouvernement a toujours la faculté, lorsqu'il est saisi d'une demande de naturalisation, d'apprécier discrétionnairement si le postulant mérite ou non la faveur qu'il sollicite (1).

Quel est le point de départ du délai de cinq ans auquel sont aujourd'hui limités les effets de l'admission à domicile ? La loi (art. 8. 5^e al. 1^o) faisant courir le délai du stage de naturalisation du jour de l'enregistrement de la demande d'autorisation au ministère de la justice, on pourrait être tenté d'assigner le même point de départ au délai de péremption. Il est néanmoins, croyons-nous, préférable de décider que ce dernier délai ne court que du décret d'autorisation lui-même. Le texte de l'art. 13, paraît formel en ce sens, puisqu'il porte que « l'effet de l'autorisation cessera à l'expiration de cinq années ». C'est bien dire clairement que pendant cinq années complètes l'étranger pourra se prévaloir de la situation que lui confère le décret. Au reste, la règle spéciale donnée pour le temps de stage est établie dans l'intérêt de l'étranger ; c'est

(1) En ce sens : AUBRY et RAU (5^e éd.), t. I, n^o 72, n. 26. — WEISS. t. I, p. 330. — LE SUEUR et DREYFUS, p. 80. — R. VINCENT, n^o 84. — COHENDY : *Le Droit* du 3 novembre 1889.

une faveur qui se retournerait contre lui si l'on pouvait, en étendant la même règle au délai de péremption, le priver d'une partie des cinq années pendant lesquelles l'autorisation doit produire ses effets (1).

La péremption quinquennale se produit, dit l'art. 13. si au bout de cinq ans l'étranger ne demande pas sa naturalisation ou si sa demande est rejetée. Il s'ensuit que le rejet de la demande de naturalisation n'entraîne cessation des effets de l'autorisation qu'autant qu'il intervient après l'expiration des cinq années. Par conséquent, si une demande de naturalisation était présentée au gouvernement au cours de la période quinquennale, le rejet de cette demande ne ferait pas perdre *ipso facto* à l'étranger le bénéfice de l'admission à domicile. Celle-ci continuerait à produire ses effets et jusqu'à l'expiration des cinq années l'intéressé jouirait de la situation privilégiée réservée aux admis à domicile. Le gouvernement peut toujours, il est vrai, révoquer l'autorisation ; mais, pour user de ce droit, il est obligé de se conformer à la procédure organisée par la loi du 3 décembre 1849. La solution contraire à celle que nous proposons serait par trop rigoureuse : si le rejet d'une demande de naturalisation prouve ordinairement l'indignité du postulant, il n'en est pas toujours ainsi, et la demande peut très bien n'avoir été repoussée que parce que le candidat ne remplissait pas toutes les con-

(1) BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 455. — WEISS, t. I, p. 322, n. 3. — LE SUEUR et DREYFUS, p. 66. — O. STEMLER, p. 394.

ditions exigées par la loi et notamment parce que son stage était incomplet (1).

Nous avons eu déjà l'occasion de discuter la valeur de l'innovation de la loi de 1889 (2). Lorsque le législateur nouveau a décidé que l'admission à domicile ne serait plus désormais qu'une mesure préparatoire à la naturalisation et que la durée de ses effets serait toujours temporaire, il a eu pour but, nous l'avons montré, de favoriser la naturalisation et d'empêcher les étrangers de trouver en dehors d'elle une situation définitive, leur permettant de jouir de presque tous les avantages réservés aux nationaux tout en échappant aux charges qui pèsent sur le citoyen et notamment au service militaire. Sans méconnaître la valeur des arguments invoqués à l'appui du système nouveau, nous n'avons point hésité à nous ranger à l'opinion de ceux qui regrettent la réforme opérée par la loi de 1889. Nous ne reviendrons pas sur des critiques déjà formulées ; mais il est utile, croyons-nous, d'insister à nouveau sur les inconvénients de la conception nouvelle et surtout de signaler les complications auxquelles peut donner lieu le système de la péremption quinquennale. Comme le faisait très judicieusement remarquer M. Léon Clément, au Sénat le 4 février 1887, le caractère temporaire des effets de l'autorisation aura le grave défaut de prêter à

(1) WEISS, t. I, p. 322, n. 3. — LE SUEUR et DREVFUS, p. 65. — O. STEMLER, p. 394.

(2) V. *supra*, p. 32 à 36.

de sérieuses controverses et d'être la source de difficultés pratiques considérables. Pour bien montrer toute l'importance de cette observation, nous allons passer en revue deux des hypothèses signalées par l'honorable sénateur.

Nous verrons, lorsque nous étudierons les effets de l'admission à domicile, que l'étranger autorisé devient justiciable des tribunaux français, qu'il peut invoquer la disposition de l'art. 14 du C. civ. et assigner un étranger devant les tribunaux français pour l'exécution d'une obligation contractée en France ou même en pays étranger. Cette règle s'appliquera sans difficulté tant que durera l'admission à domicile. Mais que devra-t-on décider dans le cas où le délai de cinq ans auquel la loi subordonne les effets de l'autorisation viendra à expirer avant la fin de l'instance? La question s'est déjà posée devant la Cour de Paris. Un étranger autorisé par décret du 5 avril 1887 à fixer son domicile en France introduisit le 22 mars 1894 contre sa fille étrangère non autorisée à domicile une demande de pension alimentaire. Celle-ci soutint dans ses conclusions que le demandeur ne pouvait se prévaloir des art. 13 et 14 du C. civ., car, le délai de cinq ans ayant expiré au cours de l'instance (le 28 juin 1894, en vertu des dispositions transitoires de la loi de 1889), il était redevenu simple étranger. Ni le tribunal de la Seine ni la Cour de Paris (1) n'ont accepté cette manière de

(1) C. de PARIS, 27 mai 1893. *Pand. Franc.*, 1896, V. 7.

voir : ils ont décidé que c'était au jour de l'assignation, c'est-à-dire au 22 mars 1894, qu'il fallait se placer pour trancher la question de compétence, et que, bien que par la suite le demandeur ait laissé s'écouler le délai de cinq ans sans poursuivre sa naturalisation, sa demande avait été régulièrement introduite par cela seul que l'introduction de l'instance était antérieure à l'expiration de la période quinquennale. Cette solution nous paraît tout à fait exacte : il n'est pas douteux, en effet, comme le remarque la Cour de Paris, que, en matière de compétence et de procédure, c'est la situation qu'ont les parties au moment de l'introduction de l'action qui doit être considérée. Aucun événement postérieur à l'assignation ne peut enlever au juge le droit de juger qu'il avait au jour de la demande. Ni un changement de domicile, ni même un changement de nationalité d'une des parties ne saurait modifier la compétence du tribunal régulièrement saisi (1). A plus forte raison, importe-t-il peu qu'au cours de la procédure, après l'assignation mais avant le jugement, le demandeur étranger ait encouru la déchéance des droits que lui avait conférés le décret d'admission à domicile : dès lors que le tribunal a été régulièrement saisi et qu'il se trouvait compétent lors de l'introduc-

(1) GARSONNET : *Tr. de Proc. civ.*, t. I, n° 148 et 180. — CHAUVEAU et CARRÉ, t. I, quest. 234, p. 282. Req. 30 décembre 1884, D. 85. 1. 421. — *Civ. cass.*, 4 février 1891 (conclusions conf. de M. l'avoc. gén. Desjardins), D. 91. 1. 116.

tion de la demande, il reste compétent nonobstant tous événements ultérieurs.

Une autre hypothèse, indiquée par M. Clément, peut faire naître des complications beaucoup plus graves encore et risque d'être la source de très vives controverses. La jurisprudence décide, ainsi que nous le verrons plus loin, que la femme étrangère ne jouit du bénéfice de l'hypothèque légale sur les immeubles de son mari situés en France que lorsqu'elle a obtenu chez nous la jouissance des droits civils. Cette solution continue à être appliquée sous l'empire du texte nouveau ; mais le caractère temporaire de l'autorisation de domicile va soulever, au point de vue qui nous occupe, une sérieuse difficulté. Dès lors, en effet que la péremption quinquennale met fin pour l'avenir aux effets de l'autorisation, il n'est pas douteux, étant admis le système de la jurisprudence qui refuse l'hypothèque légale à la femme étrangère non autorisée, que l'expiration du délai de cinq ans devra avoir pour conséquence de faire disparaître pour l'avenir l'hypothèque légale. Mais cette sûreté, qui ne subsistera plus *in futurum*, disparaîtra-t-elle aussi *in præteritum* ? sera-t-elle anéantie rétroactivement ?

Cette question ne laisse pas que d'être des plus délicates. Le législateur ne l'a point tranchée et aucune décision judiciaire, croyons-nous, n'a encore eu à la résoudre. Décider que l'hypothèque légale ne produira aucun effet, même pour la période pendant laquelle la

femme a pu se prévaloir du bénéfice de l'art. 13, nous paraîtrait à la fois peu équitable et peu juridique. Aussi n'hésiterions-nous pas à admettre que, bien que disparaissant pour l'avenir, l'hypothèque pourra être invoquée pour le passé.

Quant à la question de savoir quelles créances elle garantira, nous serions porté à donner à cet égard une solution analogue à celle que l'on admet dans une hypothèse voisine. De même que l'on reconnaît en général que, dans le cas où un mariage nul a été contracté de bonne foi par les époux ou par la femme seulement, l'hypothèque légale existe au profit de la femme pour toutes les créances nées à son profit contre le mari jusqu'au jour de la déclaration judiciaire de nullité du mariage (1), de même dans le cas qui nous occupe, nous croirions logique de décider que l'hypothèque garantira seulement les droits définitivement acquis à la femme avant l'expiration du délai de cinq ans. Elle ne s'appliquerait au contraire ni aux apports que ferait la femme ni aux successions ou aux donations qu'elle recueillerait après la période quinquennale.

Ces solutions nous semblent d'autant moins contestables qu'elles ont été proposées par M. Clément au Sénat (2), sans que ni le Garde des sceaux, ni le rapporteur de la loi aient cru devoir les combattre.

Sans insister davantage sur les complications dues

(1) BAUDRY et de LOYNES : *Tr. des Privil. et des Hyp.*, t. II, n° 974.

(2) Séance du 4 février 1887, *J. Off.* du 5 février, p. 88

à la conception nouvelle, nous nous bornerons à dire que, pour tarir une source de difficultés et de controverses, il eût été préférable de maintenir la règle primitive. Le système ancien, plus conforme aux tendances libérales des législations modernes, avait sans doute quelques inconvénients, mais il ne faut point oublier que, suivant la remarque de M. Clément, « s'il « peut y avoir quelque inconvénient à ce qu'un étran-
« ger autorisé à établir son domicile en France, qui ne
« demande pas la naturalisation, qui même a vu reje-
« ter sa demande, continue à jouir des bénéfices de
« l'art. 13, cet inconvénient n'est assurément pas sans
« remède, puisque l'autorisation peut être retirée ; par
« conséquent, il n'y a pas à craindre qu'un étranger
« prolonge son séjour en France dans les conditions
« exceptionnelles de l'art. 13 s'il y a quelque inconvé-
« nient. »

DEUXIÈME PARTIE

Effets de l'Admission à Domicile.

Depuis la loi de 1889, l'autorisation accordée à un étranger d'établir son domicile en France n'a plus une utilité générale relativement à la jouissance des droits civils. Elle n'est plus, nous l'avons vu, qu'une mesure transitoire ayant pour but unique de diminuer la durée du stage de naturalisation. Tandis que l'étranger qui n'a pas obtenu le bénéfice de l'art. 13 ne peut acquérir la qualité de Français que s'il justifie d'une résidence de dix ans en France, celui auquel le gouvernement a concédé un décret d'autorisation peut demander à être naturalisé après trois ans de domicile autorisé. Bien plus, son stage est réduit à une durée plus courte encore (un an) dans certains cas exceptionnels, savoir :

1° S'il a rendu des services importants à la France, s'il y a apporté des talents distingués ou s'il y a intro-

duit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'il a créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles.

Cette disposition de la loi de 1889 (art. 8. n° 5 § 3) est empruntée à la loi du 29 juin 1867 (art. 2) ; mais, tandis que la loi ancienne ne visait, en ce qui concerne les établissements industriels et les exploitations agricoles, que « les grands établissements » et les « grandes exploitations », le texte nouveau supprimant cette restriction se montre moins rigoureux pour l'appréciation des titres invoqués par le postulant.

« On a fait observer, avec raison, disait le rapporteur de la loi au Sénat (1), qu'il y avait certains établissements qui n'étaient pas grands par l'étendue, certaines exploitations agricoles qui n'étaient pas très considérables, mais qui étaient menés avec un tel talent, un tel savoir-faire, qu'ils rendaient autant de services qu'une grande exploitation, parce qu'ils donnaient l'exemple de la bonne culture, de l'industrie sagement conduite. Du reste, ajoutait M. Batbie, il y a une garantie suffisante : l'enquête aura lieu et le gouvernement appréciera si les services sont suffisants. Mais nous n'avons pas voulu que le gouvernement fût lié par ces mots grands établissements, grandes exploitations. »

2° S'il a été attaché à un titre quelconque au service

(1) Sénat, Séance du 3 février 1887. *J. Off.* du 4 février.

militaire dans les colonies et les protectorats français. (art. 8, n° 5, § 3 *in fine*).

Ce cas de naturalisation privilégiée est une innovation de la loi de 1889 : inconnu dans la législation antérieure, il a été introduit par la Commission de la Chambre des Députés.¹

3° S'il a épousé une Française. Cette dernière cause d'abréviation du stage, consacrée par les lois de l'époque révolutionnaire, n'existait pas dans la loi de 1867. C'est avec raison, nous semble-t-il, que le législateur nouveau l'a reprise. Pour que le candidat à la naturalisation puisse se prévaloir de la disposition de l'art. 8, n° 5, § 4, il suffit qu'il ait épousé une femme qui lors de la célébration du mariage jouissait de la nationalité française. Peu importe que le mariage lui ait fait perdre cette qualité ; peu importe aussi qu'il ait été célébré avant ou après l'obtention par le mari du décret d'autorisation (1).

Dans toutes ces hypothèses de naturalisation privilégiée, le séjour fait à l'étranger pour l'exercice d'une fonction publique conférée par le gouvernement français doit être compté dans le stage de l'étranger admis à domicile. La loi de 1867 le proclamait en termes formels, et, bien que la loi nouvelle ne le dise plus expressément, cette solution doit être encore acceptée, car on ne comprendrait pas que l'admis à domicile fût

(1) AUBRY et RAU (5^e édit.), t. I, n° 72, n. 21. — BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 438. — LE SUEUR et DREYFUS, p. 77. — CAMPISTRON, n° 63.

traité moins favorablement que l'étranger non pourvu d'une autorisation. Il est d'ailleurs inadmissible que la loi de 1889, plus libérale que l'ancienne, ait introduit sur ce point une disposition restrictive (1).

Notons enfin que pour la naturalisation de faveur le stage ne court plus, comme sous l'empire de la loi de 1849, du décret d'admission à domicile, mais bien du jour de l'enregistrement de la demande d'autorisation au Ministère de la Justice (art. 1^{er}, 2^e al. de la loi du 29 juin 1867 et art. 8-3^e al. § 1 de la loi du 26 juin 1889).

Acte préliminaire de la procédure de naturalisation, l'admission à domicile doit préparer l'étranger à la nationalité française. C'est pour cela qu'elle lui confère pendant la durée du stage tous les avantages de la vie civile accordés aux Français. Mais, tout en l'assimilant entièrement aux régnicoles au point de vue des droits civils, elle le laisse soumis à plusieurs incapacités, de sorte que l'étranger admis à domicile se trouve jouir d'une situation intermédiaire entre celle de l'étranger ordinaire et celle du Français ou de l'étranger naturalisé.

Pour étudier d'une façon complète les effets de l'admission à domicile, il est donc nécessaire de comparer la condition de l'étranger autorisé d'abord à celle de l'étranger ordinaire et ensuite à celle du national.

(1) AUBRY et RAU, n° 72, n. 5. — BAUDRY et HOUQUES, n° 459. — WEISS, t. I, p. 334. — HUC, t. 1, n° 235. COGORDAN : *De la Nation. au p. de v. des rapp. internat.* p. 131.

CHAPITRE PREMIER

DIFFÉRENCES ENTRE LA SITUATION DE L'ÉTRANGER AUTO- RISÉ ET CELLE DE L'ÉTRANGER ORDINAIRE

Parmi les privilèges que la loi française réserve à l'étranger admis à domicile et qu'elle refuse à l'étranger ordinaire, les uns touchent au droit public, les autres sont de droit privé. Nous étudierons successivement dans ce chapitre ces deux classes de privilèges.

SECTION PREMIÈRE

Privilèges de droit public reconnus à l'admis à domicile.

§ I. — *Droits Publics proprement dits.*

Les droits publics proprement dits, qui ont leur source dans la nature même, (liberté de conscience, liberté individuelle, liberté de travail, etc.), sont, sauf de très rares restrictions, reconnus aux étrangers comme aux régnicoles : le législateur en assure l'exer-

cice à tout individu, qu'il soit ou non de nationalité française. Aussi, relativement à ces droits, la situation de l'étranger est-elle à peu près la même que celle du Français.

La loi permet seulement au gouvernement de prendre contre l'étranger certaines mesures commandées par le souci de la sécurité nationale. Or, à cet égard, l'admission à domicile confère à celui qui l'obtient des avantages assez notables que nous devons signaler.

D'abord, la présence des étrangers sur notre territoire peut, à certains moments, troubler l'ordre social et compromettre la sûreté de l'Etat ; leur conduite peut devenir dangereuse pour les intérêts de la patrie. Aussi, sans leur fermer par des mesures vexatoires l'accès de notre territoire, il convient au moins de réglementer leur séjour en France, de même que, sans exclure de nos usines ou de nos manufactures les travailleurs étrangers, il est juste de protéger le travail national contre la concurrence du dehors.

C'est dans ce but que le décret du 2 octobre 1888 et la loi du 8 août 1893 assujettissent les étrangers qui viennent se fixer en France avec la pensée d'y faire un séjour prolongé et ceux qui se proposent d'y exercer une profession, un commerce ou une industrie, à certaines formalités de déclaration et d'immatriculation.

Les dispositions de ces deux textes, communes à tous les étrangers qui s'établissent chez nous sans autorisation du gouvernement, ne s'appliquent pas à

ceux qui ont sollicité l'admission à domicile. Ceux-ci échappent aux prescriptions du décret de 1888 et de la loi de 1893, et cette exception faite en leur faveur se justifie aisément : le gouvernement connaît parfaitement la situation de ces individus, puisqu'il ne leur a accordé le bénéfice de l'art. 13 qu'après enquête, et par conséquent une déclaration nouvelle n'aurait aucune raison d'être, car elle n'apprendrait rien de plus sur leur compte.

En second lieu, tandis que pour les Français le séjour en France est un droit qui ne peut leur être enlevé que par une condamnation judiciaire prononçant contre eux la peine du bannissement (art. 32 et 33 Code pén.), la loi du 3 décembre 1849 permet au gouvernement d'expulser du territoire français et de faire conduire à la frontière tout étranger résidant ou voyageant en France dont la conduite serait une cause de trouble ou compromettrait les intérêts nationaux. A cet égard encore, l'étranger puise dans l'admission à domicile plusieurs avantages. D'abord, dans les départements-frontières, les préfets qui ont, d'après l'art. 7, le droit d'expulsion, à charge d'en référer immédiatement au ministre de l'intérieur, ne peuvent exercer ce droit qu'à l'égard des étrangers non résidants. Au surplus, l'admission à domicile procure à celui qui l'a obtenue une garantie sérieuse contre l'arbitraire administratif. Tandis, en effet, que le droit d'expulsion est illimité pour le ministre de l'intérieur lorsqu'il s'agit

d'un étranger ordinaire, ce droit ne peut être exercé d'une façon tout à fait discrétionnaire contre l'étranger domicilié que lorsqu'un décret du chef de l'Etat rendu après avis du conseil d'Etat a prononcé le retrait de l'autorisation. Sans doute les autorités administratives peuvent ordonner l'expulsion d'un étranger quoiqu'il ait obtenu l'autorisation d'établir son domicile en France ; mais celui qui jouit du bénéfice de l'art. 13 risque beaucoup moins qu'un étranger ordinaire d'être victime d'abus dans l'application de cette mesure, car la loi lui accorde une garantie spéciale qui consiste en ce que la mesure prise contre lui cessera d'avoir effet au bout de deux mois si à l'expiration de ce délai l'autorisation n'a pas été retirée dans la forme ordinaire, c'est-à-dire par décret du Président de la République rendu en conseil d'État (art. 7 de la loi de 1849).

Avant la loi de 1849, le gouvernement n'avait pas le droit de prononcer l'expulsion d'un étranger résidant en France sous le bénéfice de l'art. 13. La loi du 28 vendémiaire an VI qui permettait d'expulser l'étranger résidant en France ne s'appliquait pas à l'étranger domicilié sur notre territoire conformément à l'art. 13. On considérait que celui-ci devait être mieux traité parce qu'il avait en quelque sorte passé avec l'Etat un contrat lui permettant de créer des intérêts autour de sa personne. Pendant la discussion de la loi de 1849, M. Chamiot combattit vivement l'innovation proposée par la commission. Après avoir insisté sur ce que le

pouvoir exécutif qui accorde à un étranger la faculté de s'établir en France, lui accorde cette autorisation à bon escient, il en tira cette conséquence que du jour où cet étranger est sous la protection du pouvoir exécutif, celui-ci lui doit protection jusqu'au bout, et il invita l'Assemblée à ne pas se montrer plus exigeante et plus rigoureuse que la législation de la monarchie. A ces observations, le Ministre de l'Intérieur répondit que la protection due à l'étranger ne saurait l'être, même à l'égard d'un étranger domicilié, que jusqu'au jour où il cesse de la mériter, et l'Assemblée, adoptant cette manière de voir, vota l'article qui reconnaît au ministre le droit d'expulsion même vis-à-vis d'un étranger autorisé (1).

Un autre amendement, proposé par la Commission chargée de l'examen du projet qui est devenu la loi de 1849, tendait à subordonner l'expulsion de l'étranger admis à domicile à la révocation préalable de l'autorisation. Mais, à la séance du 20 novembre 1849 (2), M. Rouher, Ministre de la justice, s'éleva contre cette rédaction. Il fit remarquer que, la révocation ne pouvant être prononcée qu'après avis du Conseil d'Etat, la nécessité de cet avis préalable rendrait dans certaines circonstances le droit d'expulsion tout à fait inefficace. « Je comprendrais jusqu'à un certain point, dit-il, que
« le ministre dût en référer au Conseil d'Etat après avoir

(1) Séance du 30 novembre 1849 : *Moniteur* du 1^{er} décembre 1849.

(2) *Moniteur* du 21 novembre 1849.

« pris la mesure, quoique cela me semble inutile. Mais
« l'obligation de prendre l'avis préalable du Conseil
« d'Etat, c'est tout simplement dans les circonstances
« urgentes l'impossibilité d'exercer le droit ». A la suite
de ces observations, la Commission modifia la rédaction
qu'elle avait proposée, tout en maintenant dans une
certaine mesure la nécessité d'un avis du Conseil d'Etat.
« Lorsqu'un étranger, dit le rapporteur, a sur la foi de
« l'autorisation fondé chez nous des établissements
« considérables, lorsqu'il s'est créé des intérêts, n'y au-
« rait-il pas une sorte d'inhumanité à souffrir que tout
« d'un coup et à toujours, par un ordre ministériel qui
« peut dans certaines circonstances être inspiré par les
« passions politiques du moment, il fût obligé de re-
« noncer à tous ces avantages ? » (1). C'est alors que
l'Assemblée, pour concilier les nécessités gouvernemen-
tales avec l'intérêt de l'étranger, reconnut au Ministre
de l'Intérieur le droit d'expulser provisoirement
l'étranger domicilié, mais à charge de faire dans un
délai de deux mois prononcer le retrait de l'autorisa-
tion.

Le 4 mars 1882, MM. Goblet, Ministre de l'Intérieur,
et Humbert, Garde des sceaux, ont saisi la Chambre
des Députés d'un projet de loi ayant pour but de limi-
ter le droit d'expulsion donné au gouvernement par la
loi de 1849. Les garanties que cette loi réserve aux ad-

(1) Rapport de M. de MONTIGNY : Séance du 8 novembre 1849. Moni-
teur, p. 3680.

mis à domicile étaient d'après ce projet, étendues aux étrangers qui, en dehors de toute autorisation gouvernementale, résideraient en France d'une manière permanente depuis plus de trois ans. En second lieu, le projet transférait au Président de la République statuant en conseil des ministres le droit d'expulsion actuellement exercé par le Ministre de l'Intérieur. Enfin, il décidait, relativement à l'étranger admis à domicile, que la mesure d'expulsion prise contre lui cesserait d'avoir effet après un délai de deux mois si elle n'avait point été confirmée par décision du gouvernement. Ce projet, deux fois discuté à la Chambre, a été renvoyé à la Commission et n'a pas reparu depuis, de sorte que le droit d'expulsion conféré aux autorités administratives continue à être régi par la loi de 1849 que n'a point abrogée la loi de 1889 sur la Naturalisation.

Un autre droit public qu'il serait certainement dangereux d'accorder sans restriction aux étrangers, c'est la liberté d'enseigner. Comme les fonctions de l'enseignement officiel constituent une sorte de mandat public, il est tout naturel qu'elles soient réservées aux nationaux ou aux étrangers naturalisés français. (Loi du 15 mars 1850, art. 78; décret du 1^{er} déc. 1850, art. 7. — L. du 12 juillet 1875, art. 1. — L. du 30 octobre 1886, art. 4). Mais il faut aller plus loin et décider qu'en principe un étranger ne peut pas enseigner même dans un établissement privé. Toutefois cette dernière règle admet quelques tempéraments, car, s'il est juste d'exi-

ger la qualité de Français pour diriger une école publique ou y enseigner, il est, au contraire, sans inconvénients d'admettre sous certaines conditions les étrangers à donner dans des écoles privées un enseignement dépourvu de tout caractère officiel. Ces considérations justifient la distinction que la loi française établit pour l'enseignement libre entre l'étranger ordinaire et l'étranger admis à domicile. Tandis que l'étranger ordinaire ne peut être ni directeur, ni professeur ou adjoint chargé d'une classe dans une école primaire libre, un étranger qui a obtenu la jouissance des droits civils en France est au contraire admis, moyennant une autorisation délivrée par le Ministre de l'Instruction publique, après avis du Conseil départemental, à enseigner dans les écoles privées. Telle est la disposition de l'art. 4 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'enseignement primaire.

Cette disposition est reproduite du décret du 5 décembre 1850 qui, pour la première fois, permit aux étrangers admis à domicile d'ouvrir une école privée en France : ce texte exigeait, comme la loi actuelle, outre la condition de l'autorisation de domicile, une permission spéciale du ministre ; mais l'avis qui devait précéder la décision ministérielle émanait du conseil supérieur de l'instruction publique.

Dans la discussion du projet qui est devenu la loi de 1886, la commission du Sénat fut d'avis de supprimer la nécessité de l'autorisation ministérielle. Cette

rédaction n'ayant point été adoptée, M. Ferrouillat proposa de revenir au système du décret de 1850, mais en remplaçant par un avis du conseil départemental l'avis demandé jusque-là au conseil supérieur, « rouage « un peu compliqué et dont l'intervention entraînait « des pertes de temps considérables (1) ». C'est ce système qu'a consacré la loi de 1886.

L'autorisation d'enseigner que le Ministre peut accorder à un étranger admis à domicile est une autorisation spéciale octroyée « en vue d'une fonction déterminée à remplir dans un établissement nommé « désigné. » Il s'ensuit que, toutes les fois que l'impétrant changera de résidence ou d'emploi, il devra faire régulariser sa situation en demandant un renouvellement d'autorisation. C'est ce que décide, par interprétation de la loi de 1886, un avis du Conseil d'Etat du 30 octobre 1888 (2).

Ce même avis, rendu par les sections réunies de l'intérieur et de législation, a tranché une question qui faisait l'objet d'une sérieuse controverse. En rapprochant de l'art. 4 de la loi du 30 octobre 1886, l'art. 185 du décret réglementaire du 18 janvier 1887, on pouvait croire que la loi avait établi une distinction entre la direction d'une école privée et les simples fonctions d'enseignement : quelques auteurs concluaient, en effet, de la combinaison de ces deux textes que, tandis que

(1) Sénat : Séance du 30 janvier 1886, *J. Off.* du 31 janvier.

(2) *Rev. d'Admin.* 1889, 1^{er} p., p. 438.

L'étranger admis à domicile pouvait, moyennant l'autorisation ministérielle, professer dans tout établissement primaire libre, il n'était possible de lui accorder la permission de diriger une école privée que si cette école était exclusivement destinée à des enfants étrangers résidant en France. Les travaux préparatoires de la loi de 1886 condamnent cette solution : l'art. 78 de la loi de 1850 permettait au Ministre d'autoriser les étrangers admis à domicile à *ouvrir ou diriger* des établissements d'instruction primaire ou secondaire ; or, pour que l'on pût conclure de la loi de 1886 que le Ministre ne peut désormais accorder une autorisation que pour l'enseignement dans les écoles privées et non pour la direction de ces écoles, il faudrait que le texte nouveau opposât nettement les fonctions de direction à celles d'enseignement. Le texte étant au contraire très peu précis à cet égard, il est plus juste de décider qu'aujourd'hui, comme sous l'empire de la loi de 1850, un étranger jouissant du bénéfice de l'art. 43 peut être admis, non seulement à enseigner dans une école privée, mais encore à diriger un établissement libre, alors même que cet établissement ne serait pas uniquement ouvert à des enfants étrangers. C'est en ce sens que l'avis précité du Conseil d'Etat résout la question (1).

La demande de l'étranger qui sollicite du ministre l'autorisation d'exercer dans une école libre une fonc-

(1) En ce sens : Article dans la *Rev. d'Admin.* 1889. 1. 435 et s. — DALLOZ : *Lois Admin.* V^o Enseignement, n^o 703 et s.

tion quelconque de surveillance ou d'enseignement doit être accompagnée de l'ampliation du décret qui a prononcé son admission à la jouissance des droits civils. Au surplus, l'autorisation d'enseigner étant subordonnée à l'autorisation de domicile, dès que celle-ci cesse, l'étranger perd immédiatement le droit de remplir la charge à laquelle l'a admis l'autorisation ministérielle. Il s'ensuit que, par application de la loi de 1889, la permission concédée par le ministre sera toujours, comme l'admission à domicile, limitée à une durée de cinq années : son effet cessera donc de plein droit, si à l'expiration de ce délai de cinq ans l'intéressé n'a pas demandé la naturalisation, ou si sa demande a été rejetée.

Une circulaire du 29 juin 1894, adressée par le Ministre de l'instruction publique aux Recteurs des différentes Facultés, signalant cette conséquence de la loi du 26 juin 1889, indique quel sera le point de départ du délai de cinq ans. « Pour les étrangers qui auront
« obtenu l'admission à domicile postérieurement à la
« loi de 1889, le délai court à partir de la date du décret d'admission à la jouissance des droits civils ; pour
« ceux qui l'ont obtenue antérieurement, le délai expire,
« en vertu de la disposition transitoire, à la fin des
« cinq années qui suivent la promulgation de la loi.
« Il résulte de ces dispositions que toutes les autorisations d'enseigner accordées à des étrangers avant le
« 26 juin 1889 se trouveront périmées, le 28 juin 1894,

« si les intéressés n'ont pas demandé leur naturalisation ou si leur demande a été rejetée (1) ».

Pour l'enseignement secondaire, les règles établies par le décret du 5 décembre 1850 sont toujours en vigueur. En conséquence, l'étranger admis à la jouissance des droits civils peut être autorisé à diriger une école secondaire libre ou à remplir dans un établissement privé d'enseignement secondaire une fonction quelconque de surveillance ou même de direction, pourvu qu'il satisfasse aux conditions imposées aux nationaux et qu'en outre il soit muni d'une autorisation spéciale que lui délivrera le Ministre de l'instruction publique après avis du conseil supérieur. L'article ajoute que la permission donnée par le Ministre, après avis du conseil supérieur, pourra toujours être retirée dans la même forme. (Décr. du 5 décembre 1850, art. 1^{er}). Ajoutons que cette autorisation ministérielle, concédée autrefois pour une durée illimitée, est aujourd'hui, comme le décret d'autorisation auquel elle est intimement liée, restreinte à une durée de cinq ans.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, les règles sont absolument identiques, puisque l'art. 9 de la loi du 12 juillet 1875 et l'art. 8 du décret réglementaire du 25 janvier 1876 déclarent applicables à cet ordre d'enseignement les dispositions de l'art. 78 de la loi de 1850 et du décret du 5 décembre 1850.

(1) *J. d. int. pr.*, 1891, p. 1036.

§ II. — *Droits politiques.*

A la différence des droits publics qui, ainsi que nous venons de le voir, sont sauf de très rares restrictions accordés aux étrangers comme aux Français, les droits politiques impliquant une participation directe ou indirecte au gouvernement du pays sont au contraire refusés à tous les étrangers, même à ceux qui peuvent se prévaloir d'un décret d'autorisation. Tous sont privés de la jouissance des droits politiques et incapables de remplir aucune fonction publique, et, relativement à cette classe de droits, la situation de l'étranger admis à domicile ne diffère en aucune manière de celle de l'étranger ordinaire.

Nous devons cependant signaler une hypothèse où une situation privilégiée est faite à l'étranger qui a obtenu la jouissance des droits civils en France. En principe, les charges ecclésiastiques officielles du culte catholique sont assimilées aux fonctions publiques et réservées aux seuls Français. L'article 16 de la loi du 18 germinal an X va même plus loin, car, à l'exemple de l'ordonnance de 1579, ce texte exige que les évêques soient *originaires Français*, ce qui rend cette dignité inaccessible aux étrangers même naturalisés. Pour les autres charges du culte catholique, les étrangers natu-

ralisés y sont admis absolument comme les Français, et l'article 32 des articles organiques les déclare accessibles aux étrangers ordinaires eux-mêmes moyennant une autorisation du gouvernement.

Malgré les termes généraux de l'article 32, il est évident que toutes les fonctions sacerdotales ne sont pas indistinctement ouvertes aux étrangers non naturalisés. Il est, en effet, de l'essence d'une autorisation d'être précaire, de pouvoir être révoquée lorsque l'impétrant se montre indigne de la faveur qui lui a été faite : par suite, la permission gouvernementale ne saurait s'appliquer à une fonction inamovible. Or, les curés étant inamovibles, un étranger non naturalisé ne pourrait pas recevoir ce titre, de sorte que la faculté donnée au gouvernement de permettre à des étrangers de remplir des charges ecclésiastiques ne peut concerner que les fonctions de desservant ou de vicaire, les seules qui soient révocables.

A ces règles qui découlent des articles organiques, une circulaire du Ministre des cultes du 30 juillet 1887 (1) est venue ajouter une restriction, en réservant aux seuls étrangers admis à la jouissance des droits civils le privilège que la loi du 18 germinal an X permettait d'accorder à tout étranger. Après avoir rappelé que les fonctions de curé, de chanoine ou de vicaire général ne peuvent être confiées à des étrangers

(1) *Circul. des Cultes*, t. IV, n° 283.

qu'après leur naturalisation, le Ministre déclare que, à l'avenir, le bénéfice de l'article 32 sera réservé aux prêtres préalablement autorisés à établir leur domicile en France. Quant aux prêtres étrangers qui ont déjà obtenu la permission du gouvernement, un délai de six mois leur est accordé pour obtenir leur admission à domicile. A l'expiration de ce délai, tous ceux dont la demande aura été rejetée ou qui ne pourront justifier de démarches faites en vue d'obtenir un décret d'autorisation seront *rayés des contrôles du clergé rétribué par l'Etat*. « Cette même mesure, ajoute « la circulaire, atteindrait ceux qui avant l'expiration des délais auraient abusé de l'hospitalité de la « France. »

Ainsi, la permission que le gouvernement a le droit de concéder à un prêtre étranger en vertu de l'article 32 de la loi de germinal an X est désormais toujours temporaire : subordonnée à l'obtention de l'autorisation de domicile, elle se trouve nécessairement liée à celle-ci et par conséquent limitée comme elle à une durée de cinq années.

La sanction des prescriptions ministérielles consiste, dit la circulaire, dans la radiation des contrôles du clergé rétribué par l'Etat. Mais cette sanction peut très souvent être illusoire : si elle est efficace à l'égard des desservants dont le traitement est entièrement à la charge de l'Etat, elle est fréquemment sans portée à l'égard des vicaires dont le traitement est en général

payé par les fabriques et qui par suite ne touchent rien sur les fonds de l'Etat (1) (2).

(1) DEJAMME. Article sur la condit. jurid. des Prêtres étrangers en France, *J. d. i. pr.*, 1892, p. 116 à 123.

(2) Il nous paraît utile de noter que nous n'avons envisagé la question qu'au point de vue du droit civil. Il ne nous appartient pas de la trancher au point de vue du droit canonique. Peut-être ne sera-t-il pas cependant sans intérêt de rappeler ici très brièvement quelques principes qui permettront d'apercevoir comment en notre matière le conflit pourrait s'élever entre les deux droits.

1° Les canonistes, même les plus opposés à l'indépendance de l'Eglise (par exemple, TABARAUD : *Observations d'un ancien canoniste sur la Convention, du 11 juin 1817*, p. 3), regardent les articles organiques comme nuls. Le Souverain Pontife n'a point été consulté pour leur rédaction ; l'Eglise n'a pris aucune part à leur confection et elle a d'ailleurs toujours protesté contre leur mise en vigueur (Lettre de CACAULT, ministre plénipotentiaire, à Portalis, 12 mai 1802 ; Note diplomatique du cardinal CONSALVI à CACAULT. — Lettre du cardinal CAPRARA à TALLEYRAND, 18 août 1803. — Lettre synodale du concile de Paris, 27 octobre 1849 ; DALLOZ, Rép., V^e Cultes, n^o 46. — *Pand. Franç.*, V^e Cultes, n^o 943 et 949).

2° Dans un esprit de conciliation, l'épiscopat français a néanmoins accepté ceux des articles qui n'étaient point en opposition formelle avec le droit canonique, les considérant non comme une suite nécessaire du Concordat, mais comme une loi purement civile et réglementaire publiée pour fixer les rapports qui naturellement existent entre l'Eglise et l'Etat.

3° Au point de vue plus spécial de l'art. 32 de la loi du 18 germinal an X, il nous paraît intéressant de noter que les canonistes tendaient à le considérer comme abrogé par la loi du 14 juillet 1819 (En ce sens : ANDRÉ et de CONDIS, *Diction. de dr. can.*, revu par WAGNER, V^e AUBAIN). La circulaire ministérielle du 30 juillet 1887, qui ne fait qu'aggraver la règle primitive, ruine cette opinion. Il ne nous semble pourtant pas que la disposition en question soit de celles sur lesquelles l'entente des deux pouvoirs est impossible. L'Eglise s'est toujours montrée peu favorable à l'admission dans un diocèse de prêtres appartenant soit à des

SECTION II

Situation privilégiée de l'étranger autorisé quant au droit privé

Au point de vue de la jouissance des droits privés, la condition de l'étranger admis à domicile, à peu près identique à celle du Français, est bien préférable à celle de l'étranger ordinaire. Cependant les prérogatives résultant de l'admission à domicile étaient beaucoup plus importantes autrefois qu'aujourd'hui, car plusieurs des incapacités dont le décret d'autorisation relevait jadis l'étranger ont disparu au cours de ce siècle.

En premier lieu, les articles 726 et 912 du Code civil, qui refusaient aux étrangers, sous réserve du principe de réciprocité diplomatique, le droit de recueillir par succession, donation ou testament, ont été abolis par la loi du 14 juillet 1819 qui, supprimant sauf une restriction sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir la principale incapacité pesant sur l'étranger or-

nations voisines soit même seulement à un autre diocèse. A l'origine, elle interdisait formellement ces changements (Can. 15 Conc. de Nicée ; can. 3, Conc. d'Antioche). Aujourd'hui encore si le droit canonique ne demande aux étrangers ni la naturalisation ni l'admission à domicile, il exige qu'ils obtiennent un exeat de l'évêque de leur diocèse d'origine. Par des moyens différents, les deux droits arrivent peut-être au même but.

dinaire, a fait ainsi disparaître un des cas d'application de l'admission à domicile.

De plus, avant la loi du 22 juillet 1867, qui a supprimé la contrainte par corps en matière commerciale, civile et contre les étrangers, l'étranger autorisé échappait aux dispositions rigoureuses de la loi du 17 avril 1832 qui décidait que toutes condamnations intervenues au profit d'un Français contre un étranger *non domicilié en France* emporteraient contrainte par corps, et qui d'autre part permettait au créancier français de faire procéder à l'arrestation provisoire d'un étranger *non domicilié* (art. 14 et 15 de la loi du 17 avril 1832). Quant à la question de savoir si un étranger autorisé pouvait invoquer les dispositions de ces textes contre un étranger ordinaire, elle divisait les auteurs et les tribunaux. Quelques interprètes soutenaient que le droit de se prévaloir des art. 14 et 15 de la loi de 1832 ne constituait pas un droit civil proprement dit, mais plutôt « une mesure politique introduite « pour que les citoyens ne soient pas dépouillés par « d'aventureux étrangers », et cette manière de voir avait été consacrée par plusieurs décisions judiciaires (1). D'autres jurisconsultes estimaient au contraire (et plusieurs tribunaux adoptèrent cette opinion) que l'étranger admis à établir son domicile en France

(1) TROPLONG, n° 498. — COIN-DELISLE, p. 93. — C. de Paris. 8 janvier 1831 : DALLOZ, *Rép. V° Droit civil*, n° 399. — C. de Paris, 24 mars 1842. D. 42. 2. 168.

ayant la plénitude des droits civils, on ne pouvait lui refuser le droit d'exercer contre son débiteur les voies de contrainte autorisées par la loi. Sans doute, disaient les partisans de ce système, la loi de 1832 ne parle que du Français : mais elle oppose le Français en général à l'étranger en général, et ses termes n'excluent nullement l'étranger qui puise dans l'art. 13 une situation privilégiée. On faisait remarquer enfin à l'appui de cette solution que l'étranger domicilié, ayant en France son principal établissement et le plus souvent ses propriétés et sa fortune, avait droit à être protégé comme le Français lui-même contre les étrangers qui ne lui offraient pas les mêmes garanties qu'il leur présentait (1).

Quoi qu'il en soit, cette controverse a aujourd'hui perdu tout intérêt, puisque la loi de 1867, en abolissant la contrainte par corps contre les étrangers, les a sous ce rapport replacés dans la même situation que les nationaux, abstraction faite du bénéfice de cession de biens.

Dans l'état actuel de notre législation, on reconnaît à l'étranger la participation à la jouissance de la plupart des droits privés appartenant aux régnicoles. Cependant, quelques droits civils sont, par des textes formels, réservés aux citoyens et refusés à l'étranger ordinaire :

(1) DEMOLOMBE, t. I, n° 266. — PARDESSUS : *Dr. commercial*, t. V, n° 4528. — C. de Paris, 26 décembre 1835 : DALLOZ, V° *Contr. par corps*, p. 561, n. 1.

relativement à ces droits, l'admission à domicile aura un sérieux avantage, puisqu'elle relèvera l'étranger de l'incapacité qui de droit commun pèse sur lui de ce chef. D'autre part, un certain nombre de droits privés sont accordés ou refusés à l'étranger suivant l'interprétation que l'on adopte de l'art. 11 du Code civil : ici encore, l'admission à domicile sera fort utile, car les droits auxquels nous faisons allusion sont reconnus à l'étranger autorisé par tous les auteurs, même par ceux qui donnent de l'art. 11 l'interprétation la plus restrictive. Ajoutons qu'à ce dernier point de vue notre institution a une importance pratique d'autant plus considérable que la jurisprudence refuse en général les droits en question à l'étranger non autorisé.

Nous nous proposons dans cette section d'étudier d'abord les droits civils que l'art. 11 permet de contester à l'étranger ordinaire. Nous nous occuperons ensuite de ceux qui lui sont déniés par un texte formel.

§ I. — *Domicile.*

D'après un certain nombre d'auteurs, la faculté d'avoir en France un domicile est une prérogative de pur droit civil qui n'appartient pas aux étrangers ordinaires et dont jouissent seuls les admis à domicile (ou ceux qui peuvent invoquer les dispositions d'un traité diplomatique). La résidence en France de l'étran-

ger non autorisé, affirment les partisans de ce système, ne peut jamais quelque longue qu'elle soit, constituer un véritable domicile. Pour que l'étranger puisse fixer son domicile en France, l'art. 13 exige formellement qu'il ait obtenu l'autorisation du gouvernement ; c'est donc seulement lorsqu'il est établi dans les conditions indiquées par ce texte que la loi attribue au domicile certains effets juridiques. « En dehors de cette attache
« de la puissance publique, l'étranger pourra constituer
« une résidence, jamais un domicile ; il fera un acte
« qui sera destitué de toute force légale et sur lequel
« il pourra baser des rapports de fait, jamais des rap-
« ports de droit(1). »

A l'appui de ce système, on invoque plusieurs arguments :

1° On se prévaut d'abord d'un passage du rapport du tribun Gary au Corps législatif(2) : « J'observe sur
« l'art. 13, disait-il, qu'il n'y a aucune objection contre
« la disposition qui veut que l'étranger ne puisse éta-
« blir son domicile en France s'il n'y est admis par le
« gouvernement. »

2° L'avis du Conseil d'Etat du 18 prairial an XI, qui contient une affirmation semblable à celle du rapporteur, fournit un deuxième argument en faveur du système. Il y est dit formellement que « *dans tous les cas*

(1) AUBÉPIN : *Conclusions dev. la C. de Paris* : D. 72. 2. 66.

(2) Séance du 17 ventôse an XI.

« où un étranger veut s'établir en France, il est tenu
« d'obtenir la permission du gouvernement. »

3° Un dernier argument est puisé dans l'art. 102 C. civ. Ce texte, qui définit le domicile, parle uniquement du *domicile de tout Français*, ce qui semble bien exclure les étrangers du droit d'avoir un domicile en France (1).

Une jurisprudence à peu près constante se prononce en faveur de ce système. Nos tribunaux refusent en effet à l'étranger fixé en France sans autorisation du gouvernement, la faculté d'y acquérir un véritable domicile, un domicile légal. Mais ils lui permettent d'y avoir un domicile de fait produisant des effets juridiques qui se rapprochent beaucoup de ceux que la loi attache au domicile des Français. Ce simple domicile de fait, impuissant pour conférer à l'étranger l'exercice des droits civils, suffirait par exemple pour soumettre l'étranger à la juridiction des tribunaux français, pour déterminer le lieu d'ouverture de sa succession, ainsi que le tribunal compétent pour connaître de la demande en liquidation ou en partage et de toutes les difficultés qui peuvent s'élever à l'occasion de cette succession (2). Mais (et c'est là peut-être le principal intérêt pratique

(1) MERLIN, Vo Etranger, n° 40. — DURANTON, t. I, n° 353. — PARDessus, t. V, n° 1524. — DEMOLOMBE, t. I, n° 268. — FOELIX et DEMANGEAT, t. I, p. 58.

(2) Req. 19 mars 1872, D. 74. 1. 465. — 7 juillet 1874, D. 75. 1. 271. — 29 juillet 1890, *J. d. int. pr.* 1890, p. 900. — C. de Paris, 19 juin 1894, D. 94. 2. 515. — Req. 1^{er} juillet 1895, D. 95 1. 344.

du système de la jurisprudence), le simple domicile de fait ne saurait avoir pour effet de fixer la loi qui présidera à la dévolution de la succession mobilière de l'étranger non autorisé : seule la succession mobilière de l'étranger qui jouit du bénéfice de l'art. 13 sera régie par la loi française ; celle de l'étranger domicilié de fait en France restera soumise à la loi nationale du *de cuius*(1). Nous aurons à revenir sur cette jurisprudence et à montrer que la question de la dévolution de la succession mobilière de l'étranger est tout à fait distincte de celle du domicile. Il nous suffira pour le moment de faire remarquer que la distinction établie par la jurisprudence entre le domicile légal et le domicile de fait est absolument arbitraire. Elle ne se trouve dans aucun texte, et au besoin les incertitudes et les contradictions des décisions judiciaires suffiraient à la condamner.

Repoussant le système qui refuse à l'étranger en dehors de l'art. 13 le droit d'acquérir en France un véritable domicile, nous nous rangerons à l'opinion des auteurs qui refusent de voir dans le domicile un droit civil réservé aux seuls Français ou aux étrangers autorisés. La faculté d'avoir chez nous un domicile légal était très généralement reconnue à l'étranger dans notre ancien droit et dans le droit intermédiaire : plusieurs arrêts ont en effet proclamé qu'aucune loi ne

(1) Civ. cass. 12 janv. 1869. D. 69. 1. 294. — C. d'Aix, aud. solen., 27 mars 1890. *J. dr. int. pr.*, 1894, p. 210.

s'opposait alors à ce que les étrangers eussent un domicile réel en France, et que ceux-ci « demeuraient en « conséquence sous la disposition générale de la loi « commune qui n'exige pour l'établissement du domicile que le fait de l'habitation réelle joint à l'intention « de l'établir (1). » Or, rien ne prouve que les rédacteurs du Code aient voulu s'écarter de cette pratique et retirer à l'étranger un droit que lui reconnaissait la législation antérieure. L'art. 13 du C. civ. qui exige l'autorisation du gouvernement ne s'occupe nullement des conditions imposées à l'étranger pour l'acquisition d'un domicile en France ; il est relatif à une tout autre question, celle de la jouissance des droits civils. Si le moindre doute était possible à cet égard, il suffirait pour le dissiper de remarquer la place de ce texte dans le Code : il ne se trouve pas au titre du domicile (Titre III), mais bien au titre de la jouissance des droits civils (Titre I^{er}).

Il ne nous reste donc qu'à réfuter les divers arguments invoqués par les partisans de l'opinion adverse. Et d'abord, à l'argument tiré des paroles du tribun Gary, nous pouvons répondre que les travaux préparatoires du Code civil sont souvent confus et contradictoires : c'est ainsi qu'une observation de Portalis au Conseil d'Etat (2) laisse entendre que les étrangers,

(1) Req. 8 thermidor an XI et Civ. cass. 30 novembre 1814 (DALLOZ, V^o *Droit civil*, n^o 383). — C. de Riom, 7 avril 1835. D. 36. 2. 57.

(2) 16 fructidor an IX (Fenet, VIII, p. 326).

de même que les individus non inscrits au registre civique peuvent avoir en France un domicile civil. Quant à l'avis du conseil d'Etat invoqué par nos adversaires, il n'a aucune valeur légale, puisqu'il n'a pas été inséré au *Bulletin des Lois*. Au reste, le conseil d'Etat était consulté sur le point de savoir si un stage quelconque en France suffisait pour obtenir la naturalisation ou si ce stage devait être précédé d'un décret d'autorisation : c'est cette difficulté que résout l'avis ; il est étranger à la question du domicile. Enfin, l'art. 102 n'est pas le moins du monde contraire à notre opinion : s'il ne parle que du domicile du Français, c'est parce que dans ce texte le législateur veut établir une opposition entre le domicile civil et le domicile politique et que ce dernier ne peut appartenir qu'aux nationaux.

Notre solution qui, nous venons de le montrer, n'est nullement combattue par les textes, est en outre au point de vue rationnel la seule satisfaisante. L'art. 102 fixe en effet comme lieu du domicile le lieu du principal établissement et l'étranger comme le régnicole peut avoir en France son principal établissement. Un auteur, qui soutient pourtant le système que nous combattons, indique fort exactement les véritables caractères du domicile : « C'est par ses instincts les plus naturels et « les meilleurs, par des influences diverses et puis-
« santes de la famille et des affections, de la propriété,
« du travail et de l'habitude, que chaque homme s'at-
« tache à un certain lieu avec lequel il contracte une

« sorte de lien, de relation morale, je dirai presque
« d'intimité : aussi la loi n'a-t-elle eu véritablement qu'à
« constater un fait pour reconnaître le domicile (1). »
Or, si le domicile consiste vraiment dans un simple fait,
comment peut-on contester à l'étranger le droit de fixer
son domicile sur le territoire français ?

Ajoutons que la loi du 23 août 1871 sur l'enregistrement reconnaît en termes formels que l'autorisation gouvernementale n'est point pour l'étranger une condition de l'acquisition d'un domicile, puisque dans son article 4 elle soumet aux droits de mutation par décès les valeurs mobilières dépendant de la succession d'un étranger « domicilié en France *avec ou sans autorisation.* »

Nous pourrions enfin puiser un dernier argument en faveur de notre thèse dans la disposition du nouvel art. 13 C. civ. : les effets de l'autorisation étant limités à une durée de cinq ans, il s'ensuivrait, si le domicile était lié à l'autorisation, que le domicile légal qu'aurait en France l'étranger autorisé se transformerait en une simple résidence dès qu'expirerait le délai de cinq ans. Une telle conséquence ne suffirait-elle point à condamner le premier système ?

Nous concluons donc, contrairement à la jurisprudence, que l'étranger peut, en dehors de toute autorisation, avoir en France un véritable domicile légal, ou

(1) DEMOLOMBE, t. I, n° 268.

en d'autres termes que le droit d'avoir chez nous un domicile n'est point un droit civil au sens de l'art. 11 du C. civ. Sans doute, certaines décisions judiciaires sont allées beaucoup trop loin lorsqu'elles ont déclaré que l'étranger qui a son domicile réel en France y jouit des mêmes droits civils que l'étranger autorisé par décret et qu'il faut notamment lui accorder le bénéfice exceptionnel de l'art. 14 C. civ. (1) : seule, en effet, l'autorisation du gouvernement peut conférer à l'étranger la jouissance des droits civils, de même qu'elle peut seule le soustraire aux mesures de défaveur auxquelles est soumis l'étranger ordinaire. Mais rien ne l'empêche de fixer en France son principal établissement et d'acquiescer ainsi les avantages que la loi reconnaît au domicile (2).

Notons, en terminant, que, au point de vue de la question que nous venons de discuter, l'admission à domicile a un effet pratique important puisque, dans le système le plus en faveur auprès de nos tribunaux, elle rend possible à l'étranger l'acquisition d'un domicile légal en France.

(1) Trib. de Rouen, 22 juin 1864. D. 65. 3. 13. — C. d'Aix, 28 août 1872. S. 73. 2. 265.

(2) Dans le sens de notre opinion, nous citerons : DEMANTE et COLMET de SANTERRE, t. I, n° 133 bis 11. — BAUDRY et HOUQUES, 1, n° 1020. — HUG, t. I, n° 268. — WEISS, t. II, p. 374 et s. — DESPAGNET, n° 259. — DURAND, n° 143. — RENAULT : *J. dr. int. pr.*, 1875, p. 329 et 422. — GLASSON : *J. dr. int. pr.*, 1881, p. 105 et s. — *Champ communal*, p. 329 à 332.

§ II. — *Divorce.*

Plusieurs jugements du tribunal civil de la Seine ont rangé la faculté de demander le divorce en France parmi les droits purement civils dont la jouissance est, en principe, réservée aux seuls nationaux et dont les étrangers ne peuvent se prévaloir qu'en cas d'admission à domicile (1).

Nous ne saurions admettre cette affirmation à l'appui de laquelle les décisions dont nous parlons ne produisent d'ailleurs aucun argument. Quelle que soit l'interprétation que l'on donne de l'art. 14 du Code civil, il est certain (aucun auteur n'ose le contester) que le mariage est permis aux étrangers. Il s'ensuit que toutes les conséquences de l'union régulièrement formée peuvent aussi être invoquées par eux et qu'ils peuvent se prévaloir des causes de dissolution que le législateur français a jugé bon de consacrer. Nous n'insisterons pas sur le système imaginé par le tribunal civil de la Seine : repoussé par tous les auteurs, il a été condamné par la Cour d'appel de Paris (2).

En réalité, d'ailleurs, ce n'est pas à proprement par-

(1) Trib. Seine 10 décembre 1888, 30 avril 1890, 10 mai 1890 ; *J. dr. int. pr.* 1890, p. 480 et 481. — 2 juillet 1889 *J. dr. int. pr.*, 1890, p. 874.

(2) C. de Paris, 5 décembre 1890, *J. dr. int. pr.*, 1890, p. 877. — WEISS, t. II, p. 196, n. 2.

ler le droit au divorce que le tribunal de la Seine fait dépendre de la jouissance des droits civils; les décisions auxquelles nous avons fait allusion sont bien plutôt des applications d'un système plus général qui refuse aux étrangers le droit de plaider devant les tribunaux français et qui n'ouvre l'accès auprès de nos prétoires qu'aux étrangers bénéficiant de l'art. 13, sauf à examiner ensuite, d'après la loi nationale, l'admissibilité de la demande. Dans tous les cas, la doctrine que nous repoussons a le tort de priver en France les étrangers du bénéfice de leur statut personnel en matière de divorce, puisque, si l'on acceptait ce système, une demande en divorce formée chez nous par des étrangers devrait nécessairement échouer (1).

§ III. — *Droit d'Usufruit légal.*

L'usufruit légal accordé par l'art. 384 Code civil aux parents sur les biens de leurs enfants mineurs de dix-huit ans est considéré comme une création du droit civil par un grand nombre d'auteurs qui en refusent en conséquence la jouissance aux étrangers ordinaires. Cet usufruit, dit-on à l'appui de ce système, « ne dé-

(1) Sur cette question, on peut consulter : CH. LACHAU, *De la compét. des trib. franç. à l'ég. des étr.*, p. 237. — Note dans *Rev. prat. de dr. int. pr.*, 1890-91, 1^{er} p., p. 48 et 120. — Notes dans *Le Droit* du 24 décembre 1889 et du 18 décembre 1890. — Note de M. PILLET dans *Sirey*, 1896. 1. 401.

« coule pas du droit naturel, car il n'est pas une conséquence nécessaire des devoirs que la nature impose à la paternité », et comme d'ailleurs, cette prérogative est loin de se retrouver dans toutes les législations, on en conclut qu'elle constitue un droit spécial consacré par notre Code au profit des Français seulement, un vrai droit civil dont les étrangers ne peuvent profiter que s'ils ont été admis à la jouissance des droits civils en France (ou en vertu de traités) (1).

Nous estimons, au contraire, avec les partisans de l'opinion adverse, que l'étranger même non autorisé doit être recevable à exercer en France le droit de jouissance légale. Ce droit est, en effet, un des attributs de la puissance paternelle, et par suite l'étranger, reconnu capable d'exercer la puissance paternelle, doit être déclaré capable d'exercer tous les droits qui en dérivent (2).

§ IV. — *Adoption.*

Tandis que certains jurisconsultes, considérant l'adoption comme une institution propre à nos lois civiles, n'accordent aux étrangers le droit d'adopter ou d'être adoptés en France qu'au cas d'admission à do-

(1) DEMANTE et COLMET de SANTERRE, t. I, p. 88, n. 1. — AUBRY et RAU, t. I, n° 78, n. 60. — C. d'Aix, 24 janvier 1878. S. 78. 2. 240.

(2) WEISS, t. II, p. 198 et s. — DESPAGNET, n° 621. — PROTITCH : *De la puiss. pat. en dr. int. privé* (thèse, Paris, 1892), p. 40 et s.

micile ou de traités diplomatiques (1), d'autres distinguent l'adoption active et l'adoption passive, et, tout en interdisant l'adoption d'un étranger par un Français, autorisent celle d'un Français par un étranger, celle-ci étant tout à l'avantage du Français (2). Quant à nous, nous nous rangerons à l'opinion de ceux qui, adoptant un troisième système, estiment que l'étranger peut adopter et être adopté en France en dehors de tout traité et de toute admission à domicile (3).

Nous ne faisons qu'indiquer ces différents systèmes, sans entrer dans une discussion qui nous entraînerait trop loin. Mais il était utile de signaler au moins la controverse, afin de faire remarquer l'importance pratique de l'admission à domicile dans les deux premières opinions.

§ V. — *Tutelle.*

Les mêmes difficultés et les mêmes divergences se produisent en matière de tutelle. Tandis que quelques auteurs considèrent comme un droit civil réservé

(1) Civ. cass. 5 août 1823 et Req. 22 novembre 1825 : DALLOZ, V^o Adoption, n^o 112, n. 1. — Civ. cass. 7 juin 1826 : D. : V^o Adopt., n^o 113. — C. de Paris, 30 avril 1881. *J. d. int. pr.*, 1882, p. 187. — C. de Paris 2 juin 1892. *J. d. i. pr.*, 1892, p. 1137. — DEMOLOMBE, t. VI, n^o 48. — AUBRY et RAU, t. I, n^o 78, n. 61, et n^o 79, n. 8 ter.

(2) C. de COLMAR, 28 juillet 1821. (D. : V^o Adopt., n^o 112, n. 1).

(3) DEMANGEAT, *Condit. civ. des étr.*, p. 363. — WEISS, t. II, p. 204. — DESPAGNET, n^o 449.

aux Français ou aux étrangers bénéficiant de l'art. 13 la faculté d'être tuteur, subrogé-tuteur, curateur ou membre d'un conseil de famille, (1) d'autres regardent la tutelle comme une véritable fonction publique à laquelle un étranger ne peut jamais prétendre même dans le cas d'admission à domicile (2).

Un troisième système voit au contraire dans la tutelle une institution de droit naturel, une mission de protection existant dans tous les pays civilisés, et proposent en conséquence d'admettre sans restriction l'étranger à gérer une tutelle ou à siéger dans un conseil de famille (3).

Mentionnons enfin une quatrième opinion, que consacre la jurisprudence la plus récente et à laquelle la cour de cassation a elle-même apporté l'appui de son autorité. Ce système pose en principe que le droit d'être tuteur, subrogé-tuteur ou curateur, ou de faire partie d'un conseil de famille, constitue une véritable fonction publique, une délégation d'autorité qui ne peut être conférée qu'à un citoyen français et qui par suite doit être refusée à l'étranger même autorisé. Toutefois, ajoutent les partisans de cette opinion, s'il en est ainsi lorsqu'aucun lien de parenté n'unit l'inca-

(1) SAVIGNY, *Syst.*, VIII, p. 338. — C. de Paris, 21 mars 1861. D. 61. 2. 73.

(2) DEMOLOMBE, t. 1, n° 267. AUBRY et RAU (5^e édit.), t. I, n° 79, n. 18.

(3) DEMANGEAT, p. 365. — LAURENT, *Dr. civ. intern.*, t. III, p. 602. — DESPAGNET, n° 395 et 461. — CHAVEGRIN, *Rev. crit.*, 1883, p. 521.

pable à celui qui est chargé de le protéger, une solution différente s'impose dans le cas où celui qui doit remplir la charge de tuteur, de curateur ou de membre du conseil de famille, est un parent de l'incapable, car alors la tutelle constitue un devoir de famille parfaitement accessible à l'étranger (1). Tout en consacrant cette distinction, la jurisprudence n'admet un étranger parent de l'incapable aux fonctions de la tutelle qu'en cas d'autorisation de domicile (2).

Ce rapide résumé des solutions diverses proposées dans la question de la tutelle suffit à montrer l'effet important que reconnaissent sous ce rapport à l'admission à domicile les partisans du premier système et ceux qui avec la jurisprudence décident qu'un étranger même parent du mineur ne peut être relevé de l'incapacité qui pèse sur lui relativement à la tutelle que par un décret d'autorisation.

§ VI. — *Hypothèque légale.*

L'opinion la plus accréditée dans la doctrine et dans la jurisprudence refuse à la femme mariée et au mineur étrangers le bénéfice de l'hypothèque légale sur les immeubles du mari ou du tuteur situés en France.

(1) WEISS, t. II, p. 160.

(2) Cass., 15 février 1875, S. 75. 1. 193. Note de LABBÉ. — Trib. Seine, 20 juillet 1888, *J. d. int. pr.*, 1888, p. 478.

Cette hypothèque, affirme-t-on, est une création du droit civil : bien loin d'avoir le caractère d'universalité auquel se reconnaissent les institutions de droit naturel, elle est inconnue dans un grand nombre de législations. Elle ne relève donc point du droit des gens et ne peut naître qu'entre Français ou entre ceux à qui les mêmes droits sont accordés par la loi française. En conséquence, peuvent seuls invoquer l'hypothèque légale les étrangers admis à la jouissance des droits civils en France (ou ceux qui peuvent se prévaloir d'un traité diplomatique) (1).

Nous avons signalé déjà les conséquences de ce système et les difficultés qu'il pourra faire naître sous l'empire de la loi de 1889. Nous avons montré que cette solution, qui ne présentait pas de graves inconvénients lorsque les effets de l'autorisation étaient indéfinis quant à la durée, risque au contraire de soulever les plus délicates controverses depuis que la loi a restreint à cinq ans les effets de l'admission à domicile (2). On évitera toutes ces complications, si l'on décide que l'étranger peut se prévaloir en France de tous les

(1) DEMOLOMBE, t. I, n° 88. — AUBRY et RAU, t. I, n° 78, p. 62. — DEMANTE et COLMET de SANTERRE, t. IX, n° 81 *bis*. — GUILLOUARD : *Tr. des Privil. et des Hyp.*, t. II, n° 692. — BAUDRY-LACANTINERIE et de LOYNES, *Tr. du Nantiss. et des Hyp.*, t. II, n° 976. — C. de Bordeaux, 14 juillet 1845. D. 46. 2. 163. — C. de Metz, 6 juillet 1853. D. 54. 2. 106. — Civ. cass. 4 mars 1884. D. 84. 1. 205. — C. d'Alger, 25 mars 1895. D. 96. 2. 381.

(2) V. *supra*, p. 51 et s.

droits privés qui ne lui sont pas expressément retirés par la loi et qu'en conséquence l'hypothèque légale peut être invoquée sur notre territoire par les incapables étrangers en dehors même de tout traité diplomatique et de toute obtention du bénéfice de l'art. 13 (1).

Quoi qu'il en soit, il est certain que l'admission à domicile est fort avantageuse à la femme mariée ou au mineur étranger dans le système que consacre une jurisprudence presque constante.

§ VII. — *Prescription.*

Pothier déclare le droit de prescrire refusé à l'étranger d'une manière absolue, et notre ancienne jurisprudence lui reconnaissait seulement la capacité de prescrire par la possession immémoriale. Le Code civil étant muet sur la question, certains interprètes rangent la prescription parmi les droits civils refusés à l'étranger ordinaire et accordés seulement à l'admis à domicile.

Le système contraire nous paraît bien préférable, et nous pensons avec la grande majorité des auteurs, que tout étranger peut se prévaloir de la prescription. Cette institution se rencontre en effet à toutes les époques

(1) FIORE, p. 383. — WEISS, t. II, p. 213. — DESPAGNET, n° 638. — C. de Grenoble, 19 juillet 1849. D. 51. 2. 10.

comme une nécessité sociale ; elle est, « plutôt qu'un
« privilège ou un bienfait de la loi, un moyen de con-
« solider une acquisition antérieure ou supposée
« préexistante, et, comme les étrangers peuvent acqué-
« rir par succession, donation ou convention, la pres-
« cription qui est une présomption légale qu'il y a eu
« acquisition par un de ces moyens, ne doit pas leur
« être refusée (1) ».

Dans le système que nous adoptons, l'admission à domicile ne présente aucun intérêt au point de vue de la prescription. Mais il en est tout différemment et elle procure au contraire à celui qui l'obtient une situation bien préférable à celle de l'étranger non autorisé, si l'on range le droit d'invoquer la prescription parmi les prérogatives du pur droit civil.

§ VIII. — *Faculté d'Abandon de l'art. 216 C. com.*

Dans la sphère du droit maritime, le bénéfice de la disposition de l'art. 216 du Code de commerce, qui permet à l'armateur de s'affranchir de la responsabilité que lui font encourir les faits du capitaine par l'abandon du navire et du fret, constitue, suivant quelques commentateurs, une prérogative de droit civil. Ce sont les armements français que le législateur de 1844 a

(1) FIORE, t. I, n° 807. — JAY : *Jouiss. des dr. civ. au prof. des étr.*, p. 91 et s.

voulu encourager ; c'est pour faire droit aux réclamations du commerce français qu'il a créé la faculté d'abandon ; c'est pour attirer les capitaux « vers une « industrie trop négligée à raison des risques indéfinis « qu'elle entraînait » qu'il a circonscrit dans des limites très étroites la responsabilité du propriétaire (1). Au surplus, cette prérogative ne présente pas, assure-t-on, le caractère de généralité qui permettrait de la faire rentrer dans le domaine du droit des gens, et l'on en conclut qu'elle doit être rangée dans la classe des droits strictement civils, de ceux dont le bénéfice est réservé aux nationaux seuls en l'absence d'admission à domicile ou de dispositions diplomatiques.

Cette manière de voir, consacrée par plusieurs décisions judiciaires (2), est combattue par d'éminents jurisconsultes qui reconnaissent aux armateurs étrangers le droit de se prévaloir de l'art. 216 dans les mêmes conditions que les armateurs français et qui accordent même aux étrangers non autorisés le droit de limiter leur responsabilité à la fortune de mer. La faculté d'abandon, disent les partisans de cette deuxième opinion, ne saurait être considérée comme un droit strictement civil, puisqu'il s'agit d'une disposition de droit

(1) Exposé des Motifs de la loi de 1841 et Rapport de M. DALLOZ sur le projet à la séance du 13 mai 1841 : DALLOZ, *V^o Droit Maritime*, p. 372 et s.

(2) C. de Rennes, 21 décembre 1887. *J. dr. int. pr.*, 1888, p. 81. — C. de Rouen, 21 juin 1893. *Gaz. des Trib.* du 15 octobre 1897 et *J. dr. int. pr.*, 1894, p. 303.

commercial et par suite du droit des gens, c'est-à-dire applicable à tous les étrangers sans distinction. D'autre part, cette faculté est conférée aux armateurs par la plupart des législations, et celles qui ne l'admettent point atténuent par d'autres procédés les obligations du propriétaire, de sorte que sous des aspects plus ou moins variés les Codes de presque toutes les nations civilisées renferment quelque disposition analogue à celle de l'art. 216 de notre Code de commerce. Quant à l'objection tirée de ce que cette prérogative a été créée dans l'intérêt du commerce français, on y répond que le législateur français, en édictant des dispositions quelconques, s'inspire toujours des intérêts français, sans que pour cela les étrangers soient privés du droit de les invoquer en France lorsqu'aucune exclusion n'est prononcée contre eux (1).

Ce deuxième système, qui nous semble être le plus satisfaisant, est consacré par la jurisprudence la plus récente (2).

§ IX. — *Propriété littéraire, artistique et industrielle.*

Sous le rapport de la protection des droits littéraires et artistiques, le décret du 28 mars 1852 a établi l'éga-

(1) LYON-CAEN et RENAULT: *Dr. commercial*, t. V, n° 270. — Note de M. LYON-CAEN dans Sirey 1888, 2. 25. — Note de M. LEVILLAIN dans *Rev. prat. de dr. int. privé*, 1892, p. 228.

(2) Civ. cass. 18 juillet 1895. *J. dr. int. pr.*, 1896, p. 130. — C. de Caen aud. solen., 23 juin 1897. *J. d. i. p.*, 1897, p. 783.

lité entre le national et l'étranger. Il n'y a donc à cet égard aucune différence à signaler entre la situation de l'étranger ordinaire et celle de l'étranger autorisé, puisqu'ils jouissent l'un et l'autre de la même protection que le Français.

De même, la loi du 5 juillet 1844 (art. 27 et s.) proclame l'assimilation du citoyen et de l'étranger pour l'obtention et la jouissance de brevets d'invention en France, sans subordonner pour l'étranger cette jouissance à aucune condition de réciprocité diplomatique ni d'admission à domicile. Un seul avantage résultera peut-être à ce point de vue de l'autorisation de domicile : l'art. 47 de la loi de 1844 oblige l'étranger qui veut en vertu de son brevet saisir les objets prétendus contrefaits à verser un cautionnement, obligation qui n'est point imposée au Français. Or, on admet en général que l'étranger qui a obtenu la jouissance des droits civils échappe à cette prescription (1).

Pour la protection de la propriété des dessins et modèles industriels, la loi du 26 novembre 1873 a établi le système de la réciprocité législative. Avant cette loi, l'admission à domicile trouvait ici une nouvelle application, car, sous l'empire de la loi du 18 mars 1806 et de l'ordonnance du 17 août 1825, la jurisprudence subordonnait le droit de l'étranger à l'existence d'une au-

(1) WEISS, t. II, p. 265. — POUILLET, *Des Brev. d'invent.*, n° 776. — MILHAUD, *Des brev. d'inv. dans les rapp. intern.* thèse de Paris, 1892, p. 48. — C. de Paris 15 juin 1860. *Ann. propr. industr.*, 1860. p. 241.

torisation de domicile (ou d'un traité international) (1).

La loi de 1873 s'est occupée aussi des marques de fabrique et de commerce : elle a décidé, comme pour les dessins et modèles, que l'étranger pourrait invoquer la protection des lois françaises pourvu que la législation de son pays assurât aux Français la même protection. Antérieurement, la loi du 23 juin 1857 accordait le bénéfice de la législation française non seulement à l'étranger jouissant de l'art. 13 du C. civ., mais à tout étranger possédant sur le territoire français un établissement industriel. (art. 5.). Jusqu'en 1857, la jurisprudence rangeait la garantie des marques de fabrique parmi les droits civils au sens de l'art. 11 et la réservait aux Français seuls à moins d'admission à domicile (ou de traités). (2).

Quant à la protection du nom commercial, elle est organisée par la loi du 28 juillet 1824. Or, cette loi provoquée par les commerçants français, eut pour but unique de protéger l'industrie nationale. Aussi une jurisprudence à peu près constante considère-t-elle l'action en usurpation de nom commercial comme un droit civil, « un droit qui ne doit son existence qu'à la volonté arbitraire, changeante et variable du législateur », et qui par suite ne peut être invoqué par un étranger

(1) C. de Paris, 6 avril 1853. D. 54. 2. 35.

(2) Cass., 12 avril 1854. J. PALAIS 1855. 2. 137. — C. de Bordeaux, 20 juin 1853. D. 54. 2. 34. — C. de Paris, 4 juillet 1879. J. d. i. p., 1879, p. 548.

qu'en cas d'admission à domicile ou de réciprocité législative.

Ce système a été consacré notamment par un arrêt célèbre de la Cour de cassation du 12 juillet 1848, rendu toutes chambres réunies, sur les conclusions conformes du procureur général Dupin, mais sur le rapport contraire du conseiller Rocher (1).

Sans discuter cette jurisprudence qu'un auteur n'hésite pas à qualifier de « *barbare* » (2), il nous suffira de dire que la loi du 26 novembre 1873, revenant à une doctrine plus libérale, a déclaré applicables aux étrangers les dispositions de la loi française relatives au nom commercial, comme celles relatives aux marques de fabrique et aux modèles industriels, indépendamment de toute admission à domicile et à la seule condition que la loi nationale du demandeur consacre au profit des Français le système de la réciprocité diplomatique ou législative.

Une dernière question est celle de savoir si un étranger même non autorisé peut se prévaloir de l'art. 1382 du C. civ. pour intenter contre un Français une action en dommages-intérêts pour concurrence déloyale. La faculté d'invoquer les art. 1382 et 1383 C. civ. en matière commerciale et industrielle ne saurait, sui-

(1) D. 1848, 1. 140. — C. de Paris, 5 juin 1867. S. 68. 2. 157. — Cass. 27 mai 1870. S. 70. 1. 351. — FIORE : *J. d. i.* p. 1883, p. 20. — AUBRY et RAU, t. I, n° 78, n. 67.

(2) POUILLET : *Tr. des marques de Fabriques*, n° 454.

vant nous, être considérée comme un droit réservé par la loi aux seuls nationaux. Du moment que l'on admet pour les étrangers la liberté d'exercer en France tout commerce et toute industrie, on doit aussi leur reconnaître le droit de se défendre qui relève du droit des gens. Or, l'action en concurrence déloyale n'est qu'une application de cette faculté. Nous pourrions ajouter, à l'appui de notre doctrine, que, de même que l'action de l'art. 1382 est accordée à tous, nationaux ou étrangers, pour la réparation d'un délit de vol ou d'abus de confiance, elle doit être accordée à tous en matière de concurrence déloyale, celle-ci étant une sorte de vol commis au préjudice de la propriété commerciale ou industrielle (1). Toutefois, l'opinion que nous venons de défendre est loin d'être universellement acceptée, et, pour ceux qui font rentrer l'action en concurrence déloyale parmi les droits civils au sens de l'art. 11 (2), l'admission à domicile aura pour effet de relever celui qui l'aura obtenue de l'incapacité qui frappe l'étranger ordinaire.

(1) POUILLET, n° 748. — WEISS, t. II, p. 315. — Consultation de M. BOZÉRIAN et note de M. RENAULT, dans Sirey, 1880. 2. 113. — RENDU : *Tr des Marques de Fabr.*, n° 121.

(2) Cass., 12 avril 1854. S. 55. 1. 827. — Cass. 16 novembre 1857. D. 58. 1. 55. — HUARD, n° 146. — RUBEN DE COUDER, *Diction. de dr. commercial*, v° Concur. déloy., n° 171.

§ X. — *Compétence des Tribunaux Français.*
(art. 14 et 15 C. civ.).

La Jurisprudence française considère le droit d'ester en justice en France comme un des droits civils réservés à nos nationaux, et, partant de ce principe, elle proclame, sauf quelques atténuations que nous indiquerons plus loin, l'incompétence absolue des tribunaux français pour connaître des contestations où ne sont intéressés que des étrangers. Si l'on accepte cette règle rigoureuse, il est certain du moins qu'elle devra subir une exception dans le cas d'admission à domicile, car, au point de vue de la compétence des tribunaux français, l'assimilation de l'étranger autorisé au Français quant à la jouissance des droits civils entraîne une double conséquence :

1° L'étranger admis à domicile peut se prévaloir de l'art. 14 du Code civil et traduire devant les juridictions françaises un étranger même non résidant en France pour l'exécution des obligations par lui contractées en France ou même à l'étranger. (art. 14 C. civ.)

2° Il peut, en revanche, comme tout Français, être traduit devant nos tribunaux pour des obligations par lui contractées en pays étranger même avec un étranger (art. 15 C. civ.).

Le premier principe, qui permet à l'étranger admis

à domicile d'actionner devant les juges français un étranger pour l'exécution des obligations contractées envers lui, est consacré par une jurisprudence constante (1), et cette solution n'est contestée que par de très rares auteurs. M. Massé (2) soutient pourtant que seul le Français peut invoquer la disposition de l'art. 14 C. civ., car ce texte « constitue un privilège qui n'est « pas un droit civil, mais une prérogative attachée à « la qualité de Français et incompatible dès lors avec « la qualité d'étranger ». Nous ne saurions accepter cette manière de voir, et nous pensons que le droit de citer devant les tribunaux français un étranger est un droit essentiellement civil dont peut se prévaloir l'étranger autorisé à établir son domicile en France. L'autorisation confère en effet, à celui qui l'obtient, la plénitude des droits civils ; seuls, les droits politiques lui demeurent inaccessibles. La distinction proposée est donc tout à fait arbitraire ; l'accepter, ce serait « mettre le caprice de chaque auteur à la place de la « volonté du législateur ; ce serait traiter la question « en législation et non d'après la loi positive (3) ».

(1) Cass. 23 juillet 1855. S. 56. 1. 148. — C. de Metz, 26 juillet 1865. S. 66. 2. 160. — Req. 12 novembre 1872. D. 74. 1. 168. — Cass. 14 mars 1883. S. 83. 1. 259. — C. de Douai 22 janvier 1890 : *J. d. i. p.*, 1892, p. 903. — C. de Paris, 17 juillet 1890 : *J. d. i. p.* 1892, p. 901.

(2) MASSÉ. *Dr. commercial*, n° 683. t. I. — Dans le même sens : L. DURAND, *Dr. int. pr.*, p. 507 et S.

(3) BONFILS. *Compét. des trib. franc. à l'ég. des étr.*, n° 68. — AUBRY et RAU, t. VIII, n° 748 bis. n. 39. — BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 649. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 732. — GLASSON : *J. d. i. p.*, 1881, p. 112.

Mais, pour que le créancier étranger puisse invoquer la disposition de l'art. 14, faut-il que l'autorisation de domicile lui ait été accordée au moment de la naissance de son droit, ou suffit-il qu'il l'ait obtenue au jour de l'introduction de l'action ? Quelques interprètes sont d'avis que l'étranger admis à domicile ne peut actionner devant les tribunaux français un étranger non domicilié que pour l'exécution d'engagements contractés envers lui depuis l'admission à domicile : il est indispensable, suivant ces auteurs, pour que les tribunaux français soient compétents, que l'autorisation de domicile ait été conférée à l'étranger antérieurement à la naissance de l'obligation qui donne lieu au procès. Créé entre deux étrangers ordinaires, l'engagement garantissait à l'un comme à l'autre la compétence du tribunal du défendeur, et cette situation ne peut pas être modifiée par un fait postérieur au contrat(1).

Cette opinion ne nous semble pas admissible : nous estimons, au contraire, que c'est à la situation qu'ont les parties au moment où sont engagées les poursuites, et non point à celle qu'elles pouvaient avoir au jour de la naissance de l'obligation, qu'il faut s'attacher pour trancher la question de compétence. Partant de ce principe, nous admettrons donc que les tribunaux français seront valablement saisis, pourvu que l'admission à do-

(1) AUBRY et RAU, t. VIII, n° 748 *bis*, n. 40. — FOELIX et DEMANGEAT, t. I, n° 152, p. 320.

micile du demandeur ait été prononcée avant l'exercice de l'action, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le cas où la convention qui donne lieu au procès a été conclue avant le décret d'autorisation et celui où elle lui est postérieure. A l'appui de cette solution, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire une judicieuse remarque de M. Féraud-Giraud (1) : « L'exercice des
« droits en justice, écrit cet auteur, en dehors de la vali-
« dité de l'obligation elle-même, est subordonné à la ca-
« pacité des parties au moment où ces droits sont exercés
« et cette capacité, en ce qui concerne cet exercice, ne
« peut être modifiée et réglée par la situation des parties
« au moment où l'obligation a été contractée. Après le
« contrat, des circonstances imprévues peuvent motiver
« l'interdiction d'un des contractants, la mort peut lui
« substituer des mineurs et des incapables... ; un des
« contractants peut avoir changé de domicile, et, si rien
« n'a été prévu dans le contrat, le changement de do-
« micile entraînera un changement dans le tribunal qui
« devra connaître de l'action. »

En d'autres termes, nous pouvons dire que le débiteur, pas plus que le créancier n'a de droit acquis à être jugé par la juridiction compétente lors de la naissance de l'obligation : la meilleure preuve, c'est qu'une loi qui modifie une règle de compétence s'applique aux droits déjà nés au moment de sa promulgation (2). Il

(1) *J. d. i. p.*, 1880, p. 157.

(2) BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 175 et s.

faut donc tenir compte uniquement de la situation du demandeur au jour des poursuites, et décider que, pourvu qu'il soit à ce moment légalement domicilié en France, il peut réclamer le bénéfice de l'art. 14 (1).

Au surplus, si l'instance se trouvait déjà engagée lorsqu'est intervenu le décret d'autorisation, l'étranger ne pourrait plus se prévaloir de l'admission à domicile pour saisir le juge français, parce qu'alors le défendeur a un droit acquis à ce que l'instance se poursuive devant le juge régulièrement saisi (3).

Rappelons en outre que nos tribunaux cesseraient encore d'être compétents, si, au jour de l'introduction de la demande, le délai de cinq ans auquel la loi de 1889 limite les effets de l'admission à domicile se trouvait déjà expiré (3). Cette solution est, comme la précédente, une application des règles générales de la procédure suivant lesquelles c'est au moment de l'assignation que se fixe la compétence.

Si l'étranger admis à domicile peut, en vertu de l'art. 14, valablement actionner un étranger devant les tribunaux français, il peut réciproquement, comme un Français, être traduit même par un étranger non domicilié devant les juridictions françaises (art. 15). A cette

(1) Trib. Seine 26 avril 1886. *J. d. i. p.*, 1889, p. 104. — C. de Paris 27 mai 1895, *J. d. i. p.*, 1895, p. 819.

(2) BONFILS, *op. cit.*, n° 68. — Req. 18 mars 1818 ; DALLOZ, Rép. v° *Dr. civil*, n° 273, 2°.

(3) V. *supra*, p. 49.

solution, admise par une jurisprudence constante, (1) on a cependant fait une objection : l'admission à domicile, a-t-on dit, donne un droit personnel dont l'étranger doit être libre d'user ou de refuser de se servir suivant ses convenances ; elle ne peut donc lui imposer une juridiction qu'il lui convient de repousser. Cette objection ne nous paraît pas fondée. Sans doute, l'étranger a en France une situation qu'il peut améliorer en réclamant le bénéfice de l'art. 13. Mais, lorsqu'il sollicite un décret d'autorisation, il doit accepter non seulement les avantages que lui assurera sa situation nouvelle, mais aussi les devoirs auxquels elle le soumettra. Dès lors, une fois autorisé à domicile, il sera régi aussi bien passivement qu'activement par l'art. 13, et, si sa qualité d'admis à domicile lui confère le droit de se prévaloir de l'art. 14, elle lui imposera en revanche l'obligation de subir l'art. 15 (2).

L'étranger autorisé peut donc être traduit même par un étranger devant les tribunaux français pour l'exécution des engagements qu'il a contractés envers cet étranger. Peu importe d'ailleurs que l'obligation dont l'exécution donne lieu au procès soit antérieure ou postérieure à l'époque où le défendeur a obtenu du gouvernement la permission d'établir son domicile en

(1) C. d'Aix, 4 mai 1885. D. 86. 2. 429. — C. d'Amiens, 12 décembre 1888. D. 91. 2. 39. — C. de Paris, 22 décembre 1892. D. 93. 2. 157.

(2) FÉRAUD-GIRAUD : *J. d. i. p.*, 1880, p. 155. — GARSONNET, *Proc. civ.*, t. I, n° 151. n. 1.

France : c'est en effet toujours au moment où le litige s'engage qu'il faut examiner si le débiteur poursuivi est Français ou étranger jouissant en France des droits civils et si par suite l'art. 15 lui est applicable (1). Dès lors, la renonciation du défendeur au bénéfice de l'admission à domicile serait sans effet si elle survenait après l'ouverture de l'instance : inopposable au demandeur à l'égard duquel elle serait *res inter alios acta*, elle ne saurait le priver de la compétence des juridictions françaises (2).

Les règles que nous venons de résumer ne s'appliquent pas seulement aux litiges nés d'obligations contractuelles : on n'hésite pas à les étendre aux contestations dérivant soit d'un quasi-contrat, soit d'un délit ou d'un quasi-délit, et à reconnaître dans tous les cas compétence aux juges français par cela seul que l'une des parties en cause a reçu la jouissance des droits civils conformément à l'art. 13. Bien plus, quoique nos tribunaux se déclarent en principe incompétents pour statuer entre étrangers plaidant sur une question de statut personnel, ils ne font pas la moindre difficulté pour se reconnaître qualifiés pour juger les procès relatifs à l'état des personnes pourvu que le demandeur ou

(1) AUBRY et RAU, t. VIII, n° 748 bis. n. 40. — WEISS, *Tr élém.*, p. 754. — C. de Metz, 17 janvier 1839. S. 39. 2. 474. — C. de Rennes 27 avril 1847. S. 47. 2. 444. — Civ. cass., 23 juillet 1855. S. 56. 1. 448.

(2) Trib. Seine, 11 décembre 1889. *Pand Franç.*, 1891. V. 3.

le défendeur soit un étranger admis à domicile (1).

Mais, en dehors de l'hypothèse où l'un des plaideurs est un étranger ayant acquis la jouissance des droits civils, la jurisprudence proclame l'incompétence absolue des juges français pour trancher les contestations s'élevant entre étrangers. A cette solution, elle tend, il est vrai, de plus en plus à apporter de notables tempéraments. C'est ainsi qu'après avoir reconnu compétence à nos tribunaux dans le cas où le différend naît entre deux étrangers non autorisés à établir leur domicile en France, mais qui y possèdent l'un ou l'autre un simple domicile de fait (2), elle est allée plus loin et a décidé que l'incompétence des juges français ne saurait être invoquée par un défendeur étranger qui a en France une résidence de fait et qui ne peut justifier qu'il ait à l'étranger un domicile devant les juges duquel il puisse être poursuivi. En un mot, la compétence de nos tribunaux sera obligatoire, toutes les fois que celui qui soulève l'exception d'incompétence se trouvera dans l'impossibilité d'indiquer le tribunal de-

(1) Civ. cass. 23 juillet 1855. S. 56. 1. 148 et D. 55. 1. 353. — Trib. Seine 27 février 1888, *Le Droit* du 11 avril 1888. — C. d'Amiens, 42 décembre 1888. D. 91. 2. 39. Trib. Seine, 19 mai 1889. *J. d. i. p.*, 1889, p. 623. — 11 décembre 1889. *Pand. Franç.*, 1891. v. 3. Trib. Vesoul, 15 décembre 1896. *J. d. i. p.*, 1897, p. 335.

(2) Req., 19 mars 1872. D. 74. 1. 465. — Cass., 7 juillet 1874. D. 75. 1. 271. — C. de Paris, 6 juillet 1886. *J. d. i. p.*, 1886, p. 328. — Trib. Seine, 6 août 1884. *J. d. i. p.*, 1885, p. 498. Req. 29 juillet 1890. *J. d. i. p.* 1890, p. 904.

vant lequel devrait être portée la contestation, car, suivant les termes d'un arrêt de la Cour de Dijon, « l'ordre public est intéressé à ce que tout plaideur « puisse trouver des juges et à ce que toute contestation « puisse être légalement déférée à une juridiction certaine (1) ».

Malgré ces atténuations, nous ne saurions souscrire au système de la jurisprudence. D'accord avec la doctrine la plus récente, nous estimons que le droit d'estimer en justice en France doit être considéré comme un droit naturel appartenant aux étrangers indépendamment de toute admission à domicile. D'excellentes raisons nous paraissent militer en faveur de cette solution. Il est manifeste d'abord que l'ordre public est intéressé à ce que tous ceux qui habitent notre territoire puissent, quelle que soit leur nationalité, avoir le moyen de faire respecter chez nous leurs droits et d'obtenir justice lorsque ceux-ci sont méconnus. Au surplus, « si une action est le complément nécessaire du « droit qu'elle sanctionne, ce ne serait pas accorder « le droit en son entier que d'autoriser par exemple « un étranger à contracter en France avec un autre « étranger qui y est de fait domicilié ou résidant, et

(1) C. de Dijon, 7 avril 1887. D. 88. 2. 249. — Trib. Seine, 3 mai 1890. *J. d. i. p.*, 1890, p. 865. — 6 juin 1890. *J. d. i. p.*, 1890, p. 483. — C. de Montpellier, 9 mai 1890, *J. d. i. p.*, 1890, p. 862. C. de Paris, 19 janvier 1897. *J. d. i. p.*, 1897, p. 362. Trib. Seine, 3 et 8 février 1897. *J. d. i. p.*, 97, p. 331 et 533.

« de ne pas lui permettre ensuite de porter devant la justice française les difficultés auxquelles ce contrat donne lieu (1) ».

Telles sont les principales raisons qui nous poussent à rejeter la théorie de la jurisprudence et à refuser de ranger la faculté d'ester en justice parmi les droits civils réservés à nos nationaux. Nous reconnaitrions donc aux étrangers comme aux Français le droit de soumettre leurs différends à nos tribunaux et nous n'établirions à cet égard aucune distinction entre les étrangers ordinaires et les étrangers autorisés. Si le système que nous proposons était universellement accepté, l'admission à domicile n'aurait plus aucun effet au point de vue de la compétence des tribunaux français, tandis que dans l'opinion consacrée par la jurisprudence elle a au contraire une très grande influence, puisqu'elle procure à celui qui l'obtient des avantages qui sont refusés à l'étranger ordinaire (2).

Nous avons ainsi rapidement passé en revue les plus importants des droits civils contestés à l'étranger ordinaire par interprétation de l'art. 11. Nous allons énumérer maintenant les droits que la loi réserve en ter-

(1) LAURENT, *Dr. civ.*, t. I, n° 440. — BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 693. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 788 et s. — GLASSON : *J. d. i. p.*, 1881, p. 105 et Note dans DALLOZ, 86. 2. 129.

(2) Le projet de révision du Code de procédure civile (art. 9 et 10) proclame la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers dans les mêmes conditions qu'à l'égard des nationaux : V. ce projet dans *J. d. i. p.*, 1893, p. 331 et s.

mes formels aux Français, et, relativement à ces droits, nous aurons à signaler de notables différences entre la condition de l'étranger ordinaire et celle de l'étranger admis à domicile.

§ I. — *Caution judicatum solvi.*

L'étranger demandeur n'a point libre accès auprès des tribunaux français : l'art. 16 C. civ. et l'art. 166 C. Proc. civ. subordonnent, en effet, l'admission de sa demande à une condition spéciale. Quand un étranger se porte demandeur devant une juridiction française, il est tenu de donner au défendeur français, si celui-ci le requiert, des garanties qui consistent, en principe, en une caution répondant pour lui du paiement des frais et des dommages-intérêts résultant du procès.

Cette restriction apportée au droit de plaider librement ne saurait frapper ceux qui admis à domicile ont obtenu la plénitude des droits civils en France. L'étranger domicilié doit être, à cet égard, assimilé aux nationaux : lorsqu'il se présente devant un tribunal français devant lequel il joue le rôle de demandeur, il est affranchi de l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi*. Il échappe à cette obligation, alors même que le décret d'autorisation ne lui a été conféré qu'après la naissance de l'engagement dont il réclame l'exécution,

pourvu qu'il soit antérieur au jour de l'introduction de l'instance (1).

En sens inverse, le droit de réclamer la caution *judicatum solvi* n'appartient qu'au défendeur français. Mais, bien que retiré à l'étranger ordinaire, ce droit doit être reconnu à l'étranger admis à l'exercice des droits civils : assigné en France par un étranger ordinaire, l'étranger qui a obtenu le bénéfice de l'art. 13 pourra donc, comme le Français, exiger de son adversaire la caution *judicatum solvi* (2).

L'étranger admis à domicile peut aussi réclamer le bénéfice de l'assistance judiciaire. Pour lui refuser ce droit, on a soutenu, il est vrai, que cette prérogative devait être assimilée à un droit politique. Mais cette idée ne nous semble pas exacte, et nous ne voyons pas pourquoi l'assistance judiciaire, dont le but est de permettre aux indigents de défendre leurs droits privés, serait rangée parmi les institutions politiques (3). Re-

(1) DEMOLOMBE, t. I, n° 266. — AUBRY et RAU, t. VI, n° 747 *bis*. — FOELIX et DEMANGEAT, t. I, n° 133. — C. de Bordeaux, 29 mai 1839, D. : V° Exception, n° 44. — C. de Lyon, 26 juin 1873, D. 74. 2. 120. — *Trib. civ.* Bruxelles, 26 novembre 1887. PASICR., 1888. 3. 170.

(2) DEMOLOMBE, t. I, n° 266. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 759. — BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 675 et 681. — Crim. rej. 15 avril 1842, S. 42. 1. 473. — C. de Paris, 12 avril 1856, D. 56. 2. 261. — C. de Paris, 2 juillet 1861, D. 61. 5. 196. — C. de Bordeaux, 27 juillet 1893, *J. d. i. p.*, 1894, p. 106. — *Trib. com.* Seine 25 octobre 1895, *J. d. i. p.*, 1897, p. 326. — *Trib. com.* Seine, 13 novembre 1896, *Gaz. des Trib.* du 13 décembre 1896.

(3) ROUARD de CARD : *J. d. i. p.*, 1887, p. 273 et s. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 761. — ROUSSEAU et LAISNEY : *Diction.*, V° Assist. judiciaire, n° 9.

marquons d'ailleurs que, en ce qui concerne le droit de demander l'assistance judiciaire, l'admis à domicile n'aura pas une situation privilégiée si l'on estime avec d'excellents auteurs que le droit d'obtenir l'assistance judiciaire appartient même à l'étranger ordinaire. Il importe de noter seulement que, bien qu'admis à l'assistance judiciaire, l'étranger ordinaire n'en restera pas moins tenu, s'il est demandeur, de fournir la caution *judicatum solvi*. L'étranger domicilié serait au contraire en pareil cas dispensé de cette caution, puisque le décret d'autorisation a pour conséquence de le soustraire à cette obligation (1).

§ II. — *Prélèvement de la loi du 14 juillet 1819* (art. 2).

Dans le cas de partage d'une succession entre des cohéritiers français et étrangers, l'art. 2 de la loi du 15 juillet 1819 accorde aux cohéritiers français le droit de prélever « sur les biens situés en France une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger, dont ils seraient exclus à quelque titre que ce soit en vertu des lois et coutumes locales. »

Les termes mêmes de la loi de 1819 prouvent d'une

(1) ROUARD de CARD, *op cit.*, p. 274 et 277. — Bur. d'assist. C. de Paris, 8 décembre. 1855. D. 66. 3. 80. — CONTRA: Bur. d'assist. C. de Nancy 20 mai 1865. S. 65. 2. 243. — Lettres Gardes des sceaux, 11 mai 1855, 4 novembre 1857, 18 août 1876: *J. d. i. p.*, 1876, p. 117.

manière évidente que le bénéfice de cette disposition ne peut pas être réclamé par un cohéritier étranger. Mais, si tel est le principe, ne faut-il pas au moins y apporter un tempérament et décider que le droit de prélèvement accordé aux cohéritiers français est un droit civil au sens de l'art 13 et doit être comme tel reconnu aux étrangers privilégiés qui ont obtenu l'admission à domicile ?

Un grand nombre d'auteurs pensent que ce droit doit être refusé à tout étranger même en cas d'admission à domicile. La loi de 1849 ne l'accorde, dit-on, qu'aux Français en les opposant aux étrangers, et par conséquent on ne saurait faire exception pour une catégorie quelconque d'étrangers : tous doivent de ce chef être traités de la même manière. On ajoute que, si l'on autorise le prélèvement en faveur des étrangers admis à domicile, on devra nécessairement leur permettre de l'exercer, non seulement contre d'autres étrangers, mais même contre des Français, résultat que l'on déclare tout à fait inacceptable. Le droit de prélèvement, concluent les partisans de ce système, constitue un privilège exclusivement attaché à la nationalité française et auquel ne saurait prétendre l'étranger admis à jouir en France des *droits civils ordinaires* ; seul un étranger naturalisé pourrait invoquer les dispositions de la loi de 1849 (1).

(1) AUBRY et RAU, t. VI, n° 592, n. 10. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL: *Tr. des Successions*, t. I, n° 251. — HUC, t. V, n° 40. — CHAMP-

Sans méconnaître la valeur des arguments présentés à l'appui de ce système, nous croyons préférable l'opinion contraire. Refuser à l'étranger admis à domicile appelé au partage d'une succession concurremment avec des étrangers non domiciliés le droit au prélèvement, c'est établir une distinction tout à fait arbitraire entre les différents droits civils. L'art. 13 les accorde tous sans aucune réserve à l'étranger autorisé, et, comme le disait le rapporteur de la loi de 1889 au Sénat (1), « la conséquence de l'autorisation, c'est d'*assimiler entièrement* l'étranger au Français au point de vue de la vie civile : *l'assimilation est complète* ; il n'y a pas de différences *au point de vue des droits civils* entre cet étranger et un Français. » Or, très certainement, le droit au prélèvement est bien un droit civil : il s'ensuit que, pour le refuser à l'étranger autorisé, il faudrait que le législateur eût manifesté en termes formels son intention de déroger à l'assimilation complète établie par le Code entre les étrangers domiciliés et les Français relativement à la jouissance des droits civils. Rien dans le texte ni dans les travaux préparatoires de la loi de 1819 n'indique cette intention, et dès lors toute distinction violerait le texte et l'esprit même du Code (2).

COMMUNAL : *De la succ. ab int. en dr. int. pr.*, p. 602. — DESPAGNET, n° 546.

(1) BATBIE : Sénat, séance du 4 février 1887, *J. Off.* du 5 février.

(2) WEISS, t. II, p. 359. — RENAULT : *J. d. i. p.*, 1876, p. 19, n. 3. — *Pand. Franç.*, V° Aubaine, n° 137.

Ajoutons, en terminant, que ce n'est pas seulement le droit de réclamer le prélèvement organisé par la loi de 1819 qui doit être traité comme un droit civil, et qu'il faut reconnaître le même caractère au droit de se soustraire au prélèvement. Nous accorderions donc ce privilège non seulement aux héritiers français, mais encore à ceux qui étrangers auraient obtenu l'admission à domicile (1).

§ III. — *Cession de biens.*

L'art. 1268 C. civ. permet au débiteur malheureux et de bonne foi de se soustraire à la contrainte par corps en faisant à ses créanciers l'abandon de tous ses biens, et, parmi les personnes auxquelles est refusé le bénéfice de cette disposition, l'art. 905 C. Proc. civ. cite l'étranger. Cette exclusion ne s'applique qu'à l'étranger non autorisé, car le bénéfice de la cession des biens constitue certainement un droit civil, parfaitement accessible à l'étranger admis par le gouvernement à établir son domicile en France (2). C'est ce qu'a jugé la

(1) WEISS, t. II, p. 362. — RENAULT : *J. d. i. p.*, 1876, p. 21, n. 1. — *Pand. Franc.*, V^o Aubaine, n^o 144.

(2) TOULLIER, t. VII, n^o 263. — DELVINCOURT, art. 1270. — PARDESSUS, t. VI, n^o 1328. — BERRIAT-ST-PRIX, *Proc. civ.*, t. II, p. 685, n. 1. — FAVARD de LANGLADE, Rép. de Législ. V^o Cess. de biens, n^o 3. — DURANTON, t. XII, n^o 270. — LAROMBIÈRE, art. 1270, n^o 3. — CARRÉ : *Proc. civ.*, t. III, n^o 3057. — DALLOZ, Rép., V^o Obligation, n^o 2307 et V^o *Dr. civil*, n^o 240. — *Pand. Franc.*, V^o Cession de biens, n^o 62.

cour de Trèves, par un arrêt en date du 24 février 1808, en faveur d'un négociant étranger qui n'avait même pas obtenu la jouissance des droits civils mais qui possédait en France un établissement de commerce et des propriétés immobilières (1).

Dans l'état actuel de notre législation, l'étranger ordinaire reste toujours exclu du bénéfice de la cession de biens. Mais nous devons nous hâter d'ajouter que cette exclusion n'a plus la même portée depuis que la contrainte par corps ne peut plus être exercée que contre des débiteurs devenus tels par suite d'infractions aux lois pénales. Il s'ensuit que la disposition de l'art. 905 C. Proc. ne trouve plus son application que dans les rares hypothèses où la cession judiciaire peut être invoquée par un débiteur français contre lequel est intervenue une condamnation pénale.

§ IV. — *Droit d'Affouage.*

L'art. 105 du Code forestier (rédaction de 1874) établit une nouvelle différence entre l'étranger admis à domicile et l'étranger ordinaire au point de vue du droit aux affouages communaux. Le décret du 26 nivose an II et la loi du 10 juin 1793, complétés par l'avis du conseil d'Etat du 18 juillet 1810, conféraient aux habitants d'une commune le droit de prendre leur part

(1) Trèves, 24 février 1808 : *J. des Aud.*, 1810, p. 591.

non seulement dans la propriété, mais aussi dans la jouissance des biens communaux. Mais ces textes n'accordaient le droit au partage des coupes affouagères qu'aux *citoyens français*. Au contraire, le texte de l'art. 105 C. Forest. (édition de 1827), sans exclure formellement les étrangers, se borne à dire que « le partage des bois d'affouage se fera par feu, c'est-à-dire « par chef de famille ou de maison ayant domicile réel « et fixe dans la commune. » Aussi la question de savoir si ce texte avait entendu abroger les dispositions des lois antérieures à l'égard de l'étranger a-t-elle soulevé une très vive controverse.

Un premier système soutenait que le Code forestier n'avait point abrogé les dispositions anciennes qui faisaient de la qualité de citoyen français l'une des conditions essentielles de toute participation à la jouissance des biens communaux. Pour avoir droit à l'affouage communal, il ne suffit point, disent les partisans de ce système, d'être chef de famille, il faut en outre être membre de la commune et y avoir un domicile réel et fixe. Or, seuls le Français de naissance et l'étranger devenu Français par la naturalisation peuvent remplir cette double condition. L'étranger ne peut jamais tant qu'il reste étranger, prendre part aux coupes affouagères, alors même qu'il aurait été admis en France à la jouissance des droits civils, car, si l'autorisation gouvernementale lui permet d'acquérir dans notre pays un véritable domicile, elle est impuissante

à lui donner la qualité de membre de la commune au sens de la loi du 10 juin 1793. L'esprit des rédacteurs du Code forestier impose, affirme-t-on, cette solution : en effet, suivant les termes mêmes d'un arrêt de la Cour de Colmar du 28 mai 1867 (1), « la vocation du forain
« étranger était si peu dans l'esprit du législateur à
« l'occasion de cet article 105, que plusieurs députés
« tentèrent d'exclure les desservants, les instituteurs et
« divers employés par ce motif emprunté à l'ancien régime que ces personnes, quoique françaises, étaient
« étrangères à la Commune. Ces rigueurs surannées
« ne prévalurent pas, et l'art. 105 abaissa de nouveau
« les barrières de la Commune, mais dans les conditions déterminées, au profit de tous les Français
« originaires ou non du district forestier. Mais pas un
« mot ni dans la discussion ni dans le texte ne permet
« juridiquement d'établir que cette législature, si conservatrice des forêts même vis-à-vis des nationaux,
« qui venait d'interdire définitivement l'affouage à
« diverses catégories françaises, ait voulu par une conséquence ouvrir à l'étranger la forêt communale. » En un mot, conclut le même arrêt, « on n'est
« pas plus fondé à soutenir que l'art. 105 ait constitué
« un droit d'affouage aux étrangers qu'abrogé virtuellement l'exclusion législative et séculaire qui l'écartait des coupes forestières (2). »

(1) D. 67. 2. 114. — *Forêt communale de Colmar*, 28 mai 1867. — *Forêt communale de Colmar*, 28 mai 1867.

(2) En ce sens : C. de Colmar, 3 juillet 1846. D. 46. 4. 12. — Cons.

Une deuxième opinion, qui fut consacrée par plusieurs arrêts de la Cour de cassation, considérait le droit d'affouage comme un droit civil au sens des art. 41 et 43 C. civ. : elle le refusait en conséquence à l'étranger ordinaire mais l'accordait à l'étranger ayant obtenu la jouissance des droits civils (1).

Enfin, suivant un troisième système, tout étranger même non admis à domicile en France pouvait prétendre aux affouages communaux, pourvu que, chef de famille ou de maison, il eût dans la commune un domicile réel et fixe. Sans doute, on peut soutenir que l'étranger ne peut acquérir sur le territoire français un domicile légal que moyennant une autorisation gouvernementale. Mais pour le droit d'affouage, la loi établit un domicile spécial dont elle fixe toutes les conditions dans l'art 105 C. for. Or, ce texte ne subordonne la jouissance des bois communaux ni à la condition de s'être fait naturaliser français, ni même à celle d'avoir obtenu du chef de l'Etat l'autorisation d'établir son domicile en France. Dès lors, puisque notre article n'établit, au point de vue qui nous occupe, aucune différence entre les régnicoles et les étrangers,

d'Et., 31 août 1847. LEB. 47, p. 619. — FOUCART, *Dr. admin.*, t. III, n° 93. — BAUDRILLART : *Comm. du Code forest.*, art. 105. p. 208. — LEBER, *Code municipal*, p. 397. — DE CORMENIN, *Dr. admin.*, t. I, n° 358. — DUCROCQ, *Dr. admin.*, t. I, n° 393.

(1) Cass. 26 février 1838. S. 38. 1. 280. — Cass. 23 mai 1853. S. 53, 1. 478. — C. de Metz, 21 juin 1859. S. 59. 2. 492. — GUYÉTANT, *Tr. de l'Affouage*, n° 103.

on ne saurait imposer à celui qui prétend avoir droit à l'affouage une obligation que la loi n'exige pas, celle de justifier de sa qualité de Français. Au surplus, l'art. 248 C. for. prouve d'une manière très certaine que le législateur de 1827 a eu l'intention de rompre avec le passé : ce texte abroge en effet pour l'avenir « toutes
« lois, ordonnances, édits et déclarations, arrêts du
« conseil, arrêtés ou décrets, et tous règlements inter-
« venus, à quelque époque que ce soit, sur les matières
« qu'a réglées le Code forestier en tout ce qui concerne
« les forêts. » On peut remarquer enfin que la solution qui admet l'étranger au droit d'affouage est la plus conforme à la nature même de ce droit, car, comme le dit un arrêt de la Cour suprême, « la jouissance des produits
« forestiers pouvant servir aux intérêts de l'agricul-
« ture et à l'utilité des maisons et des terres, il convient
« d'en faire profiter tout habitant qui occupe ou exploite
« des maisons ou des héritages sur le territoire, quelle
« que soit d'ailleurs sa nationalité, et les étrangers à
« qui nos lois permettent d'être propriétaires en France
« doivent, comme tous les autres habitants, participer à
« l'usage des droits d'affouage sur les biens de leur
« commune (1). »

Ce troisième système prévalut dans la jurisprudence : il fut successivement accepté par plusieurs Cours d'appel et par les trois Chambres de la Cour de cassa-

(1) Crim. cass. 21 juin 1861. D. 62. 1. 251.

tion (1). Mais il ne tarda pas à provoquer des plaintes multiples, et des pétitions furent adressées aux Chambres par différentes communes des Ardennes et de la Moselle qui se plaignaient d'être envahies par des ressortissants étrangers venus pour profiter de nos richesses-frontières. C'est pour donner satisfaction à ces réclamations que le gouvernement présenta, le 21 juin 1873, à l'Assemblée Nationale, un projet qui est devenu la loi du 25 juin 1874.

« Imaginer un système qui permît à l'Administration
« de faire un choix parmi les étrangers sollicitant leur
« inscription sur les rôles des affouagistes, lui donner
« le moyen, par une sorte d'examen préliminaire, de
« rejeter les hommes dangereux et inutiles tout en ac-
« cueillant les ouvriers dont la moralité et les habitudes
« laborieuses seraient notoires et en recevant avec fa-
« veur les étrangers honnêtes, aimant le travail, qui
« peuvent apporter à notre industrie et à notre agricul-
« ture le concours de leur habileté et de leurs bras »;
tel fut, d'après M. Mazeau, rapporteur de la loi à l'Assemblée Nationale, le problème que chercha à résoudre le législateur de 1874 (2). C'est dans ce but que, modifiant l'art. 105 du Code forestier, on ajouta aux

(1) C. de Besançon, 25 juin 1860. D. 60. 2. 451. — C. de Metz, 23 novembre 1865. D. 65. 2, 208. — Crim. cass. 21 juin 1861. D. 62. 1. 251. — Civ. cass. 31 décembre 1862. D. 63. 1. 5. — Req. 1^{er} juillet 1867. D. 67. 1. 389. — Civ. cass. 22 février 1869. D. 69. 1. 480.

(2) Rapp. de M. MAZEAU : *J. Off.* du 4 mai 1874. ann., n° 2334.

conditions prévues par ce texte une condition spéciale à l'étranger, celle d'avoir obtenu du Chef de l'Etat l'autorisation d'établir son domicile en France conformément à l'art. 13 du C. civ. Désormais l'étranger admis à domicile peut donc seul participer aux coupes affouagères; le même droit n'appartient plus à l'étranger ordinaire.

En résumé, la loi du 23 juin 1874, maintenue sur ce point par celle du 23 novembre 1883, a adopté le deuxième système. Toutefois, bien que la loi nouvelle ait pour l'avenir mis fin à la controverse qui jusqu'alors divisait les auteurs, une question peut encore fournir matière à discussion. On peut se demander si le texte nouveau est applicable aux étrangers qui jouissaient de l'affouage avant la promulgation de la loi et s'ils devront eux aussi, pour continuer à participer aux coupes affouagères, obtenir l'admission à domicile. L'affirmative semble se dégager des déclarations faites pendant la discussion par le rapporteur au nom de la Commission : « Le projet, dit M. Mazeau, répond à « toutes les objections, puisqu'il se borne à exiger de « ceux-là mêmes à la vérité qui ont déjà figuré sur les « rôles et qui, jusqu'à présent ont joui de l'affouage une « formalité facile à remplir, en même temps qu'il éloi- « gne les vagabonds et les nomades peu soucieux de « soumettre leur passé à des investigations d'autant « plus redoutables qu'elles seront presque toujours « l'œuvre des intéressés eux-mêmes. » Nous serions

néanmoins plutôt porté à admettre l'opinion contraire car elle a pour elle le grand principe du maintien des droits acquis dont l'art 2. du Code civil a pour objet d'assurer le respect. Avec les partisans de ce système, nous inclinons à penser que « l'étranger qui est venu « s'établir en France, qui a rempli toutes les conditions « exigées par la loi en vigueur au moment de son éta-
« blissement pour être admis à prendre part à l'af-
« fouage, a acquis un droit que protège le principe de la
« non-rétroactivité des lois. Pourquoi refuserait-on ici
« d'appliquer ce principe? Est-ce que l'affouage n'est
« pas un droit réel? Est-ce que l'ordre public est inté-
« ressé à ce que ce droit soit modifié immédiatement
« par la loi nouvelle? Est-ce que ce droit une fois ac-
« quis n'a pour objet que le moment présent et ne
« s'étend pas à l'avenir? Est-ce que celui à qui il a été
« conféré n'a pas eu la légitime espérance de le con-
« server? (1) »

En somme, rien dans la loi nouvelle n'indiquant que le législateur de 1874 ait voulu faire échec à ces principes, il nous semble préférable pour trancher la question que nous discutons de faire l'application des règles générales : or, ces règles commandent la solution que nous avons proposée.

Notons enfin que la loi du 26 juin 1889, en limitant

(1) DUVERGIER : *Rec. des Lois et Décr.*, 1874, p. 224. Dans le même sens : VINCENT et PÉNAUD, V^o Affouage, n^o 10. — *Pand. Franç.*, V^o Affouage, n^o 409.

à cinq ans la durée des effets de l'admission à domicile a eu pour conséquence de réduire à la même durée l'aptitude au droit d'affouage de l'étranger muni de l'autorisation gouvernementale. Cette solution, qui peut sembler rigoureuse, ne nous paraît pas contestable : elle est en effet commandée par l'esprit même de la loi de 1874 qui subordonne le droit d'affouage à l'obtention préalable du bénéfice de l'art. 13 (1).

Avant de terminer l'étude des principales différences entre la situation de l'étranger admis à domicile et celle de l'étranger ordinaire, nous devons dire un mot de la loi du 28 mai 1853 et de l'application aux enfants étrangers de la loi sur l'instruction primaire obligatoire.

I. D'après la loi du 28 mai 1853, les étrangers admis à fixer leur domicile en France, conformément à l'article 13, pouvaient seuls faire des versements à la Caisse des Retraites pour la Vieillesse et profiter de ces versements. Cette faculté était formellement refusée à l'étranger non autorisé.

Il nous suffira d'avoir mentionné cette disposition qui n'a plus qu'un intérêt rétrospectif, puisque la loi du 12 juin 1861 a sous ce rapport assimilé purement et simplement les étrangers aux nationaux et que la loi du 20 juillet 1886 admet définitivement les étrangers à faire des versements à la Caisse des Retraites à la seule condition qu'ils résident en France.

(1) WEISS, t. II, p. 383, n. 3.

II. Une lettre du Ministre de l'Instruction publique adressée au préfet de Seine-et-Marne et relative à l'application de la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire obligatoire, établit à ce point de vue une différence entre les étrangers ordinaires et les admis à domicile : elle déclare les dispositions de la loi de 1882 applicables aux enfants d'étrangers admis à domicile et non à ceux d'étrangers résidant en France sans autorisation (1).

Cette distinction, tout à fait arbitraire, doit, selon nous, être rejetée. Si, en effet, l'obligation de l'instruction primaire n'a été motivée que par des considérations d'un caractère tout national, par le désir d'élever le niveau intellectuel et moral de la population française et de la mettre à même de pouvoir user utilement du droit de suffrage universel, on ne doit pas hésiter à dire que les étrangers échapperont à cette loi. C'est en ce sens qu'un jugement du tribunal de simple police de Céret du 28 février 1883 (2) a déclaré que la loi du 28 mars 1882 n'est ni une loi de police ni une loi de sûreté et que, comme elle atteint plus ou moins la puissance paternelle, elle ne saurait être imposée à des étrangers dont nos lois respectent l'état et la capacité personnelle. Mais, si l'on considère au contraire la loi

(1) *Rev. d'admin.*, 1883. 1. 54.

(2) *Monit. des juges de Paix*, 1883. p. 201. Dans le même sens : DETOURBET, La loi du 28 mars 1882, n° 94 et 461. — RENDU, *Code de l'inst. prim.*, n° 34.

sur l'instruction primaire obligatoire comme étant une loi d'ordre public international, d'abord à raison de son caractère répressif (elle édicte, en effet, des peines contre les contrevenants), et ensuite parce qu'elle semble avoir regardé l'enseignement primaire comme un moyen moralisateur « pouvant amener la diminution des faits délictueux sur le territoire français », alors elle s'impose comme loi de police et de sûreté à tous les étrangers qui habitent notre territoire indépendamment de toute admission à domicile (1). C'est en ce dernier sens que s'est prononcé le Ministre de l'Instruction publique dans une lettre à l'Administrateur du territoire de Belfort, en date du 7 octobre 1882 (2). Mais la première solution paraît prévaloir dans la pratique administrative (3).

En somme, on le voit, la distinction proposée par la lettre du Ministre au préfet de Seine-et-Marne ne saurait dans aucun cas être acceptée. Au point de vue de la loi de 1882, il est certain que, quelle que soit la solution à laquelle on se range, aucune différence n'existe entre la situation des enfants d'un étranger non autorisé et celle des enfants d'un étranger admis à domicile.

(1) HUC, t. I, n° 110. — LAURENT, *Dr. civ. int.*, t. V, p. 175. — WEISS, t. III, p. 513. — DESPAGNET, n° 406. — WALLON : *Rev. crit.*, 1884, p. 449. — Trib. de paix de Ressons. sur Matz (Oise), 13 juillet 1883. — *Monit. des juges de p.*, 1883, p. 358. — ALB. ROLIN, t. II, p. 96.

(2) *Rev. d'admin.*, 1882. III, 447.

(3) Avis du Cons. d'Et. et de la direction de l'enseignement primaire : *J. off.* du 13 juin 1888, Déclaration du ministre au Sénat.

CHAPITRE II

DIFFÉRENCES ENTRE LA SITUATION JURIDIQUE DE L'ADMIS A DOMICILE ET CELLE DU FRANÇAIS

En comparant la situation privilégiée de l'étranger admis à domicile à celle de l'étranger ordinaire, nous avons pu constater que la loi française soumet encore la condition de l'étranger non autorisé à un certain nombre de restrictions importantes, tandis qu'elle consacre, au contraire, au moins dans le domaine des droits privés, l'assimilation presque complète du Français et de l'étranger autorisé. Après avoir ainsi passé en revue les principaux avantages conférés à celui qui obtient le bénéfice de l'art. 13, il nous reste, pour compléter l'étude des effets de l'admission à domicile, à rechercher en quoi la situation de l'étranger domicilié diffère de celle du Français ou de l'étranger naturalisé. C'est ce que nous nous proposons de faire dans le présent chapitre.

SECTION PREMIÈRE

Droits politiques et fonctions publiques.

Tout d'abord l'étranger admis à domicile ne participe à aucun des droits politiques : sa condition est, sous ce rapport, absolument identique à celle de l'étranger ordinaire. Tant que la naturalisation ne lui a point conféré la qualité de Français, il n'est ni électeur ni éligible (nouvel art. 7, C. civ. et art. 3 de la loi du 26 juin 1889), il demeure incapable de servir dans les armées françaises à l'exception de la légion étrangère (art. 3 de la loi du 15 juillet 1889) (1), et il reste exclu de toutes les fonctions qui, soit dans l'ordre administratif soit dans l'ordre judiciaire, présentent le caractère d'une délégation de la puissance publique. Dans la sphère des droits politiques, l'admission à domicile ne confère aucun privilège : seule, la naturalisation relèvera l'étranger, soit partiellement, soit totalement, des incapacités qui pèsent sur lui de ce chef.

Notons en outre que ce ne sont pas seulement les droits politiques proprement dits qui sont inaccessibles à l'étranger non naturalisé, mais qu'il ne peut non plus

(1) Notons que l'art. 8 du décret du 11 janvier 1852 admettait à servir dans les rangs de la garde nationale l'étranger muni de l'autorisation gouvernementale.

être investi d'aucun des emplois qui sont une dépendance de la capacité politique et qui directement, ou indirectement, participent à l'exercice de l'autorité publique. Nous avons vu cependant que certaines fonctions ecclésiastiques peuvent être concédées aux étrangers munis de l'autorisation gouvernementale ; mais, à part ces hypothèses rares et exceptionnelles, les fonctions de ministre d'un culte rétribué par l'Etat ne sont, comme toutes les fonctions publiques, accessibles qu'aux Français ou aux étrangers naturalisés. Il en est de même, avons-nous dit, de toutes les charges de surveillance ou d'enseignement dans les établissements de l'Etat.

Toutefois, la règle qui exclut les étrangers même admis à domicile de tous les droits qui, sans être des droits politiques proprement dits, sont considérés comme une dépendance de la capacité politique, soulève dans un certain nombre de cas des difficultés que nous devons signaler.

1^o *Profession d'avocat.*

On peut se demander d'abord si l'étranger autorisé à établir son domicile en France peut y être admis à la profession d'avocat. Nous inclinons à penser, avec la grande majorité des auteurs, que seul l'étranger devenu Français par la naturalisation peut faire partie du

Barreau français et que l'admission à domicile ne lui confère sous ce rapport aucun privilège. L'inscription au tableau est la source de certains droits (tels que celui de recevoir une sorte de délégation judiciaire pour signer les consultations intéressant les mineurs et celui de remplacer dans certains cas les juges ou les officiers du ministère public), qui font de la profession d'avocat un véritable mandat public. Par suite, une simple autorisation de domicile ne saurait relever l'étranger de cette incapacité qui est d'ordre politique. Au surplus, « la position de l'étranger admis à établir « son domicile en France est tout à fait précaire et dé- « pendante du gouvernement qui peut toujours retirer « son autorisation : or, l'avocat placé dans de telles « conditions n'aurait pas l'indépendance nécessaire à « l'exercice de la profession (1) ».

2^e Fonctions d'arbitre et d'expert.

Une autre question controversée est celle de savoir si l'étranger peut être nommé arbitre volontaire. Pour ceux qui estiment que les arbitres, pouvant faire cer-

(1) BÉTOLAUD : Rapport à la séance du cons. de l'ordre du 24 janvier 1865. — CRESSON, *Us. et Règles de la Prof. d'avocat*, t. I, p. 42 et S. — *Pand. Franç.*, v^o Avocat, n^o 343. — WEISS, t. II, p. 151. — Cons. de l'ordre de Grenoble 6 février 1830. (S. 32. 2. 96. — Cons. de Marseille 12 août 1840, S. 40. 2. 533.

tain^os actes d'instruction, donner date certaine à leurs procès-verbaux, constater jusqu'à inscription de faux les dires et aveux des parties, sont investis d'une véritable délégation judiciaire, la réponse n'est pas douteuse, il faut sans hésitation décider qu'une pareille mission ne saurait être confiée à aucun étranger même autorisé à domicile (1).

Mais, si l'on pense au contraire que l'arbitre ne remplit à aucun titre un mandat public, parce qu'il tient ses pouvoirs non de la loi mais d'un accord intervenu entre les parties, et que, d'autre part, ses sentences sont par elles-mêmes dépourvues de toute force exécutoire, si en un mot on considère l'arbitrage comme une convention appartenant au droit des gens, alors il est manifeste que la qualité d'étranger ne sera pas une cause d'incapacité et que tout étranger pourra être choisi comme arbitre en dehors même du cas d'admission à domicile (2).

On discute aussi le point de savoir si les fonctions d'expert doivent être considérées comme un mandat ordinaire pouvant être confié à tous ceux que la loi n'en déclare pas indignes, ou comme une mission officielle, un démembrement de l'autorité judiciaire,

(1) DALLOZ, v^o *Droit civil*, n^o 493.

(2) AUBRY et RAU, t. I, n^o 77. — HUG, t. n^o 276. — BAUBRY et HOUQUES, t. I, n^o 609. — WEISS, t. II, p. 157. — BEUDANT, t. I, n^o 82. — *Pand. Franç.*, v^o *Arbitr. civ.* n^o 2192 et s. — ROUSSEAU et LAISNEY, v^o *Arbitrage*, n^o 43. — C. de Chambéry 15 mars 1875. D. 77, 2, 93.

inaccessible à tout étranger même admis à domicile. C'est dans le premier sens que se prononcent en général la doctrine et la jurisprudence (1).

A cette solution, qui nous semble la plus exacte, une loi du 30 novembre 1892 nous oblige à apporter une restriction : on ne peut, d'après l'art. 44 de cette loi, désigner pour procéder aux expertises médicales que « des docteurs en médecine français ». Les fonctions de médecins experts près les tribunaux sont donc de celles qui ne peuvent être exercées en France par des étrangers même admis à domicile.

3° *Syndics de Faillite.*

Tandis que bon nombre de commentateurs sont d'avis que les liquidateurs judiciaires et les syndics de faillite, nommés par la justice, reçoivent un véritable mandat public qu'ils ne peuvent exercer qu'autant qu'ils sont citoyens français, d'autres pensent au contraire (et cette opinion nous paraît préférable) que les liquidateurs et syndics ne peuvent être assimilés à des citoyens chargés d'un service public : ils n'exercent en effet aucune portion de la puissance publique ; ce sont

(1) Crim. cass. 16 décembre 1847. D. 47. 4. 238. — C. de Nancy, 9 février 1886. D. 87. 2. 25. Note de M. GLASSON. — GARSONNET, *Tr. de proc. civ.*, t. II, n° 347. — BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 609. — WEISS, t. II, p. 158.

de véritables mandataires, « les mandataires privés « tant de la masse des créanciers que du débiteur in-solvable » (1), et par suite la qualité d'étranger n'est pas sous ce rapport une cause d'incapacité.

Suivant un autre système, le droit d'être liquidateur judiciaire ou syndic d'une faillite devrait être rangé parmi les droits civils que les articles 11 et 13 réservent aux nationaux ou aux étrangers admis en France à la jouissance des droits civils. Ce système semble avoir été implicitement consacré par un arrêt de la Cour de cassation du 7 janvier 1862 (2), et cependant la Cour, prenant comme point de départ cette idée que la mission donnée au syndic est une délégation publique, aurait dû, croyons-nous, conclure que tout étranger, même celui qui a obtenu le bénéfice de l'art. 13, est incapable de recevoir un pareil mandat.

4^e Fonctions de la Tutelle.

Renvoyant à ce que nous avons dit plus haut au sujet de la tutelle (3), nous nous bornerons ici à rappeler que, si l'on considère dans tous les cas les fonctions de

(1) WEISS, t. II, p. 159. — Nancy, 8 mai 1875. *J. d. int. pr.*, 1877, p. 144.

(2) *Gaz. des Trib.* du 8 janvier 1862. — BARRILLET, *Rev. prat.*, 1863, p. 556. — DALLOZ, v^o Faillite, n^o 416.

(3) V. *Supra*, p. 91 et s.

la tutelle comme de véritables charges sociales, il faut nécessairement en conclure qu'elles ne peuvent être exercées que par des citoyens français ou par des étrangers naturalisés. On refusera alors à l'étranger admis à domicile le droit d'être tuteur, subrogé-tuteur ou membre d'un conseil de famille

Incapacités diverses.

Un certain nombre de droits que la loi semble considérer comme des dépendances de la capacité politique et pour l'exercice desquels elle exige, en conséquence, outre la jouissance des droits civils, la qualité de citoyen français, se trouvent ainsi refusés à l'étranger même au cas d'admission à domicile. Mentionnons quelques-unes des incapacités qui, de ce chef, pèsent sur l'étranger.

1^o Incapacité d'être témoin dans un testament. Reproduisant la disposition de l'ordonnance de 1735 qui n'admettait comme témoins dans les testaments que les régnicoles, c'est-à-dire les citoyens français, l'article 980 du Code civil ne permet de figurer comme témoins dans les testaments qu'à ceux qui possèdent non seulement la jouissance des droits civils, mais encore la qualité de *sujets du Roi* (dernière édition officielle de 1816) ou de *républicoles* (première édition du Code civil). Il s'ensuit que cette incapacité survit à un simple

décret d'autorisation et ne disparaît que par la naturalisation (1).

2° Incapacité de figurer comme témoin dans un acte notarié et dans une procédure de saisie. La loi du 25 ventôse an XI (art. 9) réserve aux seuls citoyens français la faculté d'être témoins dans les actes notariés, et de l'article 585 du Code de procédure civile il résulte que, même admis à domicile, un étranger ne peut jouer le rôle de témoin dans une procédure de saisie.

Au contraire, un étranger assisterait valablement comme témoin à la rédaction d'un acte de l'état civil, car l'art. 37 du Code civil n'exige en pareil cas des témoins que le sexe masculin et l'âge de 21 ans (2). Rien ne s'oppose non plus à ce qu'un étranger soit entendu comme témoin en justice.

3° Même autorisés à domicile, les étrangers ne peuvent être gérants responsables d'un journal ou écrit périodique (loi du 23 juillet 1881, art. 6), ni directeurs ou administrateurs de syndicats professionnels (loi du 21 mars 1884, art. 4).

(1) TOULLIER, t. V, n° 395. — DURANTON, t. IX, n° 405. — AUBRYET RAU, t. VII, n° 670. n. 41. — BAUDRY ET COLIN : *Tr. des Donations et Test.*, t. II, n° 2185. — DEMOLOMBE, t. XXI, n° 182. — LAURENT, t. XLII, n° 259. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 40. — C. de Rennes, 11 août 1809. S. 1810. 2. 9. — Cass. 23 janvier 1811 : DALLOZ, Rép., v° Dispositions, n° 3170. — C. de Colmar, 26 décembre 1860. S. 61. 2. 265.

(2) Depuis la loi du 7 décembre 1897, le sexe masculin n'est même plus exigé et la condition d'âge est la seule requise.

4° D'après le décret du 21 avril 1882 (art. 1 et 2) le marin étranger ne peut être officier ou mécanicien à bord d'un navire français. Cette exclusion, que faisait autrefois disparaître l'admission à domicile (Décr. du 28 janvier 1857 et du 2 octobre 1880, art. 5), survit depuis le décret nouveau à l'autorisation obtenue.

5° Il résulte de textes divers que l'étranger même admis au bénéfice de l'art. 13 du Code civil ne peut être ni propriétaire pour plus de moitié d'un navire de nationalité française (Loi du 3 juin 1845, art. 11), ni se livrer à la pêche sur un navire étranger dans les eaux territoriales françaises (loi du 1^{er} mars 1888, art. 1 ; Décr. du 19 août 1888), ni faire le cabotage sur nos côtes ou entre les deux rives françaises de la Méditerranée (Décr. du 21 sept. 1793, art. 4 ; Loi du 2 avril 1889).

Notons enfin que plusieurs administrations et notamment les Compagnies de chemin de fer exigent de leurs ouvriers et employés la qualité de Français et ne reçoivent les étrangers qu'autant qu'ils sont naturalisés (1).

Droit à l'assistance.

Relativement au droit à l'assistance, l'admission à domicile ne peut, nous semble-t-il, conférer à l'étran-

(1) Voir notamment les Instructions du Directeur de la Cie d'Orléans au mois d'août 1887 : *J. d. int. pr.* 1888, p. 295.

ger aucune aptitude particulière. Il est impossible en effet de faire entrer l'aptitude au secours parmi les droits dont l'article 13 procure la jouissance à l'étranger autorisé, et aucune autre disposition légale ne fait sous ce rapport une situation privilégiée à l'étranger domicilié (1).

Ainsi, d'après la loi du 15 juillet 1893, les étrangers, quels qu'ils soient, n'ont en l'absence d'un traité aucun droit à l'assistance dans nos hôpitaux. En fait, il est vrai, l'assistance ne sera jamais refusée aux étrangers ; mais à leur égard elle n'est point obligatoire même au cas d'autorisation de domicile.

Extradition.

Au point de vue du droit pénal, la situation des étrangers légalement domiciliés en France est absolument identique à celle des étrangers non autorisés. Les uns comme les autres peuvent être extradés à raison des infractions qu'ils ont commises sur notre territoire, tandis qu'il est de règle en droit international que les Etats refusent toujours l'extradition de leurs nationaux (2).

(1) H. DERQUIN et F. WORMS : *Les étr. en Fr. au p. de vue de l'Assistance*, *J. d. int. pr.*, 1890, p. 545.

(2) BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 611. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 35. — DESPAGNET, n° 52 bis 1°.

SECTION DEUXIÈME

Droits privés.

Nous venons de voir que, dans la sphère des droits politiques, un assez grand nombre d'incapacités pèsent en France sur les étrangers même lorsqu'ils peuvent se prévaloir d'un décret d'autorisation. Il nous reste à montrer que, même au point de vue du droit privé, la situation de l'étranger admis à domicile se sépare à plusieurs égards de celle du Français pour se confondre avec celle de l'étranger ordinaire.

1° *Possibilité de retirer l'autorisation.* — Et d'abord l'autorisation de domicile est précaire de sa nature. Le gouvernement, avons-nous dit, peut la retirer quand bon lui semble, et, une fois la révocation de l'autorisation prononcée, l'étranger perd de plein droit la jouissance des droits civils en France.

Sous ce rapport, la condition du Français ou de l'étranger naturalisé est de beaucoup préférable : ils ne peuvent en effet être privés de leurs droits civils qu'en vertu de la loi ou d'un jugement.

2° *Durée limitée des effets de l'autorisation.* — En dehors du cas de retrait de l'autorisation, l'étranger perd encore le bénéfice de l'admission à domicile dès qu'il s'établit définitivement dans un autre pays :

par cela seul qu'il cesse de résider en France, il cesse aussi de jouir de nos droits civils. Cette jouissance est en outre limitée dans tous les cas à une durée de cinq années.

Rien de pareil pour le Français de naissance pas plus que pour celui qui l'est devenu par la naturalisation. Ils conservent l'un et l'autre la jouissance de leurs droits, même en dehors de notre territoire et pendant un temps indéfini. Ils ne peuvent perdre leur qualité et les droits qui y sont attachés que dans des cas exceptionnels, par suite de certaines condamnations judiciaires.

3° *Situation des enfants.* -- La condition des enfants d'un étranger, qu'il ait ou non été admis à domicile, est toute différente de celle des enfants d'un Français. Tandis que ceux-ci sont Français, qu'ils naissent en France ou à l'étranger (art. 8 1° C. civ.), les enfants d'un étranger admis à domicile, comme ceux d'un étranger ordinaire, ne sont Français que si leur père est lui-même né en France (art. 8. 2°, rédaction de 1893). En dehors de cette hypothèse, ils ne sont traités comme naturels français ou admis au bénéfice de la naturalisation de faveur que sous certaines conditions indiquées par les art. 8 et 9 du Code civil. Ces textes ne faisant aucune distinction entre les différentes classes d'étrangers, les règles qu'ils posent doivent s'appliquer toutes les fois que les parents sont restés étrangers, alors même que, tout en conservant leur nationalité,

ils se seraient fixés en France et y auraient obtenu un décret d'autorisation. Les enfants issus de parents admis à domicile ne sont donc pas mieux traités que ceux d'étrangers ordinaires : seuls, les enfants d'étrangers naturalisés sont, comme ceux des Français, Français dans tous les cas.

Un auteur (1) a pourtant soutenu que l'enfant né en France d'un étranger qui était admis à la jouissance des droits civils était « Français par droit de naissance et sans aucune formalité. » Mais cette opinion n'est pas admissible, car elle est tout à fait contraire au texte même des articles 8 et 9 du Code civil (2).

Notons d'ailleurs, ce qui vient encore à l'appui de notre solution, que lors de la rédaction de la loi de 1849 on proposa un amendement tendant à faire considérer comme Français les enfants de l'étranger autorisé à résider en France, mais que cet amendement ne fut point discuté.

4° *Statut personnel*. — Nous arrivons à la différence la plus importante qui existe dans le domaine du droit privé entre l'étranger admis à domicile et le Français : nous allons établir en effet que, tandis que le Français est, quant à son état et à sa capacité, régi par la loi française, l'étranger même autorisé continue à être soumis à son statut national.

(1) DELVINCOURT, t. I, p. 489, note 3.

(2) BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 364. — WEISS, t. I, 87.

De l'art. 3 du Code civil qui porte que « les lois concernant l'état de la capacité des personnes régissent les Français même résidant en pays étranger », on peut induire que les lois du statut personnel suivent ceux qu'elles régissent en quelque territoire qu'ils se trouvent : par suite, d'une part les lois personnelles françaises continuent à régir les Français domiciliés en pays étranger, et, réciproquement, les étrangers résidant en France restent, au point de vue de leur état et de leur capacité, justiciables de leurs lois nationales. Mais ces principes s'appliquent-ils indistinctement à tout étranger ? Ne faut-il pas dans certaines hypothèses y apporter des tempéraments et ne doit-on pas admettre, par exemple, que l'autorisation de domicile a pour effet d'assujettir celui qui l'a obtenue aux lois de la nation où il a désormais son domicile ? Tel est le grave problème que nous devons essayer de résoudre : après avoir discuté la controverse qu'il soulève, nous en montrerons les principaux intérêts.

D'après un premier système, l'admission à domicile aurait pour conséquence d'assimiler entièrement, au point de vue qui nous occupe, l'étranger autorisé au Français. « Le changement de domicile, disait Pothier, délivre les personnes de l'empire des lois du domicile qu'elles quittent et les assujettit à celle du lieu du nouveau domicile qu'elles acquièrent (1). »

(1) Cout. d'Orléans, ch. 1, art. 1, n° 13.

Il y a donc, affirment les partisans de ce système, une corrélation étroite entre le domicile d'une personne et la loi qui gouverne l'état et la capacité de cette personne. Dès lors, celui qui demande l'autorisation d'établir son domicile en France consent par là même à se soumettre à toutes les lois privées applicables aux Français. On ajoute que la pensée des rédacteurs de l'art. 13 du Code civil a été d'assimiler complètement sous le rapport du droit privé l'étranger admis à domicile au national, de le faire participer à tous les avantages de la loi civile française : or, dit-on, l'assimilation ne serait qu'apparente si l'on faisait dépendre le statut personnel de la nationalité et non du domicile, car l'étranger privilégié serait dans l'impossibilité de réclamer le bénéfice d'institutions inconnues ou proscrites dans sa législation nationale. Un Anglais, par exemple, bien qu'admis à la jouissance des droits civils en France, ne pourrait y participer à un contrat d'adoption ni reconnaître et légitimer un enfant naturel, puisque les lois anglaises n'admettent ni la reconnaissance ni l'adoption (1).

Suivant un autre système qui nous paraît le seul acceptable, l'autorisation de domicile obtenue par l'étranger en France ne lui faisant pas acquérir la qualité de Français et le laissant membre de sa nation, le laisse soumis

(1) DEMANGEAT : *Hist. de la condit. civ. des étr.*, p. 414, n° 89. — FOELIX et DEMANGEAT, *Dr. int. pr.*, t. I, n° 28, note b. — DALLOZ, *Rép.*, v° *Droit civil*, n° 408.

quant à son état et à sa capacité au statut personnel de son pays d'origine. Avec les partisans de cette deuxième opinion, nous pensons que le Code civil s'est écarté de la doctrine de Pothier, et que dans notre législation actuelle le statut personnel n'est modifié que par un changement de nationalité et non par un simple changement de domicile. Le système que nous repoussons confond deux questions bien distinctes, celle de la jouissance des droits civils et celle des conflits entre les lois françaises et étrangères. Sans doute l'art. 13 place l'étranger domicilié sur la même ligne que le Français quant à la jouissance des droits civils ; mais ce texte ne s'occupe point de rechercher d'après quelle loi seront réglementés les droits accordés à l'étranger autorisé. Cette seconde question, tout à fait étrangère à l'art. 13, doit être résolue d'après les principes généraux du droit international et d'après les règles posées dans l'art. 3 du C. civ. Or, de ce texte et de ces principes, il résulte que c'est de la nationalité et non du domicile que dépendent l'état et la capacité et que les lois personnelles françaises ne peuvent s'appliquer à l'étranger que lorsqu'il a acquis la nationalité française. Par conséquent, l'étranger restant étranger après l'admission à domicile, les lois auxquelles il obéissait avant d'avoir sollicité le décret d'autorisation lui demeurent applicables après qu'il l'a obtenu : comme par le passé, nos lois de statut personnel n'ont sur lui aucun empire.

Ajoutons que, au point de vue rationnel, cette solu-

tion est la seule satisfaisante, et, pour résumer les graves objections que soulève la théorie du domicile en même temps que les avantages du système de la nationalité, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire les termes mêmes dont se sert M. Chausse (1) :

« Le domicile, dit-il, est du domaine de la volonté :
« or, l'état et la capacité sont imposés par la loi ; il y a
« donc contradiction entre le principe et les situations
« auxquelles on veut l'appliquer. En outre, le lien
« domiciliaire est précaire, puisqu'il est à la discrétion
« de l'individu et peut être brisé par un arrêté d'expul-
« sion. Le lien national, au contraire, est plus stable ;
« moins sujet à variations, il assure la permanence de
« l'état, il satisfait mieux aux besoins juridiques aux-
« quels doit pourvoir la condition des personnes.
« Enfin, la nationalité est un élément plus intime,
« plus caractéristique de l'individualité, tandis que
« l'autre est extérieur et souvent fortuit : aussi le chan-
« gement de patrie implique-t-il une rupture avec le
« passé et comme le commencement d'une nouvelle
« existence juridique ». Ce sont les mêmes idées qu'un
autre jurisconsulte résume plus brièvement encore en
ces termes : « Le simple fait du domicile en vertu du-
« quel se sont établis certains rapports entre l'individu
« et le souverain territorial ne peut détruire les rap-
« ports plus intimes et plus durables que le même

(1) Article sur le Rôle international du domicile : *J. d. int. p.*, 1897.
p. 20.

« individu a avec la souveraineté nationale (1). »

La presque unanimité des auteurs, acceptant ce deuxième système, refusent d'attribuer au fait du domicile acquis en France par un étranger, même avec l'autorisation du gouvernement, l'effet de soumettre le statut personnel de cet étranger à la loi française (2). La jurisprudence, après quelques hésitations, semble elle-même définitivement fixée en ce sens. Un arrêt déjà ancien de la Cour de Paris (3) a fait de cette doctrine une intéressante application. Un capucin espagnol qui avait, par décret du 25 janvier 1809, obtenu la jouissance des droits civils en France, se maria à Paris le 7 mars suivant. L'union ne fut pas heureuse, et la femme, apprenant que son mari était un moine espagnol, demanda la nullité du mariage, en se fondant sur les dispositions du statut espagnol qui frappe les religieux et les prêtres de mort civile et les rend incapables de se marier. Le défendeur répondit que, ayant obtenu la jouissance des droits civils en France,

(1) FIORE (trad. Antoine), *Dr. int. pr.*, p. 87.

(2) DURANTON, t. n° 141. — DEMOLOMBE, t. I, n° 266. — LAURENT, *Dr. civ. int.*, t. III, n° 265 et 378. — AUBRY et RAU, 5^e édit., t. I^{er} p. 144, note 24. — BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 614. — BROCHER, *Dr. int. pr.*, t. I, p. 166 et s. — FIORE, *loc. cit.* — L. DURAND, *Dr. int. pr.*, n° 244. — FÉRAUD-GIRAUD : Article dans *J. d. int. pr.*, 1880, p. 155 et s. — ROUGELOT DE LIONCOURT, *Confl. des lois pers. franç. et étr.*, p. 51 et s. — LABBÉ, *Rev. crit.*, 1883, XII, p. 460. — SURVILLE, *Rev. crit.*, 1889, XVIII, p. 479. — WEISS, Note dans *Pand. Fr.* 1893, v. 17, — Tournade : *J. d. int. pr.*, 1895, p. 496 — WEISS, t. III, p. 161 et s.

(3) C. de Paris, 13 juin 1814. DALLOZ, *Rép.*, v° *Droit civil*, n° 408, note 2.

il devait quant à la capacité être traité comme un Français et soumis non aux lois espagnoles mais aux lois françaises. Admis par le tribunal civil de la Seine, ce système fut repoussé par la Cour de Paris qui déclara que le décret d'autorisation, impuissant à effacer une incapacité inhérente à la personne, effet inévitable de la loi nationale, n'avait pu avoir pour résultat « de métamorphoser un Espagnol en Français » et que le seul effet de l'admission à domicile était de rendre l'étranger résidant en France apte à y faire ceux des actes civils que ne lui interdisait pas sa loi d'origine.

Tout en approuvant le point de départ de la Cour de Paris, M. Laurent critique la solution qu'elle a adoptée : la loi française qui a aboli la mort civile frappant les clercs et les religieux, est, dit cet auteur, « une de ces lois de droit public et d'ordre social qui dominent le statut personnel » ; il s'ensuit que dans l'espèce la loi territoriale française s'opposait à l'application du statut national de l'étranger (1).

A cette argumentation, d'autres auteurs répondent que sans doute l'ordre public international s'oppose à ce que l'on applique à l'état ou à la capacité d'un étranger une loi qui pourrait être considérée en France comme contraire à la morale ; mais tel n'est point, affirment les partisans de cette deuxième opinion, le

(1) LAURENT, *Dr. civ. int.*, t. III, n° 378. — WEISS, t. III, p. 382 et p. 421 et s. — DEJAME : *J. d. int. pr.*, 1892, p. 116. — Note de CHAVEGRIN : Sirey, 1886. 4. 1. OLIVI : *Rev. de dr. intern.*, 1883, p. 223.

caractère de l'incapacité résultant de l'ordination ou de la profession religieuse, et en effet ce n'est pas une déchéance contraire à la liberté religieuse, mais bien la sanction d'un engagement librement contracté. Dès lors, regarder un pareil engagement comme contraire en France à l'ordre public, ce serait « déclarer » incompatible avec l'ordre public l'existence du clergé « catholique reconnu cependant par le Concordat (1) ».

Quoi qu'il en soit de cette controverse qui, en somme, dans la question qui nous occupe n'a qu'une importance secondaire, il n'en est pas moins certain que le point de départ de l'arrêt de Paris échappe à toute critique : le statut personnel d'un étranger ne peut être modifié que par un changement de nationalité; tant que cet étranger conserve sa nationalité, il demeure, alors même qu'il obtiendrait chez nous la jouissance des droits civils, soumis quant à son état et à sa capacité à sa loi d'origine. Ce principe a été maintes fois proclamé par la jurisprudence et de nombreuses décisions judiciaires ont reconnu que l'étranger admis en France à l'exercice des droits civils ne l'est que dans la limite de sa capacité individuelle, capacité qui doit être appréciée d'après sa loi nationale (2).

Il y a cependant, nous devons le reconnaître, plu-

(1) AUDINET : *Précis de dr. int. pr.*, n° 513. — Dans le même sens : MERLIN, *Rép.*, v° *Loi*. VI. n° 6. VAZEILLE, *Du mariage*, t. I. n° 187. — AUBRY et RAU, t. I, n° 34, p. 145. — LOUICHÉ-DESFONTAINES : *Infl. de l'émigr. sur l'ét. des personnes*, p. 173.

(2) C. de Chambéry 15 juin 1869. S. 70. 2. 214. — C. de Paris, 21 juillet

sieurs hypothèses où par la force même des choses notre règle ne peut pas s'appliquer.

1° Si, par exemple, l'autorisation de domicile obtenue par l'étranger en France a eu pour conséquence de lui faire perdre sa nationalité, il est manifeste, l'étranger n'ayant plus de loi nationale, que sa capacité ne peut être régie que par la loi française, sous l'empire de laquelle il s'est volontairement placé.

2° L'étranger domicilié en France serait encore nécessairement soumis à la loi française s'il n'avait pas de nationalité connue (1).

3° Il peut se faire, d'autre part, que la loi nationale de l'étranger prenne le domicile comme base du droit international privé en matière de statut personnel : dans ce cas encore la loi française nous semble devoir être appliquée à la seule condition que, d'après la loi étrangère qu'il s'agit d'appliquer, le domicile concédé conformément à l'art. 13 du C. civ. soit suffisant pour donner compétence à la *lex domicilii*. Plusieurs auteurs repoussent cette solution (2); mais, malgré les objec-

1883. La Loi du 11 août 1883. — Trib. Seine 26 avril 86 et 14 juin 87. *J. d. int. pr.*, 1889, p. 104. — Trib. Seine 11 décembre 89. *J. d. int. pr.*, 1889, p. 814. — 18 juin 1896. *Gaz. des Tribun.* du 30 juin 1896. — Trib. de Vesoul 15 décembre 1896. *Pand. Franç.*, 1897. V. 19 et *J. d. int. pr.*, 1897, p. 335.

(1) Trib. Seine, 23 février 1883. *J. d. int. pr.*, 1883, p. 388.

(2) LABBÉ : *J. d. int. pr.*, 1885, p. 5 et s. — LAINÉ : *J. d. int. pr.*, 1894, p. 248, et 1896, p. 241 et s. — PILLET : *J. dr. int. pr.*, 1894, p. 721. — TOURNADE : *J. dr. int. pr.* 1895, p. 488 et s. — DESPAGNET, n° 158. — SURVILLE et ARTHUYS, *op. cit.*, n° 30.

tions, très sérieuses assurément, que l'on peut soulever contre elle, elle est peut-être, somme toute, la meilleure en pratique, car « il y a intérêt à rendre une « sentence identique à celle qu'aurait donnée le tribunal national lui-même s'il avait été appelé à statuer ; « de la sorte, on n'aura pas à craindre que l'exequatur « soit refusé par les juridictions nationales à la sentence « émanant des autorités étrangères (1) ». Ajoutons que c'est cette solution qui triomphe en jurisprudence.

4° Il est possible enfin que l'étranger domicilié désire invoquer un droit consacré par la loi française et inconnu dans la législation de son propre pays. Il est bien évident qu'on ne pourra alors exiger de lui que les conditions spéciales de capacité auxquelles nos lois subordonnent l'exercice de ce droit. Au surplus, même dans cette hypothèse, le statut personnel recouvrerait tout son empire s'il s'agissait d'un droit que la législation nationale de l'étranger lui refuse par des considérations d'ordre public (2).

A part les cas exceptionnels que nous venons de mentionner, la règle est donc qu'après comme avant le décret d'admission, c'est par la loi étrangère que

(1) CHAUSSE : *J. d. int. pr.*, 1897, p. 23. SIC : *Brocher*, t. I. p. 167. — HUC, t. I, n° 141. — BAUDRY et HOUQUES, t. I, n° 207. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 282, et t. III, p. 77 à 81 et p. 160.

(2) DALLOZ, *supp.*, v° *Lois* n° 282, et v° *Droit civil*, n° 231. — DEMANTE et COLMET de SANTERRE, t. I, n° 44 bis 11. — BAUDRY et HOUQUES, t. I. n° 615. — ROUGELOT de LIONCOURT, p. 53. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 283 et t. III, p. 162.

continue à être mesurée la capacité de l'étranger autorisé. Les conséquences de ce principe sont considérables et rendent, même sous le rapport du droit privé, la condition de l'admis à domicile sensiblement différente de celle du Français. Ainsi, c'est la loi étrangère qu'il faut consulter pour savoir si l'étranger est majeur ou mineur, enfant légitime ou naturel, c'est à elle que l'on doit se référer pour décider s'il est capable d'exercer tel droit ou de passer tel acte. Un sujet autrichien ou hollandais, par exemple, autorisé à établir son domicile en France, y acquerra dès sa majorité la plénitude des droits civils ; mais l'époque de cette majorité sera fixée, non d'après la loi française à 21 ans, mais d'après la loi autrichienne à 24 ou d'après la loi hollandaise à 23 ans. De même un Anglais ou un Espagnol résidant et même domiciliés en France pourront s'y marier dès 12 (pour les femmes) ou 14 ans (pour les hommes), âges fixés par les lois anglaise et espagnole. A cette dernière solution, on pourrait être tenté d'objecter qu'un semblable mariage serait en France contraire à l'ordre public ou à la morale : mais il n'en est rien, car si la règle de la loi française est différente, cela tient uniquement à des questions de climat et de mœurs. En réalité, le législateur de chaque pays est seul compétent pour fixer le moment où ses nationaux seront considérés comme ayant l'aptitude physique et morale nécessaire pour contracter mariage, et il est indifférent à la France qu'un étranger se marie chez nous

avant d'avoir atteint l'âge fixé par le Code civil (1).

Ces quelques exemples suffisent à montrer le grand intérêt pratique de la controverse que nous venons de discuter. La doctrine que nous avons adoptée conduit à l'application de la loi nationale de l'étranger même admis à domicile dans toutes les matières touchant au statut personnel. Ne pouvant entreprendre de donner ici même une simple énumération de toutes les lois qui présentent le caractère de lois personnelles, nous devons nous borner à constater avec M. Asser qu'il faut ranger parmi ces lois « toutes celles qui concernent
« la qualité d'enfant légitime ou illégitime, la ma-
« jorité et la minorité, l'état de mariage ou de célibat, le
« divorce, la filiation, la puissance paternelle, l'adop-
« tion, l'émancipation, la tutelle, l'autorité maritale et
« les droits de la femme mariée, en un mot toutes les
« lois qui déterminent les rapports juridiques d'une
« personne avec sa famille, ainsi que celles qui déter-
« minent si elle est capable et dans quelle mesure
« elle est capable de faire des actes juridiques (2). »

Sans insister plus longuement sur la distinction des statuts personnels et des statuts réels, nous devons cependant examiner encore une question qui se rattache étroitement à notre sujet et qui soulève une délicate

(1) FIORE, *op. cit.*, p. 180. — LAURENT, t. IV, p. 551. — BEUDANT : *Explic. du titre prélim. du Code civ.*, p. 171. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 447 et s., et t. III, p. 417 et s. — P. PIC, *Du mariage en dr. int.* (thèse, 1885), p. 156. — ALB. ROLIN, t. II, p. 44.

(2) ASSER (trad. Rivier : *Elém. de dr. int. pr.*, n° 18.

et intéressante controverse. Cette question est celle de savoir quel est le caractère de la loi qui régit la dévolution de la succession mobilière.

Les successions immobilières laissées en France par des étrangers sont, en général, considérées comme dépendant du statut réel et par suite régies par la loi française : c'est du moins ce que décide une jurisprudence constante. Une règle différente semble devoir être admise pour les successions mobilières : lorsqu'un étranger meurt en France, c'est sa loi nationale qui doit, croyons-nous, présider à la transmission héréditaire de ses meubles. En effet, les meubles envisagés comme formant une universalité n'ont point de situation : ils se confondent avec la personne à laquelle ils appartiennent et doivent être gouvernés par les mêmes lois qu'elle, ce qui revient à dire que les dispositions concernant la dévolution des successions mobilières sont de statut personnel, et puisque, ainsi que nous croyons l'avoir établi, c'est la nationalité et non le domicile qui détermine le statut personnel, il s'ensuit que la dévolution de la succession mobilière doit être réglée par la loi nationale du *de cuius*.

Les règles admises dans notre ancien droit ne contredisent nullement cette solution. Sans doute, on appliquait alors le principe *Mobilia sequuntur personam*, et l'on faisait régir les successions mobilières par la loi du domicile du défunt. Mais, tandis que Dumoulin (1),

(1) *Cout. d'Auvergne*, art. 41, ch. XII.

Boullenois (1), Pothier (2) et un grand nombre d'autres jurisconsultes disaient, à l'appui de cette solution, que les meubles n'ayant point d'assiette fixe devaient être réputés situés au domicile du défunt, plusieurs interprètes, et notamment d'Argentré, étaient conduits à la même conclusion par un raisonnement tout différent : ils soumettaient les meubles aux mêmes lois que la personne de leur propriétaire, c'est-à-dire à la loi du domicile du défunt, parce qu'ils les regardaient comme des accessoires de la personne à laquelle ils appartenaient. D'Argentré résumait cette doctrine en ces termes : « *Mobilia situm habere negantur, nec loco continere dicuntur propter habilitatem motionis et translationis ; quare statutum de bonis mobilibus vere personale est* (3). » De ces deux raisonnements, celui de d'Argentré est, nous semble-t-il, tout aussi satisfaisant que l'autre : or, il aboutit à faire dépendre la dévolution des successions mobilières de la loi personnelle du défunt qui, dans notre ancien droit, était la loi du domicile, mais qui, dans notre législation actuelle, est la loi nationale.

Au surplus, cette règle, que quelques auteurs récents proposent d'étendre même aux successions immobilières (4), est sans contredit la plus conforme à l'esprit de notre législation qui, pour la dévolution des succes-

(1) *Tr. de la Person. des Lois*, t. I, p. 338.

(2) *Introd. gén. aux Cout.*, n° 24.

(3) *Cout. de Bretagne*, art. 218, glose 6, n° 30.

(4) WEISS, *Tr. élém.*, p. 680 et autorités citées à la note 2 de la p. 681.

— Art. 6 du projet de révision du Code civil belge.

sions *ab intestat*, s'inspire avant tout de la volonté du *de cujus* et de ses affections présumées. S'il ne laisse point de testament, le défunt est censé s'en rapporter purement et simplement aux dispositions de sa loi personnelle, la seule dont il connaisse ou soit réputé connaître les prescriptions, et il est tout naturel que la transmission de son patrimoine dépende de la loi qui, gouvernant sa personne et organisant sa famille, est aussi, suivant la remarque de M. Laurent, « l'expression de ses sentiments et de ses idées, on peut ajouter de sa volonté. »

Ces principes devront, croyons-nous, s'appliquer même dans le cas où le *de cujus* serait un étranger légalement domicilié en France. Dès lors, en effet, que cet étranger continue après l'admission à domicile à être régi par sa loi d'origine, cette loi doit régler non seulement son état et sa capacité, mais aussi la dévolution de sa succession mobilière (1).

Tel n'est point le système de la jurisprudence. Elle n'admet pas comme nous que la transmission du patrimoine mobilier dépende dans tous les cas de la loi nationale du défunt. Mais, partant du principe que la succession mobilière doit être dévolue d'après la *lex domicilii*, elle établit une distinction entre le cas où le

(1) SAVIGNY, VIII, n° 375 et s. — LAURENT, *Dr. civ.*, t. I, n° 458 et t. VI, n° 461 ; — *Dr. civ. int.*, t. III, n° 379. — FIORE, p. 601 et s. — ASSER et RIVIER, p. 436. — L. RENAULT, *J. de dr. int. pr.*, 1875, p. 343. — WEISS, *Tr. élém.*, p. 681. — DESPAGNET, n° 558 et 559. — LAINÉ : *J. de dr. int. pr.*, 1887, p. 29. — JACQUES : *Rev. de dr. int.*, 1886, p. 572. — ALB. ROLIN : *Elém. de dr. int. pr.*, t. I, n° 464.

défunt n'avait en France qu'un simple domicile de fait et celui où il y était établi avec autorisation du gouvernement. Elle reconnaît que, dans la première hypothèse, c'est la loi d'origine du *de cujus* qui doit être appliquée (1), tandis qu'elle proclame au contraire la compétence de la loi française toutes les fois que le défunt était un étranger jouissant du bénéfice de l'art. 13. du C. civil (2).

Nous avons déjà combattu cette doctrine qui, nous l'avons montré, établit une différence absolument arbitraire entre le domicile légal et le domicile de fait. Nous ne saurions pas davantage accepter la conclusion qu'en tirent nos tribunaux, et nous persistons à croire que la dévolution de la succession mobilière de l'étranger doit être réglée d'après son statut personnel même lorsqu'il s'agit d'un admis à domicile. Nous arrivons ainsi à cette conclusion que, au point de vue de la transmission des biens mobiliers, comme sous le rapport de l'état et de la capacité, l'étranger qui a obtenu en France la jouissance des droits civils a une situation toute différente de celle du Français.

(1) Cass. 12 janvier 1869. D. 69. 1. 294. — Civ. cass. 5 mai 1875. D. 75. 1. 343. — Civ. cass. 24 juin 1878. D. 79. 1. 56. — Req. 22 février 1882. D. 82. 1. 301. — C. d'Alger 14 janvier 1892. D. 92. 2. 243. — Req. 8 mai 1894. D. 94. 1. 355. — C. de Paris, 2 avril 1896. *J. d. int. pr.*, 1897, p. 165.

(2) Trib. Seine 6 janvier 1866. D. 67. 3. 61. — C. de Bordeaux 24 mai 1876. D. 78. 2. 79. — C. de Toulouse 22 mai 1880. D. 81. 2. 93. — C. d'Amiens 26 novembre 1891. D. 92. 2. 425. — Req. 29 juin 1893. D. 93. 1. 574 et *J. dr. int. pr.*, 1895, p. 390.

APPENDICE

LÉGISLATION COMPARÉE

Avant d'aborder l'étude de quelques législations étrangères, nous devons examiner si, dans nos colonies et dans les pays de protectorat, l'admission à domicile a les mêmes applications que sur le territoire français.

A la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, c'est le Code civil qui est purement et simplement en vigueur (art. 2 de la loi du 26 juin 1889) : par suite, l'admission à domicile y a absolument le même but et les mêmes effets qu'en France.

Pour l'Algérie, au contraire, un sénatusconsulte du 14 juillet 1865 a organisé un système qui n'est pas tout à fait identique à celui de la France continentale. D'après ce texte, l'étranger qui veut se faire naturaliser n'a qu'à justifier d'une résidence de trois ans en Algérie ; il n'est pas nécessaire qu'il ait été préalablement autorisé à fixer son domicile dans la colonie. Cette disposition du sénatusconsulte de 1865 est toujours en vigueur, car l'article 2 de la loi du 26 juin 1889

qui étend à l'Algérie la législation nouvelle, stipule expressément que les dispositions prises pour rendre la naturalisation plus accessible dans cette colonie continueront de recevoir leur application. En d'autres termes, il y aura toujours lieu de faire prévaloir celui de ces deux textes qui sera le plus favorable à l'acquisition de la nationalité française. Il s'ensuit que l'admission à domicile, inutile en principe pour faire couvrir le délai du stage, aura du moins l'avantage de rendre possible la naturalisation au bout d'un an dans les cas prévus par l'art. 8-13^e et 14^e al. En effet, le sénatusconsulte ne s'occupe que de la naturalisation des étrangers résidant en Algérie en dehors de toute autorisation gouvernementale ; pour la naturalisation de ceux qui y sont domiciliés avec autorisation, c'est à la loi de 1889 qu'il faut se référer. Cette solution s'impose d'autant plus que le but du sénatusconsulte de 1865 a été de faire à l'étranger une situation plus favorable sur le sol algérien qu'en France : aussi, comme le remarque M. Audinet dans une savante étude sur la nationalité française en Algérie (1), il serait « fort peu rationnel de se montrer en même temps plus sévère dans la colonie précisément envers ceux qui méritent le plus de faveur. La France, d'ailleurs, poursuit le même auteur, ne peut trouver que des avantages à s'assimiler rapidement, lorsqu'ils en sont dignes,

(1) AUDINET, *Rev. Alg.*, 1889, p. 160. V. dans le même sens : WEISS, t. I, p. 409 et s. — LE SUEUR et DREYFUS, p. 258. — GLARD, p. 265.

« les étrangers qui, par leurs services ou par les établissements industriels ou agricoles qu'ils fondent, contribuent à la prospérité de la colonie. »

Telle est la seule utilité de l'admission à domicile en Algérie : on comprend dès lors que, ne s'appliquant qu'à des cas de naturalisation exceptionnelle, elle doit y être bien rarement sollicitée.

Quant aux formes et aux effets de l'admission à domicile, ils sont absolument les mêmes en Algérie qu'en France : dans la colonie comme chez nous, l'autorisation et la jouissance des droits civils qui en est la conséquence ne peuvent être obtenues que par décret du Chef de l'Etat. On a pourtant, en faveur de la possibilité d'une autorisation tacite, tiré argument de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 aux termes duquel « en Algérie, la résidence habituelle vaut domicile. » S'appuyant sur ce texte, quelques auteurs ont soutenu que les étrangers établis dans cette colonie devaient par le seul fait de leur résidence être considérés comme admis à la jouissance de tous les droits civils. Ce système ne nous paraît pas acceptable. L'autorisation du gouvernement nécessaire à l'étranger qui veut jouir en France des droits civils doit, sinon être accordée suivant une formule sacramentelle, du moins être expresse : il ne suffit pas, avons-nous dit, que cet étranger ait acquis en France un domicile, car domicile et droits civils sont deux choses essentiellement distinctes, le domicile pouvant être établi en France sans

autorisation et la jouissance des droits civils étant au contraire subordonnée à cette autorisation. Or, l'Algérie n'est point à cet égard dans une situation exceptionnelle : si, sous certains rapports, les étrangers y sont plus favorisés, si la législation algérienne attribue à ceux qui ont un établissement dans la colonie l'exercice de certains droits civils, elle ne les assimile pas pour cela aux étrangers admis à fixer leur domicile en Algérie conformément à l'art. 13 du C. civ. Cette distinction apparaît nettement dans le décret du 16 août 1848 (1), qui, parmi les étrangers admis à concourir à l'élection des membres des conseils municipaux, mentionne ceux qui, âgés de 21 ans, ont été « autorisés par le pouvoir exécutif à jouir des droits civils en Algérie. » (art. 5).

L'art. 13 du Code civil est donc applicable en Algérie comme en France lorsqu'il s'agit de la totalité des droits civils. En d'autres termes : « Si un certain nombre de « droits civils réservés aux seuls citoyens français par « le droit commun de la France ont été, en considéra- « tion de la situation particulière de l'Algérie, étendus « aux étrangers y résidant, il n'est pas possible de con- « clure de ces concessions partielles, dont chacune se « renferme dans son objet spécial, que les étrangers « résidant en Algérie y jouissent de ceux des droits « civils que ces concessions ne comprennent pas, et

(1) D. 1848. 4. 163.

« notamment aucune disposition législative n'attribue
« aux femmes mariées à des étrangers possédant des
« immeubles en Algérie et y résidant un droit d'hypo-
« thèque légale sur les dits immeubles (1). »

Cette solution, consacrée par la jurisprudence sous l'empire de l'ordonnance de 1843, s'impose plus fortement encore depuis le sénatus consulte de 1865, dont l'article 3 porte : « L'étranger qui justifie de trois années
« de résidence en Algérie peut être admis à jouir de
« tous les droits de citoyen français. » Il ressort en effet très clairement de ce texte qu'une simple résidence de trois années en Algérie ne suffit pas pour conférer à l'étranger la jouissance des droits civils, mais le rend seulement admissible à former une demande de naturalisation que le gouvernement est d'ailleurs libre de ne pas accueillir (2).

Pour la naturalisation des étrangers immigrés en Cochinchine et en Nouvelle-Calédonie, les décrets du 25 mai 1881 et du 10 novembre 1882 organisent un régime analogue à celui de l'Algérie.

La loi du 26 juin 1889 ne s'applique pas aux pays où s'exerce notre protectorat, Tunisie, Annam et Tonkin. Les conditions de la naturalisation y sont réglées par le décret du 29 juillet 1887. D'après les

(1) Civ. cass. 20 mai 1862. D. 62. 1. 206.

(2) Civ. cass. 22 mai 1862 précité. — C. de Grenoble, 23 avril 1863. D. 63. 2. 186. — C. d'Alger, 4 mars 1874. D. 75. 2. 62. — Req. 18 juillet 1892. D. 92. 1. 492. — C. d'Alger 25, mars 1895. D. 96. 2. 381.

articles 1 et 2 de ce décret, la naturalisation y est possible après trois ans de séjour sans admission préalable à domicile, et encore ce délai peut-il être réduit à une seule année pour les étrangers ayant rendu à la France des services exceptionnels. Mais nous avons vu, d'autre part, que, d'après l'art. 8-5° du Code civil, les étrangers peuvent être naturalisés après un domicile autorisé d'un an s'ils ont été attachés à un titre quelconque au service militaire dans les colonies et les protectorats français. Il semble difficile de concilier ce texte avec l'art. 2 du décret de 1887 qui, sans exiger aucune autorisation de domicile, se contente d'une simple résidence d'un an en Tunisie, en Annam ou au Tonkin. La réponse est que ces deux textes visent chacun une hypothèse spéciale et que la disposition de l'art. 8 sera utile toutes les fois que l'étranger ne remplira pas les conditions exigées pour demander l'application du décret. En effet, dit M. Audinet, « le décret permet d'accorder la naturalisation aux étrangers résidant en Tunisie au moment où ils la sollicitent. Ceux qui, ayant servi en Tunisie sans être naturalisés, sont venus s'établir en France n'en auraient plus le bénéfice. Ils pourront au contraire profiter de la loi de 1889 pour obtenir la nationalité française, s'ils sont, au moment de leur demande, domiciliés en France depuis un an avec autorisation du gouvernement. La loi se montre même sur un point plus facile que le décret : elle réduit le stage de résidence à un an en

« faveur des étrangers qui ont été attachés au service
« militaire en Tunisie ; pour leur accorder cette réduction, le décret exige qu'ils aient rendu à la France
« des services importants. Il y a plus : la loi permet de
« naturaliser ces étrangers sans qu'ils aient eu en
« France de résidence effective. D'après l'art. 8 du
« Code civil, le séjour en pays étranger pour l'exercice
« d'une fonction conférée par le gouvernement français
« est assimilé à la résidence en France. Le service militaire est une fonction, au moins pour les officiers ;
« peut-être cette expression ne s'applique-t-elle pas bien
« aux soldats, mais on ne peut distinguer entre les uns
« et les autres. On se conforme donc à l'esprit de la loi
« sans s'écarter de la lettre en attribuant au service militaire dans les armées françaises à l'étranger le même
« effet qu'à l'exercice de fonctions civiles. L'étranger
« qui sert en Tunisie dans notre armée et qui désire
« devenir Français peut donc solliciter l'autorisation
« d'établir son domicile en France : un an après l'avoir
« obtenue, si pendant ce temps il a continué d'appartenir à l'armée, il pourra être naturalisé, bien qu'il
« n'ait pas achevé les trois ans de résidence qu'impose
« le décret de 1887 (1). »

Ce rapide exposé suffit à montrer que l'admission à domicile a un champ d'application beaucoup plus restreint aux colonies qu'en France, puisqu'elle ne peut

(1) AUDINET : *La Nation. franç. en Alg. et en Tunisie*, p. 22 et s.

servir à abréger la durée du stage de naturalisation que dans des cas tout à fait exceptionnels. Nous devons reconnaître, il est vrai, que, si elle est le plus souvent impuissante à restreindre le temps requis pour la naturalisation, elle pourrait au moins pendant ce stage procurer à celui qui la solliciterait les avantages précieux que nous avons indiqués.

Parmi les législations étrangères, nous n'aurons à étudier que celles qui offrent une institution présentant quelque analogie avec notre admission à domicile. Notre énumération sera très courte, car peu de pays connaissent cette classe d'étrangers privilégiés.

ANGLETERRE

Nous trouvons en Angleterre une naturalisation d'ordre inférieur, la denization, qui donne à l'étranger une situation comparable à celle qu'a en France l'admis à domicile. Cette demi-naturalisation, indépendante de la naturalisation proprement dite, permet à l'étranger d'acquérir la jouissance de presque tous les droits dont le prive sa qualité d'étranger, et elle procure ainsi à celui à qui le bénéfice en est accordé une condition supérieure à celle de l'étranger ordinaire, bien que différente de celle du sujet né anglais.

La denization, qui semble être d'origine normande,

avait autrefois une très grande utilité. Mais nous devons nous empresser de dire que cette institution a beaucoup perdu de son importance, depuis qu'une loi de 1870 a supprimé les principales incapacités qui frappaient jadis l'étranger sur le territoire de la Grande-Bretagne.

La denization diffère sous plusieurs rapports de la naturalisation :

1° D'abord, tandis que celle-ci, accordée soit par un acte du Parlement, soit par décision du Secrétaire d'Etat, exige certaines conditions de résidence ou certains services rendus à la couronne, la denization peut être accordée à tout étranger qui en est jugé digne et elle est conférée par lettres patentes du souverain.

2° En outre, la naturalisation fait acquérir à celui qui l'obtient la plénitude des droits du national anglais et l'assimile, sauf de très rares restrictions, au citoyen. La denization, au contraire, n'enlève point à l'impétrant sa nationalité d'origine, elle lui rend seulement accessibles pendant un certain temps quelques droits refusés à l'étranger ordinaire.

Le denizen reste exclu de tous les droits politiques : il ne peut être membre du conseil privé ni siéger au Parlement. Il faut noter cependant qu'il acquiert ceux des droits politiques dont l'exercice est, d'après la loi anglaise, connexe à la propriété de la terre, et qu'il peut notamment être électeur (1). C'est sans doute pour

(1) FIORE (trad. Antoine), t. I, p. 430.

cette raison qu'il est tenu de prêter le serment d'allégeance. Au surplus, toutes les fonctions civiles ou militaires lui restent fermées après comme avant la denization, et, pas plus que l'étranger ordinaire, il ne peut recevoir de la couronne aucune concession de terres. Enfin il demeure soumis aux diverses taxes qui pèsent sur les étrangers à l'exclusion des régnicoles.

L'étranger qui veut obtenir cette faveur adresse à la Reine un mémoire qui est transmis au secrétaire d'Etat. Après avoir fait une enquête sur la situation du postulant, le secrétaire d'Etat transmet la demande, s'il est d'avis d'y donner suite, à l'attorney général, à la requête duquel sont délivrées les lettres patentes. En fait, les demandes sont presque toujours accueillies, surtout lorsque le pétitionnaire justifie que la denization lui est nécessaire pour sortir d'un embarras que lui crée une incapacité frappant l'étranger sur le sol anglais.

Les lettres délivrées à l'étranger spécifient les privilèges qui lui sont concédés, en même temps qu'elles fixent la durée de la concession. Ces privilèges sont en outre subordonnés à la condition que le denizen résidera sur le territoire britannique, et toute absence prolongée pendant un certain temps fait perdre à l'impétrant les prérogatives dont il jouissait.

Très avantageuse pour l'étranger lorsqu'il était soumis en Angleterre à de nombreuses incapacités, cette institution a perdu beaucoup de son importance pra-

tique depuis les concessions faites à tout alien par le statut du 24 mai 1870. L'étranger jouit en effet maintenant de plein droit de la plupart des prérogatives réservées autrefois au denizen. Mais, avant l'act de 1870, le denizen seul pouvait acquérir des immeubles par convention, donation ou legs, tandis que l'acquisition de la propriété foncière était interdite dans le Royaume-Uni au simple alien. Une seule incapacité survivait à la denization : l'étranger restait privé du droit de transmettre des biens fonds ou des droits réels à ses enfants nés avant la denization : celle-ci ne produisant ses effets que pour l'avenir, l'enfant né avant ne pouvait hériter, parce qu'il n'avait pas reçu de son auteur un sang capable d'hériter (*inheritable blood*).

La Naturalization act de 1870, en même temps qu'elle a fait disparaître cette dernière restriction, a beaucoup amélioré la condition des étrangers ordinaires qu'elle assimile purement et simplement aux citoyens britanniques de naissance « pour tout ce qui « concerne la possession, la jouissance, l'acquisition et « la transmission par tous les modes légaux de la propriété mobilière ou immobilière » (art. 2). Aussi, bien que cette loi stipule, en termes exprès, que « le présent act n'enlève pas à la Reine la faculté d'accorder « des lettres de denization », cette institution offre désormais peu d'intérêt, l'étranger étant mis sur la même ligne que le national anglais pour l'acquisition et la transmission des droits réels. Il n'est donc pas éton-

nant que la denization soit à peu près abandonnée et l'on peut dire qu'elle n'existe plus que de nom (1).

BELGIQUE

En Belgique, le régime organisé par l'article 13 du Code civil est toujours en vigueur : l'étranger qui obtient du Roi l'autorisation d'établir son domicile dans le royaume y jouit de tous les droits civils tant qu'il continue d'y résider. Le chef de l'Etat peut, comme en France, prononcer la révocation de l'autorisation et ce retrait est, comme l'autorisation elle-même, précédé d'une enquête que dirigent les parquets et dont une circulaire ministérielle du 13 février 1850 détermine les formes.

La doctrine et la jurisprudence belges décident en général, contrairement à la solution que nous avons adoptée pour la France, que l'autorisation peut n'être que tacite et qu'elle résulte, par exemple, de la nomination de l'étranger par le Roi à certaines fonctions ou à certains offices.

(1) A consulter sur la Denization : DALLOZ, Rép., V^o *Droit civil*, n^o 56. — LAURENT, *Dr. civ. int.* t. III, p. 362 et s. — WEISS, t. I, p. 639 et t. II, p. 471. — BERTRAND : *Etude sur la condit. des Etr. en Angl.*, *Bull. de Soc. de Législ. comp.*, 1872, p. 71 et s. — FIORE (trad. Antoine), t. I, p. 429 et s. — LEHR : *Elém. de Dr. civ. angl.*, p. 27 et s. — STOCQUART : Note dans DALLOZ, 1883. 2. 81. — GLASSON : *Hist. des Instit. d'Angl.*, t. VI, p. 129 et s., et p. 255 et s. CAGARDAN, *op. cit.*, p. 189 et p. 461.

On décide au contraire, conformément au système que nous avons nous-même accepté, que l'acquisition d'un domicile réel en Belgique n'est point subordonnée à une autorisation gouvernementale et qu'il n'y a pas de liaison entre l'acquisition d'un domicile et la jouissance des droits civils, l'une pouvant exister sans l'autre. Mais il n'est pas douteux qu'un domicile ainsi établi sans autorisation ne peut faire acquérir les privilèges réservés à l'étranger admis à domicile (1).

Les effets de l'admission à domicile en Belgique sont à peu près identiques à ceux que nous avons indiqués en France. L'admis à domicile obtient la jouissance de tous les droits civils, sauf ceux que lui refuse une disposition formelle de la loi. Il a, par exemple, le droit d'adopter et d'être adopté, l'usufruit légal sur les biens de ses enfants mineurs ; lorsqu'il plaide devant les tribunaux belges, il peut réclamer de son adversaire étranger non autorisé la caution *judicatum solvi* et, à l'inverse, il est dispensé lui-même s'il est défendeur de fournir cette caution. Au surplus, tandis que l'étranger ordinaire qui, par sa conduite, compromet la tranquillité publique peut être expulsé en vertu d'un arrêté royal délibéré en conseil des ministres, l'étranger autorisé à établir son domicile dans le royaume ne peut être l'objet d'une mesure de ce genre, pourvu que sa na-

(1) Cass. belge, 3 août 1848. B. J. 1849, p. 145. — Trib. Bruxelles, 4 mai 1889. *J. d. i. pr.*, 1889, p. 713. — Trib. Bruxelles, 18 février 1891. *J. d. int. pr.*, 91, p. 593. — ALB. ROLIN, I, p. 185.

tion soit en paix avec la Belgique. Toutefois, comme l'autorisation peut être révoquée selon le bon plaisir du gouvernement, elle ne procure jamais à l'impétrant qu'une protection temporaire et conditionnelle.

Il résultait en outre de la loi du 10 février 1845 (art. 8) que l'étranger acquérait en Belgique, par le fait même de l'autorisation, domicile de secours pour lui, pour sa femme et pour ses enfants mineurs. Cette disposition a été abrogée par la loi du 14 mars 1876, aux termes de laquelle une simple résidence de cinq années dans une commune suffit pour l'acquisition du domicile de secours, sans qu'il soit besoin d'une autorisation officielle.

L'étranger autorisé à domicile est, en Belgique, comme le citoyen, astreint au service de la garde civique (loi du 8 mai 1848, art. 8) (1).

Disons enfin que la loi du 27 avril 1865, qui organise en Belgique au profit des cohéritiers belges un droit de prélèvement dans le cas où ils sont appelés à une succession concurremment avec des étrangers, soulève la même controverse que la disposition correspondante de notre loi de 1819. M. Rolin (2) estime que la loi de 1865 ne concerne nullement les étrangers admis

(1) Cette disposition disparaîtra sans doute avant peu. Le gouvernement belge a déjà décidé, à la suite des démarches du gouvernement allemand, de ne plus l'appliquer aux sujets allemands: V. *Journal des Débats* du 6 décembre 1897.

(2) *Principes du droit int. pr.*, t. I, p. 183 à 186.

à domicile et que la situation de cette catégorie d'étrangers n'a pas été modifiée par ce texte. Il en conclut que d'une part les étrangers admis à domicile en Belgique ne pourront pas exiger le prélèvement lorsqu'ils seront en concours avec des cohéritiers étrangers ordinaires, et que, d'autre part, des cohéritiers belges ne pourront pas exercer le prélèvement contre des étrangers autorisés. En d'autres termes, « les droits des « étrangers admis à domicile sont restés intacts, et la « loi de 1865 n'a porté aucune atteinte à la situation « qui leur était faite par l'art. 13 Code civil, de telle « sorte que l'effet de cette loi n'a pas pu être d'augmen- « ter leurs droits plus que de les restreindre (1). »

PAYS-BAS

Le Code civil des Pays-Bas assimile d'une façon presque complète l'étranger aux sujets néerlandais au point de vue de la jouissance des droits civils. De plus, l'étranger peut être relevé des rares incapacités qui le frappent encore s'il obtient du Roi l'autorisation de fixer son domicile dans le royaume. L'un des principaux effets de cette autorisation est de rendre impossible l'expulsion de l'étranger qui l'a obtenue.

(1) Sur l'autor. de domicile en Belgique, on peut consulter notam. : ALB. ROLIN, *op. cit.*, *passim*. — LAURENT, *Dr. civ. int.*, *passim*. — *Pand. Belges*, V^o Autorisation de domicile.

Nous devons remarquer en outre que l'autorisation de domicile n'est pas le seul moyen qui soit offert à l'étranger pour acquérir aux Pays-Bas la plénitude des droits civils : le même effet résulte, après une résidence non autorisée de six ans dans une commune du royaume, de la simple déclaration faite aux autorités municipales de l'intention de demeurer sur le sol néerlandais (1).

LUXEMBOURG

Les articles 11 et 13 du Code civil luxembourgeois reproduisent les dispositions de notre Code civil, et, comme la jurisprudence interprète ces textes en ce sens que l'étranger ordinaire ne jouit au Luxembourg que des droits privés ayant leur source dans le droit naturel, l'autorisation gouvernementale y a pour effet d'assurer à celui qui l'obtient la jouissance de tous les droits qui sont considérés comme une création du pur droit civil.

Ajoutons que, au Luxembourg, une loi du 26 novembre 1880 permet de prononcer l'expulsion de tout étranger même domicilié qui apporte un trouble quelconque à l'ordre public. Cette mesure est ordonnée par un arrêté du directeur de la justice pris après délibération du gouvernement en conseil.

(1) WEISS, t. II, p. 533.

PRINCIPAUTÉ DE MONACO

La loi monégasque présente un double intérêt au point de vue qui nous occupe. D'abord, malgré la très petite étendue de ce pays, la condition de l'étranger y mérite une attention toute particulière à raison du grand nombre de Français qui y vont passer chaque année plusieurs mois ou qui même s'y établissent définitivement. En outre, le Code civil de Monaco reproduit presque textuellement la disposition de l'art. 13 du Code civil français. Il permet à l'étranger d'acquérir dans la Principauté la jouissance des droits civils moyennant une autorisation du Chef de l'Etat. Cette autorisation, dont les effets sont toujours subordonnés à une résidence effective sur le territoire de Monaco, peut toujours être révoquée par le prince. Elle peut d'ailleurs n'être accordée que tacitement et résulte de tout acte du souverain impliquant l'intention de la concéder : par exemple, la nomination de l'étranger par ordonnance du prince à des fonctions publiques et même à un emploi quelconque supposant une résidence dans la Principauté équivaut à une autorisation expresse. Les cas d'autorisation implicite sont même, paraît-il, presque les seuls que l'on constate dans la pratique : cela tient, suivant M. de Rolland, « à ce
« que le stage de domicile exigé pour la naturalisation

« n'a pas besoin d'être précédé comme en France d'une « autorisation formelle ».

Quant aux effets de l'autorisation, ils sont absolument les mêmes qu'en France : l'étranger autorisé jouit désormais de tous les privilèges réservés aux sujets monégasques. Il peut, par exemple, adopter ou être adopté, se prévaloir à l'égard d'un autre étranger du privilège de juridiction établi par l'art. 14 du Code civil et exiger de lui la caution *judicatum solvi* dont il est lui-même dispensé. Il a le droit d'invoquer l'hypothèque légale de l'art. 1959 C. civ., ainsi que le droit de jouissance légale des parents sur les biens des enfants mineurs (art. 281), et le droit de succéder ou de recevoir à titre gratuit (art. 509 C. civ.). Mais il reste, quant à son état et à sa capacité, soumis à son statut personnel (1).

Nous devons signaler en passant une particularité de la législation monégasque. A côté des étrangers jouissant du bénéfice de l'art. 13, l'art. 79 du Code civil crée une autre catégorie d'étrangers privilégiés. A cette classe appartiennent ceux qui ont acquis aux conditions fixées par l'art. 79 un domicile légal à Monaco. La condition de l'étranger ainsi domicilié diffère beaucoup de celle de l'étranger autorisé : il a, au point de vue des droits civils, une situation identique à celle de

(1) H. de ROLLAND : Article sur la Condit. des étr. à Monaco, *J. d. int. pr.*, 1890, p. 240 et s.

l'étranger ordinaire. Mais le législateur lui fait à certains égards une situation exceptionnelle, notamment sous le rapport de la compétence des tribunaux et des règles de la dévolution des successions.

GRÈCE

Le Code civil grec organise comme le nôtre une situation intermédiaire entre celle de l'étranger ordinaire et celle du citoyen grec ou de l'étranger naturalisé. Cette situation privilégiée appartient à ceux qui, établis en Grèce dans l'intention de se faire naturaliser, obtiennent du roi pendant la durée du stage la jouissance de tous les droits civils (art. 16 du C. civ.).

Pour montrer l'importance de cette disposition, il nous suffira de dire que la condition juridique des étrangers en Grèce est réglée par la Constitution de 1837, laquelle reproduit les principes du Code civil français. Il s'ensuit que de droit commun les étrangers ne sont admis à jouir en Grèce que des droits civils du *jus gentium*.

C'est un décret royal qui confère la jouissance des droits civils, et le privilège ainsi obtenu peut être révoqué dans la même forme : le gouvernement est libre d'accorder ou de refuser le bénéfice de l'art. 16, et il

peut aussi, dès qu'il le juge convenable, prononcer le retrait de l'autorisation (1).

Notons enfin que l'art. 16 décide en termes formels que l'étranger, une fois admis par le roi à la jouissance des droits civils, est régi pour tous ses rapports légaux par les lois helléniques.

RUSSIE

En Russie, la naturalisation doit être précédée d'une autorisation de domicile accordée par le gouvernement provincial et qui sert de point de départ à un stage de cinq années. Mais, d'après l'article 2 de l'ukase du 6 mars 1864, cette admission à domicile n'a pas pour conséquence d'assurer à l'impétrant une situation plus favorable que celle de l'étranger ordinaire. Il ressort en effet de ce texte que l'étranger autorisé à établir son domicile dans l'Empire continue, jusqu'au jour où il obtient la naturalisation, à être traité absolument comme les autres étrangers ; il reste soumis à toutes les lois en vigueur concernant les étrangers, de sorte que l'admission à domicile, indispensable pour arriver à la nationalité russe, n'a aucun effet au point de vue de la jouissance des droits civils.

(1) C. d'Athènes, arrêt 1514, an. 1871. — C. de Cass., arrêt 75, an. 1872, cités par RONTIRIS : Article sur la Condition des étr. en Grèce, *J. d. int. pr.*, 1890, p. 233.

En dehors des pays où le gouvernement peut accorder à l'étranger une concession partielle ou totale des droits civils au moyen soit d'une demi-naturalisation, soit d'une simple autorisation de domicile, nous trouvons plusieurs législations dans lesquelles une situation exceptionnelle est faite aux étrangers domiciliés sur le territoire même sans aucune autorisation officielle et où certains privilèges résultent du seul fait de la résidence dans le pays. Il nous semble intéressant, pour compléter notre étude de législation comparée, d'indiquer quelques-uns de ces Etats et de voir les faveurs qui y sont réservées aux étrangers domiciliés.

ITALIE

Au premier rang des législations qui concèdent certaines prérogatives à l'étranger domicilié, nous pouvons citer l'Italie. L'acquisition d'un domicile y procure en effet à l'étranger un double avantage :

1° L'article 788 du Code civil ne permet à un étranger d'être témoin dans un testament que s'il a sa résidence dans le royaume.

2° D'après les art. 30 et 41 du Code de la marine marchande, les navires, pour obtenir l'acte de nationalité italienne, doivent appartenir soit à des Italiens soit à des étrangers domiciliés ou résidant en Italie depuis cinq ans. L'étranger ordinaire ne peut, en dehors de

toute condition de domicile, être propriétaire d'un navire italien que jusqu'à concurrence du tiers de sa valeur.

DANEMARK

En Danemark, à côté de la naturalisation proprement dite, qui confère l'indigénat et donne accès à toutes les fonctions publiques, existe une autre institution qui permet aux étrangers d'acquérir facilement un grand nombre de droits. On l'appelle la sujétion (*undersaatret*), et elle s'obtient par le seul fait du domicile *cum animo commorandi*, c'est-à-dire par le simple établissement à perpétuelle demeure sur le sol danois, indépendamment de toute autorisation officielle.

L'étranger qui jouit de cette situation de faveur n'acquiert pas seulement certains droits civils, tels que la faculté de faire le commerce et celle de réclamer l'application des lois locales ; il obtient encore dans une certaine mesure la participation aux droits politiques, puisque la qualité de sujet lui confère l'électorat municipal et lui donne en outre au bout de deux ans le droit aux secours publics.

La sujétion diffère encore de notre admission à domicile en ce qu'elle soumet celui qui l'acquiert au statut personnel danois et aux obligations militaires (1).

(1) Sur cette institution, consulter : WEISS, t. I, p. 242 et 671. — COGORDAN, *De la nation. dans. les rapp. intern.* p. 197 et s.

MEXIQUE

Une loi du 30 janvier 1854 (art. 10) fixe les conditions imposées à l'étranger pour l'acquisition d'un domicile au Mexique, et divers autres textes indiquent les privilèges réservés aux étrangers domiciliés.

Quant aux conditions de l'acquisition du domicile, nous noterons seulement qu'elle est indépendante de toute autorisation du gouvernement.

Voici maintenant les droits conférés à l'étranger par le seul fait du domicile. D'après le Code civil, il peut, à la différence de l'étranger ordinaire, être tuteur ou curateur (art. 462-40°, et 581), représenter un absent (art. 614) ou figurer comme témoin dans un testament (art. 3489, 5° al.), et l'art. 880 C. com. lui permet d'être témoin dans un protêt (1).

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Presque entièrement assimilé au citoyen non seulement dans la sphère du droit privé, mais même au point de vue du droit public, l'étranger jouit sur le sol de la Confédération Argentine d'une situation des plus favo-

(1) WEISS, t. II, p. 550.

rables en dehors même de toute acquisition de domicile.

Nous devons noter cependant un privilège important réservé aux nationaux et aux étrangers domiciliés sur le territoire de la République : il consiste dans un droit analogue à notre droit de prélèvement. L'art. 3470 du Code civil porte en effet : « En cas de division d'une
« succession entre héritiers étrangers et argentins ou
« entre étrangers sans domicile et *étrangers avec do-*
« *micile* dans la République, ces derniers recevront,
« sur les biens situés dans celle-ci, une part égale à la
« valeur des biens situés en pays étranger dont ils se-
« raient exclus en vertu des lois et coutumes dans les
« pays où aura lieu l'ouverture de la succession (1). »

PÉROU. — CHILI. — COLOMBIE

Au Chili, le seul avantage reconnu à l'étranger domicilié résulte de l'art. 611 du Code civil, d'après lequel la pêche maritime dans les eaux chiliennes est réservée aux Chiliens et aux étrangers domiciliés. Les étrangers simplement de passage ne jouissent du droit de pêche que dans les fleuves et rivières ainsi que dans les lacs publics (2).

Les étrangers qui se trouvent simplement de pas-

(1) WEISS, t, II, p. 553 et s. — DAIREAUX : *J. d. i. p.*, 1887, p. 286 et s. — PRADIER FODÉRÉ : *Rev. de dr. int.*, 1888, p. 153 et s.

(2) JOSÉ CLÉMENTE FABRÈS : *J. d. i. p.*, 1887, p. 292 et 294.

sage au Pérou (transeuntes) y jouissent de tous les droits qui sont un des éléments de toute société civilisée, de toutes les facultés que l'on retrouve chez tous les peuples. Quant aux droit propres à la législation péruvienne, on leur accorde tous ceux qui ne leur sont pas déniés par une disposition formelle de la loi.

Malgré ces avantages très nombreux et très importants reconnus au simple résidant, l'étranger domicilié (vecino) obtient encore au Pérou une situation préférable. A la différence de l'étranger de passage, il peut en effet être admis à l'exercice des emplois municipaux et aux fonctions de la tutelle, et d'autre part il échappe à l'arrestation préventive de l'art. 70 du Code de procédure criminelle ainsi qu'à la caution *de resultas* imposée à l'étranger demandeur. Mais en revanche il peut être actionné devant les tribunaux péruviens pour l'exécution des engagements par lui consentis même en pays étranger, et de plus il est soumis aux contributions personnelles et aux diverses taxes municipales du lieu de son domicile, tandis que le transeunte échappe à toutes ces obligations (1).

Comme au Pérou, on distingue en Colombie les étrangers de passage et les étrangers domiciliés, et ces derniers jouissent d'une situation distincte de celle des

(1) WEISS, t. II, p. 551. — PRADIER-FODÉRÉ : *J. d. i. p.*, 1878, p. 345 et s., 577 et s. ; 1879, p. 41 et s. et p. 250 et s.

étrangers ordinaires et qu'ils acquièrent par la simple résidence en Colombie avec l'intention expressé ou présumée d'y demeurer, et sans qu'il soit nécessaire de solliciter aucune autorisation officielle.

Mais la seule faveur accordée, dans ce pays, aux étrangers domiciliés consiste dans la faculté d'être témoin d'un mariage, de sorte que l'acquisition d'un domicile sur le territoire colombien est en somme plutôt la source de très lourdes charges, puisqu'on astreint l'étranger domicilié à un grand nombre de contributions publiques auxquelles échappent les non domiciliés (1).

(1) CHAMPEAU : *J. d. i. p.*, 1894, p. 929 et s.

Vu par le Doyen.

GARSONNET.

Vu par le Président de la thèse,

ANDRÉ WEISS.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- ALAUZET : De la qualité de Français, de la naturalisation et du statut personnel des étrangers. (Paris, 1880).
- ASSER (trad. Rivier) : Eléments de droit international privé (Paris, 1884).
- AUBRY et RAU : Cours de Droit civil français. (notamment, t. I. de la 5^e édition, Paris, 1897).
- AUDINET : Principes du droit international privé (Paris, 1894).
- BATBIE : Exposé des motifs et Rapport sur la loi de 1889 (Sénat, 1882, an., n° 156, et 1884, n° 65).
- BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES FOURCADE : Traité des Personnes. (Paris, 1896).
- BEUDANT : De la Naturalisation (Rev. crit., 1835, p. 113).
« : Cours de droit civil français, t. I. (Paris, 1896).
- BICKART : De la naturalisation en droit français (Thèse, Paris 1890).
- BOISSEAU : De la compétence des tribunaux franç. entre étrangers (thèse. Poitiers, 1890).
- BONFILS : De la compét. des trib. franç. à l'ég. des étrangers. (Paris, 1865).
- BROCHER : Droit international privé.
- CAMPISTRON : Commentaire pratique de la loi du 26 juin 1889. (Paris, 1894).
- CHAMPCOMMUNAL : Etude sur la succession *ab intestat* en droit international privé. (Paris, 1892).
- CHANTRÉ : Du séjour et de l'expulsion des étrangers, (thèse, Genève, 1891).
- CLOTET : De la condition des étrangers (thèse, Paris 1881).

- COGORDAN : La Nationalité au point de vue des rapports internationaux. (Paris, 1890).
- COHENDY : Le Droit du 3 novembre 1889.
- DALLOZ : Répertoire et Supplément, passim et notamment, v° Droit civil.
- DEMANGEAT : Hist. de la condit. civile des étrangers (Paris, 1844).
- DEMANTE et COLMET DE SANTERRE : Cours analytique de Code civil, t. I, 3^e édition, 1895).
- DEMOLOMBE : Cours de Code civil.
- DESPAGNET : Précis de dr. intern. privé. (Paris, 1891).
- ANTONIN DUBOST : Rapport sur la Nationalité (Chambre, ann., 1887, n° 2083).
- L. DURAND : Essai de droit international privé. (Paris, 1884).
- FIORE (trad. Antoine) : Droit intern. privé.
- FOELIX et DEMANGEAT : Traité de droit international privé.
- DE FOLLEVILLE : De la condition juridique des étrangers en France (Paris, 1880).
- GARNOT : Condit. de l'étr. dans le dr. publ. franç. (Paris, 1885).
- GARY : De la condit. jurid. des Français à l'étranger (Paris, 1890).
- GEOUFFRE DE LAPRADELLE : De la Nation. d'origine.
- GÉRARDIN : De l'acquisit. de la qual. de Franç. par voie de déclar. (Paris 1896).
- GERBAUT : De la comp. des trib. franç. entre étr. (thèse, Nancy, 1882).
- GLARD : De l'acquisit. et de la perte de la nation. franç. (Paris 1893).
- GUILLOT : De l'acquisit. de la qual. de français (thèse, Lyon 1890).
- HUC : Commentaire théor. et prat. du Code civil. t. I. (Paris, 1892).
- JAY : De la jouissance des dr. civ. au prof. des étrangers. (Paris, 1885).
- Journal de droit international privé.
- CH. LACHAU : De la compét. des trib. franç. à l'ég. des étrangers (Paris, 1893).
- LAINÉ : Introd. au dr. intern. privé.
- LAURENT : Dr. civil et Droit civil international.
- LE SUEUR et DREYFUS : La Nationalité (Paris, 1890).
- LOISEAU : Du domicile comme principe de compétence législative (thèse, Paris, 1893).
- MAZEAU : Rapport sur la loi de 1889 : Sénat, 1882, ann. n° 401.
- NICOT : Etude historique sur la Naturalisation (Le Droit : 5 à 9 octobre 1867).
- Pandectes Françaises : Répertoire alphabétique.

- PASCAUD : De l'admission et de l'expulsion des étrangers (1889).
PIGNON : De l'admission à domicile (Rev. gén. du droit 1880, p. 119).
Revue pratique de droit international privé.
Revue critique : 1890, p. 391 et 1891, p. 51.
ALBÉRIC ROLIN : Principes du dr. int. privé. (Paris, 1897).
ROUARD DE CARD : La Nationalité française (Paris 1893).
ROUGELOT DE LIONCOURT : Du conflit des lois personnelles françaises et étrangères. (Paris, 1883).
O. STEMLER : Applic. prat. de la loi sur la Nation. : Journal dr. int pr., 1890, (p. 385 et s.).
SURVILLE et ARTHUYS : Elém. de dr. int. privé, (Paris, 1895).
R. VINCENT : La loi du 26 juin 1889 sur la Nationalité (Paris, 1890).
VINCENT et PÉNAUD : Dictionnaire de droit international privé.
WEISS : Tr. théor. et prat. de dr. intern. privé (t. I et II, 1894; t. III, 1898).
« : Tr. élémentaire de dr. int. privé. (Paris, 1890).

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIERE PARTIE

Formalités, but et durée de l'Admission à domicile.

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS ET FORMES

SECTION PREMIÈRE

Formalités.

Rédaction de la demande, p. 5. — Engagement d'acquitter les droits de sceau, p. 6. — Discussion aux Chambres sur la suppression de ces droits et vote final d'un amendement les maintenant, p. 6 à 11. — Enquête précédant le décret d'autorisation, p. 11. — Nécessité d'un décret du Chef de l'Etat pour prononcer l'admission à domicile, p. 11 à 14.

SECTION DEUXIÈME

Capacité requise pour solliciter l'Admission à Domicile.

Un mineur peut-il réclamer la faveur de l'autorisation. Solution donnée par la loi de 1867, p.14. — La même solution continue-t-elle à s'appli-

quer : discussion de la controverse, p. 15. — Quelle loi déterminera la capacité du mineur et les personnes appelées à l'assister, p. 18. — Quid de la femme mariée ? p. 21.

CHAPITRE II

CARACTÈRES DE L'ADMISSION A DOMICILE

- 1^o Elle n'est pas rétroactive, p. 22.
- 2^o Elle est individuelle. Discussion de la controverse que soulève cette question, p. 23 à 28.
- 3^o Elle est une situation provisoire et temporaire. — Historique de la question : caractères de l'admission à domicile d'après le Code civil et d'après la loi du 3 décembre 1849, p. 28. — Motifs qui ont fait admettre par le législateur de 1889 une conception différente, p. 31. — Appréciation du système nouveau, p. 31. — Conséquences du caractère reconnu par la loi de 1889 à notre institution, p. 37. — Statistique, p. 39.

CHAPITRE III

DURÉE DE L'ADMISSION A DOMICILE

—

SECTION PREMIÈRE

Retrait de l'Autorisation.

Formes dans lesquelles la révocation peut être prononcée, p. 40.

SECTION DEUXIÈME

Etablissement de l'étranger hors de France.

Les effets de l'admission à domicile étaient d'après le Code civil subordonnés à la résidence en France, p. 43. — En est-il de même sous l'empire de la loi de 1889 : discussion de la controverse et admission de l'affirmative, p. 43 à 45. — Conséquence de cette idée, p. 45 et 46.

SECTION TROISIÈME

Expiration du délai de cinq ans.

Cette limitation de la durée des effets de l'autorisation est une innovation de la loi nouvelle, p. 47. — Dispositions transitoires pour les admissions à domicile antérieures au 26 juin 1889, p. 47. — L'autorisation périmée peut-elle être renouvelée, p. 47. — Etendue de la déchéance résultant de la péremption quinquennale, p. 48. — Point de départ du délai de péremption, p. 49. — Appréciation du système adopté par le législateur de 1889 et étude de ses principaux inconvénients, p. 50 à 56.

DEUXIÈME PARTIE

Effets de l'Admission à domicile.

But de notre institution : dans quels cas abrège-t-elle la durée du stage de naturalisation, p. 57. — Cas de naturalisation privilégiée, p. 57 à 60.

CHAPITRE PREMIER

DIFFÉRENCES ENTRE LA SITUATION DE L'ÉTRANGER ADMIS A DOMICILE ET CELLE DE L'ÉTRANGER ORDINAIRE

SECTION PREMIÈRE

Privilèges de droit public accordés à l'admis à domicile.

- § 1. Droits Publics proprement dits : L'expulsion de l'admis à domicile est entourée de certaines garanties, p. 63. — Privilèges reconnus à l'étranger autorisé au point de vue de l'enseignement libre, p. 67.
- § 2. Droits Politiques : Ils sont en général, de même que les fonctions publiques, refusés à l'étranger même dans le cas d'admission à domicile, p. 73. — Par exception, certaines charges ecclésiastiques sont accessibles à l'admis à domicile : étude de l'art. 32 de la loi du 18

germinal an X et de la circulaire ministérielle du 30 juillet 1887., p. 74 à 76.

SECTION DEUXIÈME

Situation privilégiée de l'étranger autorisé quant au droit privé.

Abrogation des art. 726 et 912 du Code civil, p. 77. — ainsi que de la loi du 17 avril 1832 sur la contrainte par corps et l'arrestation provisoire, p. 78.

Droits contestés à l'étranger ordinaire par interprétation de l'art. 11 du C. civ. et reconnus par tous les auteurs à l'étranger autorisé :

§ 1. Domicile, p. 80.

§ 2. Divorce, p. 88.

§ 3. Droit d'usufruit légal, p. 89.

§ 4. Droit d'adopter et d'être adopté, p. 90.

§ 5. Fonctions de la tutelle, p. 91.

§ 6. Hypothèque légale de la femme et du mineur, p. 93.

§ 7. Droit de prescrire, p. 95.

§ 8. Faculté d'abandon en cas d'abordage (art. 216, C. com.) p. 96.

§ 9. Protection de la propriété littéraire, artistique et industrielle, p. 98.

§ 10. Compétence des tribunaux français. L'étranger admis à domicile peut invoquer l'art. 14 C. civ. p. 103. — et doit en revanche subir l'art. 15, p. 107. — Exposé du système de la jurisprudence sur la compétence des tribunaux français entre étrangers et critique de ce système, p. 110.

Droits refusés formellement à l'étranger ordinaire et accordés à l'étranger admis à domicile :

§ 1. Dispense de la caution *judicatum solvi* et faculté de la réclamer, p. 113.

§ 2. Droit de prélèvement de la loi du 14 juillet 1819 (art. 2), p. 115.

§ 3. Cession de biens, p. 118.

§ 4. Droit aux affouages communaux. Controverse soulevée par l'art. 105 du Code Forestier, p. 119. — Fin de cette controverse depuis la loi du 25 juin 1874, p. 125.

Différence établie par la loi de 1853 entre l'étranger ordinaire et l'admis à domicile, et disparition de cette différence depuis la loi du 12 juin 1861, p. 127.

Différence proposée par le Ministre de l'instruction publique quant à l'application de la loi sur l'enseignement primaire obligatoire. Discussion de cette théorie, p. 128.

CHAPITRE II

DIFFÉRENCES ENTRE LA SITUATION DE L'ADMIS A DOMICILE ET CELLE DU FRANÇAIS

SECTION PREMIÈRE

Droits politiques et fonctions publiques.

Au point de vue des droits politiques et des fonctions publiques, ces différences sont nombreuses, p. 131. — Faut-il accorder à l'étranger en cas d'admission à domicile certains droits qui sont des dépendances de la capacité politique, p. 131 et 132.

Quid de la profession d'avocat ? p. 132. — des fonctions d'arbitre et d'expert ? p. 133. — de celles de syndic de faillite ou de liquidateur judiciaire ? p. 135. — des charges de la tutelle ? p. 136. — Incapacités diverses qui pèsent sur l'étranger même lorsqu'il a obtenu le bénéfice de l'art. 43, p. 137.

L'admission à domicile donne-t-elle à l'impétrant quelques prérogatives au point de vue du droit à l'assistance ? p. 139. — ou de l'extradition ? p. 140.

SECTION DEUXIÈME

Droits privés:

Dans le domaine du droit privé, l'étranger autorisé diffère à plusieurs égards du Français :

1° Possibilité de retirer l'autorisation, p. 141.

2° Durée limitée des effets de l'autorisation, p. 141.

3° Situation des enfants, p. 142.

4^e Statut personnel. L'étranger reste même après l'admission à domicile soumis à son statut national. Grave controverse soulevée par cette question. Discussion de la théorie du domicile et admission de la doctrine de la nationalité, p. 143 à 152. — Conséquences principales de notre système, p. 152. — Faut-il l'appliquer à la dévolution de la succession mobilière ? p. 154 à 158.

APPENDICE

LÉGISLATION COMPARÉE

Applications de l'admission à domicile aux colonies et spécialement en Algérie, p. 160. — et en Tunisie, p. 164.

Législations offrant une institution analogue à notre admission à domicile :

- § 1. Angleterre, p. 166.
- § 2. Belgique, p. 170.
- § 3. Pays-Bas, p. 173.
- § 4. Luxembourg, p. 174.
- § 5. Principauté de Monaco, p. 175.
- § 6. Grèce, p. 177.
- § 7. Russie, p. 178.

Législations accordant une situation de faveur aux étrangers simplement domiciliés, en dehors de toute autorisation du gouvernement :

- § 1. Italie, p. 179.
- § 2. Danemark, p. 180.
- § 3. Mexique, p. 181.
- § 4. République Argentine, p. 182.
- § 5. Chili-Pérou-Colombie, p. 182 et s.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE 185

Saint-Amand (Cher.) — Imp. DESTENAY, BUSSIÈRE Frères.

Saint-Amand (Cher.) -- Imp. DESTENAY, BUSSIÈRE Frères.
